

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Crise et guerres au temps du capitalisme sénile

Textes et discussions
du 54^e congrès
de Lutte ouvrière

OTAN



Au sommaire de ce numéro

Le 54 ^e congrès de Lutte ouvrière	1
Crise et guerres au temps du capitalisme sénile	2
I. RELATIONS INTERNATIONALES	2
II. LE MOYEN-ORIENT LIVRÉ À LA BARBARIE IMPÉRIALISTE	12
III. L'UKRAÏNE ET LA RUSSIE FACE À LA GUERRE	15
IV. ÉTATS-UNIS	19
Situation intérieure	28
Interventions des groupes invités	34
Discussion sur les textes d'orientation	55

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Le 54^e congrès de Lutte ouvrière

Ce numéro rassemble les textes et discussions du 54^e congrès de Lutte ouvrière, qui s'est réuni à huis clos en région parisienne, les 7 et 8 décembre.

Nous publions les deux textes d'orientation, datés du 16 octobre, qui étaient soumis à la discussion et au vote des délégués :

- Crise et guerres au temps du capitalisme sénile
- Situation intérieure

À l'exception d'une abstention sur la partie du texte international consacrée au Moyen-Orient, ces textes ont été adoptés à l'unanimité des délégués. Ces votes témoignent de la cohésion politique de Lutte ouvrière.

Le congrès a dressé un bilan de notre activité au cours de l'année écoulée, évoqué les comptes de notre parti et la diffusion de notre presse. Nous reproduisons également ci-dessous des extraits des discussions du congrès.

Par ailleurs, le congrès a entendu les interventions d'organisations sœurs de Lutte ouvrière, au sein de l'Union communiste internationaliste (trotskyste), et qui militent en Martinique et en Guadeloupe, à l'île de La Réunion, en Haïti, en Côte d'Ivoire, aux États-Unis, en Turquie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie et en Belgique. Nous reproduisons ci-après de larges extraits de leurs interventions.

Enfin, le congrès a élu les organes de direction de Lutte ouvrière, son comité central et son comité exécutif.

11 décembre 2024



Crise et guerres au temps du capitalisme sénile

I. RELATIONS INTERNATIONALES

Année de crise, de guerres, année d'enfoncement dans la barbarie et de répétition ou, comme on le dit pour les séismes, de réplique de l'année précédente. Mais ce n'est pas que cela, c'est aussi une aggravation, ne serait-ce que du fait de sa durée.

Un an de plus, c'est l'illustration que la bourgeoisie n'a pas fait, n'a pas pu faire un pas de plus pour sortir de la crise de son économie.

Un an de guerre de « haute intensité » entre la Russie et l'Ukraine, comme au Moyen-Orient, c'est des dizaines de milliers de morts, des destructions colossales et, bien au-delà des victimes actuelles, la certitude croissante que la plongée dans la barbarie est faite pour durer et que la domination de la bourgeoisie impérialiste sur la planète n'a que cet avenir-là à offrir à l'humanité.

La phase actuelle d'une crise qui dure déjà depuis un demi-siècle se situe dans ce que les économistes bourgeois désignent de plus en plus souvent sous le nom de « crise séculaire ». Elle s'est aggravée à partir des années 1970 par la succession rapide de la crise du système monétaire international, la suppression de la convertibilité du dollar, les crises successives du pétrole.

Cette crise séculaire a mis définitivement fin aux « Trente Glorieuses » (en réalité, une

courte période pendant laquelle la machine de l'économie capitaliste a redémarré avec, pour principal moteur, la reconstruction après les destructions de la Deuxième Guerre mondiale). Les crises rythment toute l'histoire du capitalisme depuis ses débuts et en constituent une des phases de développement. Mais, contrairement aux crises du capitalisme ascendant, qui étaient suivies d'une nouvelle période d'essor, les crises du capitalisme sénile de l'époque impérialiste ont tendance à se prolonger, voire à se perpétuer (d'où l'expression « crise séculaire »).

Pour ce qui est de l'évolution de la phase actuelle de la crise, tout indique qu'elle va s'aggraver. C'est ce qu'en disent la bourgeoisie elle-même et ses porte-parole plus ou moins autorisés. La presse bourgeoise, en particulier économique, semble hantée par la crainte d'une éventuelle crise financière dans un monde capitaliste largement financiarisé, susceptible d'aboutir à un effondrement économique comparable à celui de 1929, peut-être en pire.

Ce n'est jusqu'ici pas le cas de la crise présente. On peut en tirer la conclusion que, jusqu'ici, l'économie mondiale y a échappé, mais aussi, et c'est bien plus vraisemblable, que le pire est encore devant nous.

Un des plus importants indices de l'état de l'économie

capitaliste mondiale est l'état des échanges. Pour le moment, le commerce mondial ne s'est pas effondré, malgré les mesures protectionnistes prises par les puissances impérialistes, et principalement par les États-Unis, qui dominent la production et le commerce mondiaux. La multiplication des mesures protectionnistes commence cependant à affecter même cet indice. « Le commerce mondial perd de son dynamisme », affirme un titre des *Échos* du 26 août 2024. Pour préciser que « ce ralentissement est dû en grande partie à une baisse des performances à l'export des pays de l'Union européenne (UE) ».

CHANGEMENTS DANS LES RAPPORTS DE FORCE ENTRE PAYS IMPÉRIALISTES

Les statistiques globales concernant l'ensemble des puissances impérialistes dissimulent un changement des rapports de force entre elles.

Rien que par sa durée, en exacerbant les rivalités, la crise a déjà profondément affecté les rapports de force économiques mondiaux, notamment entre les États-Unis et l'Europe. Le même article du quotidien économique pointe plus particulièrement « l'évolution en Allemagne où les exportations de produits chimiques et d'autres biens ma-



L'Inflation Reduction Act (IRA), une loi protectionniste, signée par Biden le 16 août 2022, subventionne à coups de centaines de milliards de dollars les entreprises de l'«énergie propre» implantées aux États-Unis

nufacturés ont reculé ».

Un récent numéro des *Échos* (12 septembre 2024) commente un long rapport de Mario Draghi « remis à Bruxelles » qui « alerte sur une économie européenne en danger ». Sur le mode de l'affolement, il y parle de l'insuffisante compétitivité de l'économie européenne, pour lancer l'avertissement « soit on agit, soit cela sera une lente agonie ».

Le choix des mots est pesé ! Et ce n'est pas un journaliste qui commente, Draghi étant une des personnalités les plus marquantes du monde bourgeois. Et il parle de l'Europe à l'agonie. Il ne parle pas de la nécessité de mieux concurrencer les Russes ni même la Chine. Il parle des États-Unis. Et on se rend compte que, dans sa conscience d'homme responsable de la bourgeoisie européenne, sa crainte est que l'Europe soit en train d'agoniser face aux États-Unis et à la concurrence américaine. Et de pointer les responsabilités : l'insuffisance des investissements productifs.

La grande découverte ! Combien d'éditoriaux avons-nous consacrés à cela depuis les années 1970 ? Oui, la bourgeoisie a de moins en moins tendance à investir dans la production et de plus en plus dans la spéculation

en amplifiant la crise. Quand Trotsky constatait, en 1938, dans le *Programme de transition* à quel point la bourgeoisie était perdue, désespérée, affolée devant les soubresauts de sa propre économie, il décrivait une réalité oh combien ressemblant à la réalité d'aujourd'hui.

Voilà pour le constat. Ce constat du décalage croissant entre l'économie européenne et l'économie américaine est en même temps un constat d'échec pour l'Union européenne. Les raisons de cet échec résident dans un autre constat : malgré la longue et laborieuse « construction européenne », l'Europe n'est pas unifiée et les États différents qui la composent restent en concurrence les uns avec les autres. L'Union européenne n'est en rien l'unification de l'Europe, mais une arène supplémentaire dans laquelle continuent à s'affronter les pays capitalistes d'Europe. Non seulement l'Union est limitée, mais elle est réversible.

La libre circulation à l'intérieur de l'Union européenne était une des rares retombées de l'Union favorable à l'ensemble de la population. Ladite « libre circulation » des personnes – faut-il le rappeler ? – est toujours restée une sinistre plaisanterie

pour tous ceux qui n'ont pas la citoyenneté d'un des pays de la zone Schengen. Mais la décision récente de l'Allemagne de rétablir le contrôle à ses frontières rappelle avec quelle facilité un des États de l'UE peut du jour au lendemain jeter à la poubelle cette mesure emblématique.

Et il ne s'agit là que d'un aspect de l'Union, mineur pour les différentes bourgeoisies nationales. Mais, dans la plupart des domaines essentiels – armées, forces de répression, administrations, institutions politiques, fiscalité, législations sociales, ensemble de lois, etc. –, l'Europe n'a pas surmonté le morcellement de ses États. Dans la rivalité entre l'Europe et les États-Unis, c'est un handicap rédhibitoire.

L'EFFONDREMENT FINANCIER ENCORE À L'ÉTAT DE MENACE

Quand on compare la crise actuelle et celle de 1929, on constate qu'au plus fort de celle-ci, par l'effet de la crise elle-même ou par suite de mesures économiques protectionnistes, le commerce international s'est véritablement effondré. La valeur des échanges internationaux a été divisée par trois entre 1929 et 1933. Aujourd'hui, ce n'est pas du tout le cas, ni pour les échanges, ni pour la production.

La grosse différence pour le moment entre la crise actuelle et la longue dépression qui a suivi 1929, c'est que la grande bourgeoisie continue à faire des profits considérables. Elle le fait au détriment de la classe ouvrière, des salariés, des retraités ; au détriment aussi de tout ce qui, dans les services publics, est utile aux classes populaires : santé, éducation, transports publics, etc. Elle réalise ses profits essentiellement par la spéculation et la finance.

Les opérations financières qui

participent à la répartition de la plus-value entre capitalistes se transforment en facteurs amplificateurs de la crise. Les publications financières spécialisées reflètent l'inquiétude profonde de la grande bourgeoisie devant la menace d'un effondrement financier. Un effondrement financier d'une ampleur qu'on n'a pas encore connue. On l'a effleuré en 2008. Il n'est cependant pas allé aussi loin que dans les années qui ont suivi 1929. *Les Échos* du 17 septembre 2024 affirment néanmoins, dans un entrefilet, que « les États européens se pressent de solder le fardeau de la crise de 2008 », et qu'« à lui seul, l'État néerlandais a dépensé 27 milliards d'euros pour sauver ABN AMRO (la première banque des Pays-Bas) de la faillite ». Il s'agit pourtant seulement d'un petit État impérialiste...

Le spectre d'une crise financière majeure a de quoi hanter la grande bourgeoisie !

**INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE :
DE LA PROMESSE
SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE AUX
SPÉCULATIONS RÉELLES**

Les promesses d'augmentation de la productivité et les spéculations sur ces promesses sont tellement entremêlées que les grosses têtes de la bourgeoisie y perdent complètement leur latin. Il en va ainsi pour cette actualité à la mode aussi bien chez les économistes que chez les journalistes et, par leur biais, chez le grand public : l'intelligence artificielle, IA pour les intimes...

La rigueur scientifique s'y mêle à l'imagination la plus fantaisiste et à la spéculation la plus débridée, avec quelques détours du côté de la psychanalyse.

Sous le titre « Nvidia : l'empereur des puces électroniques confronté aux premiers doutes sur l'IA », *Le Monde* du 20 août



DHIRAJ SINGH/BLOOMBERG

Livraison de semi-conducteurs Nvidia à une start-up de l'intelligence artificielle (IA) de Mumbai, en Inde (mars 2024).

2024 revient sur le mécanisme spéculatif qui est en train de s'emballer autour de cette société : « Le héros de cette histoire, Jensen Huang, cofondateur et PDG de l'entreprise Nvidia [...], il faut dire qu'avec Elon Musk il est la personnalité la plus en vue de la Silicon Valley. L'une des plus riches, aussi. Car sa société, dont il possède 3,5 % du capital, ne vaut plus 1 000 milliards de dollars en Bourse, comme indiqué sur la plaque, mais plus de 2 500 milliards. Le 18 juin, elle a même dépassé Microsoft et Apple, à l'altitude extrême de 3 300 milliards de dollars, pour devenir brièvement la firme la plus chère du monde.

Pourtant, Nvidia ne produit ni smartphones, ni ordinateurs, ni logiciels, juste des cartes électroniques. Mais celles-ci sont magiques. Elles sont les clés d'entrée dans le monde inquiétant et fascinant de l'intelligence artificielle (IA). Par leur vitesse de calcul et leur souplesse d'utilisation, elles sont pour l'instant sans égales sur le marché. Résultat, quand Microsoft, Google ou Amazon ont décidé, en 2023, d'investir des dizaines de milliards de dollars dans des centres de données destinés à entraîner les modèles d'IA, comme le robot conversationnel ChatGPT d'OpenAI, ils n'ont pas eu d'autre choix que

de frapper à la porte de Nvidia. Et leurs milliards sont tombés directement dans la poche de la compagnie de San José.

Sur l'année 2023 (exercice fiscal clos fin janvier), ses ventes ont bondi de 126 %, à 61 milliards de dollars, et son bénéfice net a frôlé les 30 milliards. Du jamais-vu dans le monde austère des fabricants de puces, ni même dans la technologie en général. Intel, aux temps glorieux de son monopole sur les PC avec Microsoft, n'a jamais atteint une telle performance. Pas plus qu'Apple en pleine frénésie de l'iPhone. À tel point que les analystes sont perplexes devant un tel engouement : feu de paille, bulle ou changement d'époque ? La question est posée. En fonction de la réponse, commence la spéculation.

« Les mathématiques au secours du trou d'air de l'IA », titraient *Les Échos* du 27 août 2024 :

« Au fur et à mesure que les recherches avancent, apparaît la nécessité de reprendre des travaux en mathématiques fondamentales, où l'on peut à la fois identifier des invariants [...] et une infinité de façons de les mettre en œuvre. »

Une étude, publiée fin juin, d'une des plus puissantes banques du monde, Goldman

Sachs, apporte sa réponse dans l'immédiat d'une façon lapidaire : « IA générative : trop de dépenses, trop peu de bénéfices ? » (*Le Monde* du 20 août 2024).

Pour un patron de banque, un centime est un centime, ou plutôt un milliard de dollars est un milliard de dollars.

Mais ce constat n'empêche pas des couches successives de spéculateurs de parier comme on parie au PMU sur le cheval qu'on espère gagnant. Et, pour corser leurs paris, certains misent en cryptomonnaies.

DE LA FINANCE À LA MONNAIE : AUTRE FILIERE DE PROPAGATION

Un effondrement financier implique pour ainsi dire mécaniquement des soubresauts monétaires plus ou moins graves, soubresauts qui peuvent être des vecteurs de transmission de la crise financière.

Pour le moment, le pivot de fait du système monétaire est le dollar. Pour une multitude de raisons parmi lesquelles le morcellement de l'Europe entre États aux intérêts différents, voire opposés, l'euro n'a pas réussi et de loin à remplacer le dollar. Aucune des grandes monnaies existantes – yen japonais, yuan chinois, livre sterling britannique – n'y a réussi. À bien plus forte raison les projets, notamment ceux attribués aux BRICS (association entre le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie, les Émirats arabes unis), de créer une devise susceptible de remplacer le dollar, sont tout à fait fantaisistes. Faire concurrence au dollar à tel ou tel niveau – régional ou en fonction de telle ou telle circonstance géopolitique – peut arriver, mais le remplacer, non.

La menace d'une crise financière est complétée par celle de crises monétaires. Premier

indice d'une ou de futures crises monétaires : l'emballlement actuel du prix de l'or.

MONTÉE GUERRIÈRE

À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, personne ne pouvait prévoir par quel cheminement les « *divers conflits et explosions sanglantes* » se confondront en « *un incendie mondial* » (*Programme de transition*). Il n'y a aucune raison non plus que le processus actuel soit une copie de celui de la Première, ni de celui de la Deuxième Guerre mondiale. La seule certitude, c'est son inévitabilité.

Dans son passé, la bourgeoisie peut trouver une multitude de processus résultant d'une multitude de situations ayant poussé à la généralisation de la guerre. Elle peut en trouver déjà dans sa prime jeunesse, à commencer par les périodes où la bourgeoisie ne postulait même pas vraiment au pouvoir et se contentait encore d'apporter sa contribution, notamment financière, à des guerres menées par la classe féodale, qui la précédait comme principale classe exploiteuse.

La longue période à laquelle les historiens ont fini par donner le nom de guerre de Cent Ans, la dernière d'une telle longueur, était dans une large me-

sure encore une succession de guerres féodales. Elle s'est étendue sur 116 ans 4 mois et 15 jours, de 1337 à 1453. Et, malgré son caractère dynastique féodal, la bourgeoisie, ses intérêts et son argent commençaient à y jouer un rôle capital.

Quant à la guerre de Trente Ans, dont les phases belliqueuses étaient plus fréquentes, entrecoupées de trêves plus ou moins importantes, commencée en 1618, elle s'est terminée en 1648 par le traité de Westphalie. Dans certaines régions de la future Allemagne, la perte de population atteignit entre 66 et 70 %. Par bien des côtés, cette guerre, dont les principaux motifs affirmés étaient religieux, opposant des princes protestants à un empereur et à d'autres princes catholiques, a dessiné la carte de l'Europe jusqu'à la Révolution française et aux guerres napoléoniennes.

La bourgeoisie impérialiste devenue sénile a de quoi trouver des précédents dans le passé... Mais elle dispose aujourd'hui de moyens matériels autrement puissants. Et la comparaison n'est pas seulement anecdotique : la guerre au Moyen-Orient, si l'on en fixe le début à la déclaration Balfour en novembre 1917, dépasse déjà largement les cent ans. C'est dans cette déclaration que la Grande-Bretagne, future puissance mandataire,



Une compagnie de mercenaires se paye par le pillage, à l'époque de la guerre de Cent Ans. Enluminure d'un manuscrit du 14^e siècle.

voulant prendre la succession de la domination turque, se déclara en faveur d'un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine : une terre deux fois promise...

DANS LA CRAINTE DE LA CRISE FINANCIÈRE

Tout en alimentant les inquiétudes de ses hommes politiques et de ses journalistes, tant qu'il n'y a pas une véritable crise financière avec des effets comparables à ceux qu'a connus le monde capitaliste à partir de 1929, la grande bourgeoisie n'a pas besoin de s'inquiéter tant que les profits rentrent. Quelle que soit la valeur réelle de la monnaie dans laquelle ils se réalisent, cela donne le temps pour préparer la suite, notamment une aggravation de la montée guerrière.

S'il est incontestable que le prolétariat n'est absolument pas préparé à la guerre, dans bien des domaines c'est même vrai, d'une certaine façon, pour la bourgeoisie. En témoigne le retard pris dans la capacité des grandes puissances à livrer des armes y compris à l'Ukraine.

La guerre russo-ukrainienne comme la guerre au Moyen-Orient sont de bonnes écoles pour les états-majors. Elles le sont déjà dans un certain nombre de domaines : par exemple, l'utilisation massive de drones, leur fabrication, etc. Comme, dans un tout autre ordre d'idées, la guerre souterraine dans laquelle l'armée israélienne est en train d'acquérir une compétence sans précédent contre le Hamas et, depuis peu, contre le Hezbollah au Liban.

Il en va certainement ainsi de bien d'autres domaines couverts par le secret militaire, qui relativisent d'ailleurs la menace réelle d'une guerre nucléaire. Une éventuelle guerre nucléaire ne se livrera pas avec les bombes d'Hiroshima et de

Nagasaki, qui datent de près de 80 ans.

À en juger par le peu de choses qui filtrent du secret militaire des états-majors, la préoccupation de ceux-ci est plus d'adapter les armes nucléaires, de les rendre plus maniables et donc plus utilisables dans des circonstances variées.

Rappelons d'ailleurs qu'au temps de la guerre froide entre le monde occidental et l'URSS, cette confrontation, tout en alimentant ce qu'on a appelé à l'époque « l'équilibre de la terreur », n'a finalement pas entraîné la guerre nucléaire.

Rien ne dit que la montée guerrière aboutira, à telle ou telle phase de son développement, à une copie de la Première ou de la Deuxième Guerre mondiale. Elle peut très bien se poursuivre, s'approfondir en prolongeant ce qui se passe actuellement. Paradoxalement, il est tout aussi vraisemblable que la montée guerrière sous la bourgeoisie sénile et le capitalisme en crise reproduise les guerres menées avec la collaboration de la bourgeoisie naissante, au temps du capitalisme en train d'émerger de la gangue féodale...

À LA RECHERCHE D'ALLIÉS

L'effort permanent pour trouver des alliés fait déjà partie intégrante de la guerre. Toutes celles du passé rappellent que la recherche de nouveaux alliés non seulement se poursuit mais s'intensifie pendant les guerres elles-mêmes. Elles montrent par la même occasion que les changements de camp peuvent se multiplier et que la configuration des alliances d'aujourd'hui ne préjuge pas de ce qu'elle sera dans la durée.

La presse mentionne de plus en plus fréquemment le cas de l'Afrique, où la décrépitude en cours de la Françafrique ouvre de nouvelles possibilités et re-

bat bien des cartes issues de la conférence de Berlin, du 15 novembre 1884 au 26 février 1885, qui a tracé pour plus d'un siècle les frontières en Afrique sans tenir compte des appartenances ethniques des populations. Si les deux guerres mondiales ont modifié la carte de l'Afrique, principalement au détriment de l'impérialisme allemand, elles ne l'ont fait que de façon marginale.

Les usages que le capitalisme pouvait faire des richesses minières, considérables, de ce continent ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'au 19^e siècle, au moment du partage de l'Afrique. Que l'on songe seulement à l'uranium du Niger, ou aux multiples métaux du Congo ex-Zaïre, indispensables aux voitures électriques. La rivalité entre grandes puissances pour les contrôler risque d'être plus féroce.

Le Monde du 22 août 2024 a titré : « Un an après la disparition d'Evgueni Prigojine, le fondateur du groupe paramilitaire Wagner : l'Afrique, nouvelle ligne de front entre Occident et Russie ».

Rien d'étonnant à ce que l'écroulement de la Françafrique ait ouvert des appétits pour le continent africain !

Il est cependant à constater que, si l'expression du *Monde* « retour gagnant de la Russie en Afrique » est fortement exagérée, il n'en reste pas moins que les atouts de la Russie de Poutine proviennent, pour une large part au moins, de l'héritage de feu l'URSS, de sa politique d'alliance avec des régimes qualifiés à l'époque de progressistes, c'est-à-dire qui, dans le contexte d'hostilité entre les blocs, refusaient de s'aligner systématiquement sur Washington. Par conséquent, de façon ô combien indirecte, ces atouts proviennent de la révolution russe elle-même.

Un de ces héritages lointains était pendant la guerre froide



Le chef de la junte du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, et Vladimir Poutine lors du sommet Russie-Afrique à Saint-Petersbourg, le 28 juillet 2023.

l'invitation pour ainsi dire permanente d'intellectuels de pays africains à faire leurs études à Moscou. Cela a créé à cette époque des liens, parfois personnels, entre ces étudiants africains et des Soviétiques pour qui cela a ouvert une possibilité de quitter l'URSS. Des deux côtés, officiers des armées africaines et encadrement russe, c'est la même génération qui se trouvait aux manettes.

Le soutien quasi unanime des puissances impérialistes à l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie focalisée, à juste raison, l'attention sur les menaces de confrontation plus directe entre cette dernière et l'OTAN, expression militaire des puissances impérialistes.

Cela peut représenter une phase dans l'évolution guerrière d'un monde en train de se militariser. La Russie de Poutine est déjà directement engagée dans la guerre, même si, pour l'instant, les puissances impérialistes multiplient les lignes rouges pour montrer qu'elles ne sont pas encore dans un engrenage que l'on ne peut plus arrêter.

L'attention des chefs politiques et militaires de l'impérialisme américain est tournée cependant vers la Chine. Celle-ci est engagée dans une course aux armements avec les États-Unis, course qui se traduit dans les statistiques. Toute l'Asie de

l'Est jusqu'à l'Australie participe à une fiévreuse recherche d'alliances.

Le détroit de Taïwan (ou détroit de Formose), qui sépare la Chine continentale de l'île de Taïwan, est un des endroits les plus chauds de la planète. Avec un autre dans la même région, la frontière qui sépare la Corée du Nord de la Corée du Sud. Soixante-dix ans après la guerre de Corée, la paix n'a toujours pas été signée entre les deux parties de ce même pays, toujours séparées par des barbelés et des champs de mines.

Et ce qui est une évidence dans la réalité des faits est clairement exprimé dans un article de la revue américaine *Foreign Affairs*, publié le 1^{er} octobre 2024 et signé par Antony Blinken, celui qui tient le poste de ministre des Affaires étrangères de Biden.

L'article commence par : « Une concurrence féroce est en cours pour définir une nouvelle ère dans les affaires internationales. Un petit nombre de pays – principalement la Russie avec le partenariat de l'Iran et de la Corée du Nord ainsi que la Chine – sont déterminés à modifier les principes fondamentaux du système international... Ils cherchent tous à éroder les fondements de la force des États-Unis : leur supériorité militaire et technologique, leur monnaie dominante et leur réseau inégalé

d'alliances et de partenariats... »

Et Blinken de coller l'étiquette de « puissances révisionnistes » à ces États, tout en précisant, un peu plus tard, que de tous ces États « la Chine est le seul pays qui a l'intention et les moyens de remodeler le système international, le concurrent stratégique à long terme le plus important ».

Et pourtant, de part et d'autre, tout en ayant le doigt sur la gâchette, nulle part sur la planète la Chine et les États-Unis ne sont en conflit militaire direct. Mais tout le monde redoute que cela puisse arriver à la suite de n'importe quelle provocation, voire de n'importe quel accident, tant il y a de navires de guerre et de bombardiers à se croiser en mer de Chine.

POURQUOI LA CHINE ?

Dans un texte préparatoire à l'un de nos congrès, publié en décembre 1971, nous avons résumé nos positions sur la nature de classe de l'État chinois. Nos positions étaient aux antipodes de celles de l'ensemble du mouvement trotskyste, à commencer par celles du principal courant qui se revendique de l'étiquette 4^e Internationale et se pose en héritier de Trotsky.

Ce texte, intitulé *Le cas des pays sous-développés en rupture politique avec l'impérialisme*, parle de la Chine, en même temps que de la Yougoslavie, de Cuba, de l'Albanie et du Vietnam du Nord, dans les termes suivants :

« Bénéficiant de circonstances historiques exceptionnelles, quelques rares pays sous-développés [...] ont été amenés à rompre politiquement et économiquement avec l'impérialisme et se sont trouvés, de ce fait, engagés dans toute une série de réformes économiques et sociales destinées à leur permettre de survivre, à défaut de se développer. »

Ce texte a été rédigé à une



Soldats de la Nouvelle Quatrième Armée communiste (juillet 1946).



L'Armée populaire de libération entre dans Pékin, le 31 janvier 1949.

époque où, dans les milieux politiques au sens large, la Chine était considérée comme un pays communiste. Nous tenions à y affirmer, par rapport en particulier au reste du mouvement trotskyste, non seulement que ce n'était pas le cas, mais que ce ne sont nullement des États ouvriers, mais des États bourgeois. Ils représentent cependant par rapport aux autres États des pays sous-développés des originalités profondes.

En premier lieu, du fait que des représentants politiques radicaux de la bourgeoisie nationale, agissant au nom d'une idéologie vaguement humaniste, comme Castro, ou avec une étiquette communiste, comme Mao et Tito, ont réussi à prendre la tête de soulèvements paysans et, s'appuyant sur ces derniers, à conquérir le pouvoir au nom de la « bourgeoisie nationale. » Pour conclure que « le Parti communiste chinois [...] a

été à l'origine un parti prolétarien, coupé par la suite du prolétariat (cf. l'écrasement de la révolution prolétarienne chinoise en 1927) et qui a fini par lui tourner consciemment le dos en choisissant comme programme celui de la bourgeoisie nationale (dénonciation de la lutte des classes au nom du bloc des quatre classes, résistance nationale antijaponaise, etc.) et comme troupes la paysannerie encadrée par l'intelligentsia. Ainsi, malgré leur étiquette, le rôle des partis communistes avait été, pour reprendre l'expression de Trotsky, de servir de pont entre le mouvement paysan et la bourgeoisie nationale des villes, en offrant à cette dernière une alternative politique lors de l'écroulement de toute autre solution ».

Cette position nous opposait évidemment radicalement au courant maoïste qui, à l'époque, dominait l'extrême gauche en France. Mais elle nous opposait également au reste du mouvement trotskyste, pour lequel la Chine de Mao était un État ouvrier, même si cette qualification était assortie d'adjectifs comme « déformé » ou « défiguré ».

Le débat que nous avons introduit à l'époque dans le mouvement trotskyste ne portait pas seulement sur une question théorique abstraite, mais sur cette question fondamentale : un État ouvrier peut-il surgir sans participation active, consciente du prolétariat ? En d'autres termes : le prolétariat peut-il être remplacé par une armée paysanne dirigée par des petits bourgeois nationalistes (Chine) ? par l'armée de la bureaucratie soviétique (démocraties populaires) ? ou par une junte militaire qui se prétend révolutionnaire, voire socialiste ou communiste, comme dans plusieurs pays d'Afrique ?

Notre conclusion dans ce texte de 1971 était la suivante :

« Quel qu'en soit le rythme, la prise de conscience de la classe ouvrière de ces pays doit pou-

voir se concrétiser par des organisations autonomes et par la formation de partis ouvriers révolutionnaires visant la prise du pouvoir par la démocratie prolétarienne. Le prolétariat de ces pays, parce qu'il fait partie intégrante du prolétariat mondial, porteur de l'avenir socialiste, est la seule classe à offrir une perspective à ces pays. Même s'il est faible dans le cadre national face à l'énorme masse de la petite bourgeoisie paysanne, il est fort de la force du prolétariat mondial, mais seule une Internationale révolutionnaire peut concrétiser cette force.»

Nous n'avons rien à changer à ce passage qui continue à résumer notre position politique vis-à-vis de la tâche des révolutionnaires en Chine aujourd'hui.

LA CHINE SOUS LA PRESSION CONSTANTE DE L'IMPÉRIALISME

L'État chinois a subi, tout au long de son histoire récente, les pressions de l'impérialisme depuis le soulèvement paysan qui avait porté Mao Zedong au pouvoir. Pressions ouvertement militaires au temps de Mao (guerre de Corée de 1950 à 1953, puis, sous une forme plus indirecte, guerre du Vietnam), mais pressions sous d'autres formes même après la mort de Mao et l'avènement de Deng Xiaoping avec l'orientation consistant à renouer avec le monde dominé par l'impérialisme.

Comme la Chine n'a pas accepté la domination directe des puissances impérialistes, les affrontements relayés par les périodes de blocus ont interdit au pays de bénéficier de la division internationale du travail. Le caractère dictatorial qu'a eu le régime sous tous ses présidents successifs, de Mao à Xi Jinping, découlait de la nécessité de réaliser une sorte d'accumulation primitive.

La base sociale du régime de

Mao était la paysannerie. Mais ce n'était pas elle qui était au pouvoir. L'essentiel des objectifs de ce pouvoir était de prélever sur la paysannerie, puis sur sa fraction chassée des campagnes et prolétarisée, de quoi réaliser cette sorte d'accumulation primitive, pour mettre à la disposition de l'État de quoi tenter de rattraper son retard.

L'État chinois, bénéficiant au début de la confiance des paysans révoltés qui l'avaient porté au pouvoir, a non seulement réussi à se donner une industrie conséquente, mais a atteint un degré de développement qu'aucun autre pays sous-développé, de taille, de population et de ressources comparables (Inde, Brésil, Indonésie...), n'a réussi à créer. Il a obtenu tout cela sur le dos des paysans et des ouvriers, avec des méthodes aussi brutales que celles de ses compères plus anciens sur la voie du développement capitaliste.

Grâce à un étatsisme poussé, la Chine a réussi à se hisser au rang des nations capitalistes. Mais elle continue à subir la pression des nations qui, ayant bénéficié depuis des siècles de l'accumulation primitive et pris une place privilégiée dans la constitution du marché mondial et de sa division du travail, se sont engagées en tête dans l'évolution vers l'impérialisme, qui leur a permis de participer au pillage de toute la planète.

QUAND LES PORTE-VOIX DE L'IMPÉRIALISME DONNENT AUX DIRIGEANTS CHINOIS DES CONSEILS QUE LEURS MAÎTRES NE PEUVENT NI NE VEULENT APPLIQUER EUX-MÊMES

Cette pression se manifeste de façon plus subtile que dans le passé. Mais, au fond, avec la même préoccupation que celle qui, en 1839, a conduit la Grande-Bretagne à déclencher la première guerre de l'Opium.

Comme l'explique le journal anglais *London Financial Times* : « En visite à Pékin à la fin de l'année dernière, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell s'est plaint du fait que l'excédent commercial de la Chine avec l'Europe montait en flèche, alors même que son marché devenait plus difficile à pénétrer pour les entreprises européennes. »

Voilà que vient l'exigence : « Soit l'économie chinoise s'ouvre davantage, soit vous pourriez avoir une réaction de notre part », a prévenu Borrell.

Et le même journal résume cette idée en précisant que « les économistes réclament depuis des années que la Chine fasse davantage pour stimuler la consommation afin de rééquilibrer une économie dépendant d'investissements alimentés par la dette. » Tiens donc !

À près de deux siècles de distance, le représentant d'aujourd'hui de la bourgeoisie a retrouvé un ton va-t-en guerre pour exiger quelque chose qui rappelle la raison pour laquelle l'empire britannique avait déclenché la première guerre de l'Opium. Bien sûr, aujourd'hui, le produit n'est pas le même. La Chine d'alors ne voulant rien acheter à la Grande-Bretagne, celle-ci l'avait contrainte à acheter de l'opium à l'Inde, fleuron de l'empire colonial britannique !

Et le journaliste du *London Financial Times* insiste : « Les économistes affirment que pour que les consommateurs se sentent à l'aise et puissent dépenser davantage, en particulier après la crise immobilière, la Chine doit accélérer le développement de ses programmes de protection sociale et de soins de santé. Même si la Chine a fait des progrès dans le développement de ses systèmes publics de retraite et de soins de santé, ceux-ci font encore défaut. » C'est merveilleux de voir que des représentants de l'impérialisme, qui n'en font pas autant chez eux, en appellent à améliorer les conditions de vie

BNF



Camp de base des canonnières françaises, dans le port de Yantai, pendant la seconde guerre de l'Opium (1856-1860). Il s'agissait de forcer la Chine à s'ouvrir aux Occidentaux.

des ouvriers chinois !

Ce ne sont évidemment pas les conditions de vie des travailleurs chinois qui préoccupent les dirigeants anglais, ni les dirigeants américains (ni les dirigeants français – *Les Échos* comme *Le Figaro* sont pleins de conseils du même genre à l'intention des Chinois). Mais, puisque la Chine a accompli une sorte d'accumulation primitive minimale, il faudrait pousser l'État chinois non seulement à élargir le marché chinois mais, surtout, à laisser les bourgeois impérialistes, en premier lieu celle des États-Unis, y réaliser du profit.

La pression impérialiste se manifeste sous cette forme étrange : les pays impérialistes exigent de la Chine qu'elle consacre moins d'investissements à l'industrie et plus pour la consommation notamment des classes populaires ! Ce sont des économistes des pays impérialistes qui font aujourd'hui pression non seulement pour que le gouvernement chinois développe la consommation en augmentant les salaires sous des formes diverses, mais aussi pour qu'il bâtisse une sorte de sécurité sociale afin que les paysans devenus prolétaires

puissent un tant soit peu bénéficier de soins convenables.

Pour reprendre une expression généralisée, « la Chine est devenue l'atelier du monde », c'est-à-dire, en d'autres mots, un sous-traitant des puissances impérialistes. De ce fait, sur le plan économique, on a là tout à la fois l'obéissance requise d'un sous-traitant par rapport au donneur d'ordre, avec les désaccords et les oppositions que cela implique, mais aussi l'identité d'intérêts fondamentale, bien que conflictuelle, de leurs relations.

LE PROLÉTARIAT CHINOIS ET L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

Ce qui se passe en Chine est capital pour l'avenir de l'ensemble de l'humanité. Ça l'est du point de vue de la bourgeoisie impérialiste. De la coexistence, voire de la collaboration entre l'impérialisme occidental et la Chine, dépend l'évolution future dans un sens guerrier plus ou moins grave. Mais l'avenir prolétarien, également.

L'étatisme a apporté à la bourgeoisie chinoise ce qui vient d'être rappelé ci-dessus. Mais

cette évolution avec l'industrialisation qu'elle a produite a également renforcé le prolétariat chinois. Ce prolétariat représente aujourd'hui un des plus forts contingents, sinon le plus fort numériquement, du prolétariat mondial. Et c'est celui d'un pays qui a un passé riche d'expériences, y compris celles de révolutions nombreuses et radicales.

Nous ne savons pas dans quelle mesure ce passé a été transmis à la génération d'aujourd'hui. La dictature exercée sur les paysans d'abord, puis de plus en plus sur le prolétariat qui en est issu au fil de l'industrialisation, constitue évidemment un puissant obstacle à cette transmission.

Mais les idées révolutionnaires ont toujours trouvé dans le passé le moyen de traverser ce type d'obstacle. La dictature d'une classe privilégiée n'a jamais empêché des révolutions de se produire. Elle n'a jamais empêché une classe privilégiée qui a fait son temps d'être contrainte d'abandonner la place au profit d'une classe montante.

La disparition de toute forme d'Internationale révolutionnaire fait que, malgré les moyens techniques des communications qui pourraient faciliter celles-ci, nous ignorons tout de ce qui se passe dans ce pays, et particulièrement dans ses entreprises.

Nous pouvons cependant affirmer que, quel que soit l'endroit où la révolution commencera, pour triompher à l'échelle internationale il faudra qu'elle ébranle le prolétariat chinois. Et, quand on se souvient des difficultés auxquelles s'est heurtée la révolution russe de 1917, non pas seulement pour que le prolétariat prenne le pouvoir mais aussi pour qu'il parvienne à le consolider, de par sa démographie, ses ressources, le prolétariat chinois a des atouts dont le prolétariat russe ne disposait pas en son temps.



À l'usine Qiao Feng de Shenzhen, le 17 mars 2024. Découvrant que les machines partaient vers une nouvelle usine et qu'ils perdraient leur emploi, les travailleurs sont sortis bloquer un camion et signer une pétition (ci-dessous, comptant 120 noms) exigeant des compensations et le paiement des impayés. Source : <https://clb.org.hk>

L'économiste américain Francis Fukuyama a, lors de la disparition de l'URSS, écrit des âneries sous le titre : « La fin de l'histoire ». Mais l'histoire ne s'est pas arrêtée en 1992, date à laquelle son texte a été publié.

« *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classe* », affirmait en 1848 le *Manifeste du parti communiste*. Il en ira de même dans l'avenir, tant que notre société restera divisée en deux classes fondamentalement opposées, la bourgeoisie et le prolétariat.

Les lois du développement historique, c'est-à-dire la vie et les actions des quelque huit milliards d'êtres humains qui peuplent la planète, sont infiniment plus puissantes que les divagations d'un individu ou même l'agitation de tous les décideurs du monde.

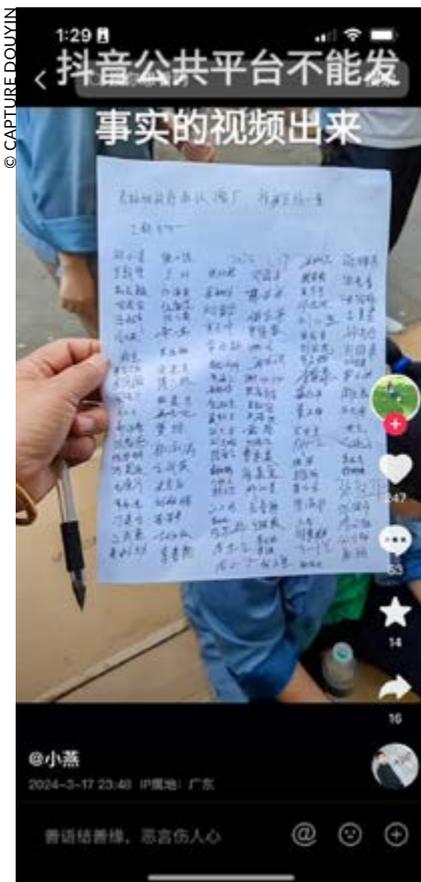
« *La guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée..., finit toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.* » C'est ce que Rosa Luxemburg a résumé de façon lapidaire par « socialisme ou barbarie ». Non pas en commentatrice qui posait une question, mais en militante : agir pour la transformation révolutionnaire de la société est le seul moyen d'éviter la barbarie.

Quels que soient les soubresauts de la vie collective de l'humanité et les clapotis de l'actualité ; quels que soient les échéances et les délais, la nécessité historique finira par imposer sa loi. Elle le fera de la seule manière possible, par l'action des hommes eux-mêmes. Ce qui signifie pour le prolétariat la nécessité de se donner des partis de classe et, dans notre société mondialisée, une Internationale communiste révolutionnaire. Ces partis, cette Internationale seront les porte-parole d'une nécessité historique et les artisans de son accomplissement.

CONCLUSION

Nous ne pouvons pas savoir comment les jeunes générations chinoises actuelles traduisent tout cela. Dans un premier temps, probablement pas dans le sens du communisme, tant le régime chinois aura déconsidéré l'étiquette communiste, qu'il continue à afficher mensongèrement. Il doit y avoir une réaction semblable à celle qu'il y avait dans les pays d'Europe de l'Est ou en URSS sous Gorbatchev ou sous Eltsine. Mais ça ne veut pas dire qu'il n'y aurait pas de groupes, peut-être de notre taille, qui soient déjà en train de militer sur ce terrain-là. Car l'histoire peut enseigner bien des choses !

On ne peut absolument pas prévoir, deviner, et cela n'a d'ailleurs aucun sens, comment se réalisera cette prise de conscience nécessaire de la classe ouvrière. On peut cependant affirmer que l'intelligentsia révolutionnaire y jouera un rôle important. Encore faut-il qu'elle naisse et se mette au travail !



II. LE MOYEN-ORIENT LIVRÉ À LA BARBARIE IMPÉRIALISTE

L'attaque menée le 7 octobre 2023 par le Hamas à partir de Gaza contre le territoire israélien voisin a marqué la reprise de la guerre au Moyen-Orient. Si cette guerre est un épisode de plus dans un conflit qui dure au fond depuis plus d'un siècle, elle marque déjà par sa durée, sa férocité et sa tendance à déboucher sur un conflit plus large, au moins à l'échelle de la région.

Les responsables du Hamas qui ont décidé cette attaque ont voulu remettre sur le devant de la scène le problème palestinien, que les dirigeants israéliens et occidentaux avaient réussi depuis plusieurs années à faire passer au second plan. En réalité, la politique des dirigeants israéliens ne pouvait que préparer une telle explosion. L'arrivée dans le gouvernement Netanyahu de représentants de l'extrême droite a accentué sa radicalisation à droite. Sa politique a été pratiquement dictée par les partisans d'une accélération de la colonisation de la Cisjordanie, du maintien d'un blocus de Gaza ne laissant à ce territoire aucune possibilité de développement et d'une affirmation du caractère « juif » de l'État d'Israël instituant un véritable apartheid contre les populations non juives.

La politique israélienne a ainsi fortement discrédité l'Autorité palestinienne instituée par les accords d'Oslo, qu'elle a réduite au rôle de force supplétive de l'armée d'occupation en Cisjordanie. Elle a ôté tout espoir d'une amélioration de son sort à la population palestinienne. Mais elle ne pouvait aussi que renforcer, au sein de celle-ci, les tendances décidées à mener une guerre ouverte aux forces israéliennes, et notamment la tendance la plus radicale du Hamas, qui a préparé et mené l'attaque du 7 octobre.

Le fait d'avoir ainsi remis en question de façon spectaculaire

la politique israélienne a certainement valu au Hamas un regain de popularité parmi les Palestiniens, au moins pour un certain temps. Mais s'il a effectivement remis la question palestinienne à l'ordre du jour, cela a été de la pire façon du point de vue des intérêts de la population de Gaza et de Cisjordanie. Tout d'abord, le choix du Hamas de mener cette attaque, la façon dont il l'a menée en massacrant des civils au hasard et en prenant des otages, a rendu service au gouvernement Netanyahu. Ils lui ont permis de refaire l'union nationale derrière lui et de faire taire les oppositions alors qu'il était de plus en plus discrédité pour sa politique intérieure. D'autre part, la population palestinienne de Gaza, mais aussi de Cisjordanie, a été livrée à une riposte de l'armée israélienne dont tout laissait prévoir qu'elle serait féroce. Après un an de guerre, après la destruction presque complète de Gaza, on peut non seulement mesurer l'importance dramatique de cette riposte, mais aussi le fait que les dirigeants du Hamas ne s'étaient aucunement souciés d'y préparer la population, ni de savoir ce qu'elle pouvait en penser.

Cette politique ne peut surprendre de la part d'une organisation islamiste réactionnaire comme le Hamas, profondément méfiante à l'égard de sa propre population et qui n'envisage de la diriger qu'en s'imposant à elle. Elle l'a montré en gouvernant Gaza de façon autoritaire depuis sa prise de pouvoir en 2007. Elle l'a montré aussi par son attitude quand des mouvements de masse commençaient à opposer la population arabe d'Israël ou de Cisjordanie aux forces de répression israéliennes. En procédant alors à des tirs de roquettes sur Israël, elle déplaçait chaque fois l'affrontement sur le terrain militaire, signifiant aux populations arabes mobilisées que

leur représentant obligé était le Hamas, que la seule façon de combattre était de soutenir sa guerre. Le résultat était d'ailleurs de faire cesser le mouvement de masse lui-même en lui ôtant toute possibilité de se donner des perspectives propres.

L'attaque du 7 octobre n'a fait que prolonger cette méthode. Pour les dirigeants du Hamas, le combat avec Israël se réduit à un combat entre nationalistes palestiniens et sionistes. Ils l'ont engagé avec les moyens de la guerre et avec le même mépris des populations, palestiniennes et israéliennes, que l'on peut constater dans les guerres entre États. La disproportion des moyens militaires était telle que la population de Gaza ne pouvait que le payer très cher, mais ce n'était pas le souci des dirigeants du Hamas, qui poursuivent leurs propres objectifs. Vis-à-vis de leur population, il s'agit de faire apparaître leurs combattants comme de courageux martyrs prêts au sacrifice – ce qu'ils sont en effet – et donc comme leurs représentants obligés. Vis-à-vis des dirigeants israéliens et de l'impérialisme, il s'agit de s'imposer comme des interlocuteurs incontournables, à qui il faudra reconnaître tôt ou tard le droit de diriger un État palestinien.

De fait, les dirigeants occidentaux et l'ONU ont rapidement reparlé d'une solution politique du conflit par la reconnaissance de deux États, palestinien et israélien, sans que cela dépasse le stade des déclarations. Aucun véritable pas n'a été fait dans ce sens, tout d'abord du fait de la politique du gouvernement Netanyahu. Refusant d'envisager toute solution politique impliquant des concessions aux dirigeants palestiniens, faisant capoter toute négociation d'un cessez-le-feu, il a conduit sa guerre comme une guerre d'extermination. Ce choix reflète les aspirations des sionistes les plus



Moment de jeu dans ce qui reste d'une école de l'UNRWA bombardée par l'armée israélienne, dans le camp de Nuseirat, au centre de Gaza (mi-2024).

extrémistes, pour qui depuis le début le peuple palestinien n'existe pas et le plus sûr moyen de s'en assurer est de l'écraser. C'est une véritable politique d'épuration ethnique, menée depuis la création de l'État d'Israël, mais qui n'a jamais réussi à empêcher le peuple palestinien d'exister et de croître, et l'actuelle guerre de Netanyahu ne pourra pas non plus le faire disparaître. Le fait même qu'elle soit incapable de vaincre le Hamas, alors que c'est son but proclamé, montre combien il s'agit d'une impasse. Mais visiblement, en partie parce que c'est sa propre survie politique qui est en jeu, Netanyahu est prêt à continuer aussi longtemps qu'il le pourra dans cette voie.

Cependant, la poursuite de la guerre et son élargissement ne sont pas seulement dus à la personnalité de Netanyahu et à son obstination. Tout d'abord, son gouvernement n'est pas là par hasard : il est l'aboutissement d'un siècle de politique des dirigeants sionistes qui, sans cesse encouragée et soutenue par les dirigeants impérialistes, a favorisé au sein d'Israël les tendances les plus extrémistes et réactionnaires et les jusqu'au-boutistes de la colonisation. Ensuite,

elle n'est au fond que l'affirmation sans fard de la politique de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ont pris au Moyen-Orient le relais de la Grande-Bretagne et de la France, qui s'y étaient partagé les zones d'influence, pour dominer et contrôler cette région stratégique en la morcelant. Ils l'ont fait en tentant de s'attacher les dirigeants locaux, en utilisant leurs divisions, en encourageant les forces les plus réactionnaires et parfois en recourant à l'intervention militaire directe. Leur souci constant a été d'empêcher qu'un des États bourgeois de cette zone ne devienne une puissance régionale capable de contester leur mainmise. Ils ont visé tour à tour l'Égypte, la Syrie, l'Irak et c'est depuis des années l'Iran qui est soumis à leurs pressions. Les dirigeants israéliens se sont révélés très utiles pour appuyer cette politique impérialiste. Alliés obligés de l'impérialisme, ils ont entretenu dans la population israélienne la conviction qu'elle n'a d'autre choix que de faire la guerre à ses voisins et ont pu faire de leur armée un véritable prolongement de celle des États-Unis, qui l'ont largement fournie en matériel.

L'expression de divergences entre le gouvernement Netanyahu et celui des États-Unis a tout d'un jeu de rôles. Le premier se montre prêt à frapper tous ses voisins et à aller d'une guerre à l'autre au nom de la sécurité de sa population. Le second ne fait mine de vouloir retenir le bras de son allié que pour sauvegarder ses propres possibilités d'apparaître, à un moment ou à un autre, comme un médiateur. Mais les dirigeants américains savent combien Israël leur est utile pour contrôler la région et acceptent donc toutes ses exactions contre les Palestiniens. D'autre part, en attaquant le Hezbollah et en menaçant l'Iran, les dirigeants israéliens savent qu'ils poursuivent un objectif stratégique des États-Unis qui est d'affaiblir ce pays, si possible de renverser ses dirigeants et de le ramener à la situation de semi-colonie. Leurs initiatives de guerre sont donc toujours approuvées ou couvertes après coup par les États-Unis au nom du « droit d'Israël à se défendre ».

Cela a encore été le cas pour la dernière offensive en date, l'entrée de l'armée israélienne au Liban. Quels qu'aient été les appels hypocrites du président américain Biden à « éviter l'escalade », les dirigeants israéliens ont décidé la reprise d'une guerre qu'ils ont déjà menée au Liban par le passé, estimant qu'ils avaient l'occasion de prendre le Hezbollah à son propre piège. Celui-ci, bien que peu désireux de s'engager dans un conflit, ne s'est pas moins senti obligé de lancer des tirs de roquettes sur Israël dès le lendemain du 7 octobre afin de sauver son image de parti combattant. Comme dans le cas du Hamas, le fait que ces attaques aient permis à Netanyahu de renforcer l'union nationale autour de lui n'entraîne pas dans les préoccupations des dirigeants du Hezbollah. Mais comme dans le cas du Hamas, elles revenaient à engager la population libanaise, à son corps défendant,

dans une guerre avec le voisin dont elle a toutes les chances d'être la première victime.

Au Moyen-Orient, les dirigeants impérialistes affirment toujours n'avoir plus qu'un dernier ennemi à abattre, après quoi, n'ayant plus à faire qu'à des régimes responsables et prêts à collaborer, ils pourraient remodeler la région et y instaurer la paix et la prospérité. C'est évidemment une fable destinée aux opinions publiques occidentales. Écraser les peuples sous les bombes, utiliser les technologies les plus modernes pour y parvenir, sont devenus le fin du fin d'une politique impérialiste qui se résume au terrorisme d'État. Au fil des interventions militaires et des guerres, son bilan est d'avoir fait de la région un champ de ruines. La bande de Gaza s'est ajoutée cette année à la liste des pays détruits, dont l'Irak et la Syrie faisaient déjà partie. On peut y ajouter le Liban, où l'intervention israélienne vient s'ajouter à une crise économique dramatique, et même un peu plus loin de là le Yémen, l'Afghanistan, la Libye, la Somalie, le Soudan. Quant à l'Iran, s'il n'est pas encore visé directement par une attaque militaire, sa population paye chèrement les conséquences de l'embargo américain et de la crise qu'il entraîne, sans oublier la dictature réactionnaire qui tire parti de cette situation.

La question n'est pas de savoir si l'on va ou non vers un « embrasement » du Moyen-Orient, terme choisi par les journalistes car il a l'avantage de rester flou. Si embrasement il y a, il est là depuis longtemps, au sens où un grand nombre de pays ont déjà été largement mis à feu et à sang. En revanche, la question posée est celle de la généralisation de la guerre, et jusqu'où. La réponse dépend entièrement des décisions, sinon de Netanyahu du moins de son protecteur américain.

Dans cette guerre, nous



© PHILIPPE PERNOT / REPORTERRE

Au sud d'Hébron, en Cisjordanie (2 avril 2024). Un berger palestinien tient tête à des colons qui veulent le chasser de ses pâturages, et aux soldats israéliens qui les protègent.

sommes naturellement dans le camp qui est celui des peuples opprimés par l'impérialisme et ses alliés. Nous sommes donc entièrement solidaires du peuple palestinien face au massacre dont il est l'objet, nous soutenons ses aspirations à jouir pleinement de ses droits nationaux, y compris à avoir son propre État. Dans la guerre menée au peuple palestinien par l'État d'Israël et qui est en train de s'étendre, nous souhaitons la défaite militaire du second car elle serait une défaite du camp impérialiste et en marquerait un affaiblissement. Cette défaite est actuellement peu probable et ne dépend pas de nous, mais ce qui dépend de nous est de lutter, là où nous sommes, contre la politique de notre propre gouvernement et de ceux des autres États impérialistes. C'est de dénoncer leur participation à l'oppression des peuples et leur complicité dans les massacres en cours.

Une véritable solidarité avec le peuple palestinien, ou avec le peuple libanais, implique aussi de combattre la politique des organisations nationalistes qui se placent à leur tête et leurs choix politiques, à commencer par leurs choix en matière d'affrontement militaire. Les guerres qu'elles mènent ne résoudraient aucun des problèmes de leur

peuple, même au cas où elles remporteraient quelque succès. Ces organisations ne visent à rien d'autre, dans le cadre de ce Moyen-Orient morcelé par l'impérialisme, qu'à pouvoir y gérer leur propre appareil d'État et ainsi à devenir les oppresseurs patentés de leur propre peuple. Face à elles, sauvegarder les intérêts du prolétariat implique de défendre une politique internationaliste, communiste et révolutionnaire. Seule une révolution prolétarienne s'étendant à toute la région pourra mettre fin à la domination de l'impérialisme et balayer les différentes fractions bourgeoises ou petites-bourgeoises qui le servent ou voudraient le servir.

Même si nous n'avons pas les moyens de défendre une telle politique auprès des masses du Moyen-Orient, nous devons en affirmer la nécessité. L'expression de notre solidarité avec le peuple palestinien ne doit donc pas apparaître comme un soutien à la politique des organisations nationalistes. C'est d'autant plus nécessaire que c'est ce que fait une partie de l'extrême gauche, qui au nom de cette solidarité s'aligne sur leur politique ou même se pare du drapeau national palestinien. Au contraire, si une partie de la jeunesse et de la population se révolte contre

les massacres en cours, nous souhaitons que cela soit le début d'une prise de conscience de ce qu'est l'impérialisme et de la nécessité de l'abattre. Combattre la guerre au nom de l'internationalisme prolétarien et derrière le drapeau rouge est pour nous un moyen d'aider à cette prise de conscience, comme le feraient des communistes révolutionnaires présents au Moyen-Orient.

Dans le cas du peuple palestinien, nous savons que la politique agressive des dirigeants israéliens s'appuie sur le fait d'avoir convaincu leur peuple qu'il n'a d'autre choix que de se battre contre tous ses voisins. Combattre cette politique nécessite de tout faire pour rompre cette union nationale sur laquelle s'appuient les dirigeants israéliens, et non contribuer à la renforcer. C'est une des voies

que peut prendre la lutte du peuple palestinien, que des révolutionnaires internationalistes doivent contribuer à ouvrir. La population israélienne ne peut cesser d'être en guerre permanente et de servir de chair à canon pour la défense d'intérêts qui ne sont pas les siens que si elle cherche la coexistence avec les peuples voisins et les respecte. Les révolutionnaires doivent montrer qu'en Israël-Palestine il y a place pour les deux peuples à condition qu'aucun ne cherche à dominer l'autre, ce qui implique la rupture avec toute politique pro-impérialiste.

Parvenir à une véritable coexistence et coopération entre les peuples implique d'en finir avec toutes les formes d'oppression, de renverser les classes dominantes et les États sur lesquels elles s'appuient, et d'instaurer le pouvoir du prolétariat. Celui-ci

devra s'exercer dans le cadre d'une Fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient, qui reconnaîtra à chacun d'entre eux le droit à avoir sa propre existence nationale sous la forme qu'il choisira.

Les peuples du Moyen-Orient ont payé et continuent de payer très cher la soumission de leurs régimes à la domination impérialiste. Mais ils payent aussi très cher la politique des organisations nationalistes qui agissent en leur nom et qui les mènent dans l'impasse de conflits sans issue. Pour les combattre, pour mettre fin à la domination impérialiste et à toutes les formes d'oppression, il faut contribuer à faire naître des partis communistes et une Internationale capables de mener une politique révolutionnaire prolétarienne, à l'échelle de tout le Moyen-Orient.

III. L'UKRAINE ET LA RUSSIE FACE À LA GUERRE

Selon Zelensky « *l'Ukraine n'aura pas de génération perdue à cause de la guerre* ». Mépris de son propre peuple, cynisme, mensonge éhonté ? Les trois à la fois quand l'Institut démographique ukrainien note que le nombre de personnes ayant quitté le pays « *a plus que triplé par rapport aux chiffres de l'ensemble de l'année 2023* », tandis qu'Eurostat, organisme des statistiques de l'Union européenne (UE), relève qu'un tiers des partants sont des mineurs. Rien que l'UE a recueilli plus de 4,5 millions d'Ukrainiens (un sur neuf) ayant fui la guerre.

Fin septembre, une émission du service ukrainien de la BBC insistait sur le nombre croissant de jeunes de 17 ans (de 18 ans à 60 ans, la loi et l'armée interdisent aux hommes d'aller à l'étranger) qui quittent le pays, certains disant que, pour eux, c'est « une question de vie ou de mort ».

C'est ce qu'illustre le *Wall*

Street Journal du 17 septembre, qui estimait les morts et blessés de cette guerre à un total (provisoire) d'un million de soldats ukrainiens et russes : respectivement 80 000 morts et 400 000 blessés côté ukrainien, pour 200 000 tués et 400 000 blessés côté russe.

Ainsi, dans l'ouest de ce qui avait été un seul pays, l'Union soviétique, on assiste depuis bientôt trois ans à une terrible saignée fratricide entre deux peuples qu'unissaient des liens culturels, historiques, familiaux et linguistiques, à quoi s'ajoutent des dégâts matériels incommensurables. Cela non pas, comme l'affirme Poutine, pour protéger les Russes vivant hors de Russie, ni, comme le prétendent Zelensky et ses partisans de l'Otan, pour permettre à l'Ukraine de choisir son avenir (car ce sont eux qui choisissent pour elle), mais parce que l'impérialisme n'a cessé, depuis la fin de l'URSS en 1991,

de pousser ses pions dans les ex-républiques soviétiques, dont l'Ukraine, pour y refouler la Russie.

Autant dire que les Ukrainiennes, qui manifestent pour que l'on démobilise leurs mari, fils ou frères envoyés au combat depuis février 2022, ont peu de chances d'obtenir satisfaction : les enjeux dépassent, et de loin, la seule question des hommes mobilisés.

D'ailleurs, quand les autorités ou les médias évoquent la démobilisation de ces soldats, c'est en ajoutant, telle *Ukrainska Pravda*, principal média digital du pays : « *Encore faudrait-il qu'il y ait des mobilisables pour les remplacer* ». Or tel n'est pas le cas.

On n'en est plus à l'époque où les volontaires affluaient pour aller combattre. La plupart des mobilisables tentent maintenant d'échapper aux rafles musclées dans les rues, avec envoi



Conseil Otan-Russie du 12 janvier 2022 à Bruxelles : les États-Unis et leurs trente alliés européens autour des représentants de la Russie, au sujet du conflit ukrainien, avant l'invasion du 24 février suivant.

immédiat dans un centre de regroupement militaire. Et ces réfractaires échappent parfois aux recruteurs, surtout si des passants s'en mêlent. Il faut dire que près de la moitié de la population est désormais favorable à des négociations de paix avec la Russie, selon des sondages ukrainiens.

Alors que l'armée russe grignote du terrain, en plus des 19 % du territoire qu'elle occupe, ce sont, selon le pouvoir ukrainien, « ceux qui se défilent », les « mauvais patriotes », et en fait la population, qui portent la responsabilité des difficultés à recruter de l'armée, de ses revers...

Vieille ficelle démagogique, Zelensky s'emploie aussi à trouver des boucs émissaires parmi les dirigeants et possédants que la population a toutes les raisons de haïr. Périodiquement, il renvoie des ministres, destitue des généraux, fait arrêter un oligarque, en les accusant de corruption. Mais dans ce qui choque le plus, la question des énormes profits de guerre et donc des profiteurs, pas question de mettre en cause le pouvoir en tant que tel, qu'incarne Zelensky. Pas question non plus de viser les nantis que l'État sert directement et qui ont eu, dès le début, les moyens d'échapper aux dangers de la guerre et, pour les plus riches, de s'établir

dans le luxe à l'étranger, tels les membres de ce qu'on appelle par dérision le « bataillon Monaco ».

En Russie, la question des moyens pour alimenter le front en chair à canon se pose également avec force au pouvoir, mais sous des formes sensiblement différentes. Et, bien que le Kremlin fasse tout pour faire oublier à la population tout ce que lui coûte cette guerre, celle-ci pèse de plus en plus lourdement sur tous les aspects de la vie sociale.

Il y a d'abord les prélèvements permanents qu'opère l'armée sur la population civile afin d'avoir les soldats lui permettant de tenir les territoires conquis. Mais aussi d'en gagner d'autres, ce qui mettrait le Kremlin en position de force dans la perspective de négociations que les puissances impérialistes incitent Kiev à entamer... tout en lui fournissant une aide financière et militaire suffisante pour poursuivre l'escalade guerrière !

En ce domaine, le Kremlin marche sur des œufs : les réactions à sa mobilisation « partielle » de 300 000 hommes en septembre 2022 l'ont rendu prudent. Elle avait provoqué un choc dans la population, la colère de manifestants des régions pauvres, au Daghestan et en Bouriatie, mais aussi la

fuite à l'étranger d'un million d'hommes, souvent jeunes et ayant un certain niveau de formation, ce qui n'en finit pas de se répercuter sur le fonctionnement de l'économie.

Poutine se trouve face à un dilemme. Il lui faut pallier la faiblesse relative des effectifs militaires – ainsi l'état-major n'avait pas de réserves à opposer à la percée ukrainienne sur Koursk – mais sans risquer d'attiser le mécontentement populaire ni aggraver la pénurie de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs de l'économie.

Alors, Poutine louvoie entre des impératifs contradictoires. Il dit rejeter l'idée d'une mobilisation générale ; mais mi-septembre, pour la troisième fois depuis 2022, il a signé un décret ordonnant à l'armée d'augmenter ses effectifs de 180 000 hommes. En même temps, les autorités, qui disent (sans toujours s'y tenir) qu'elles n'affectent pas les conscrits en Ukraine, accordent des dispenses aux salariés des secteurs « en tension », surtout ceux du secteur militaro-industriel. Cette exemption et des salaires bien plus élevés qu'ailleurs expliquent que, depuis 2022, plus d'un demi-million de travailleurs aient rejoint les industries de défense.

Mais le complexe militaro-industriel ne siphonne pas que les ressources humaines. Priorité du gouvernement, les dépenses militaires représentent déjà 30 % du budget de l'État. Et avec l'augmentation votée de 70 % du budget militaire en 2024 et ce qu'il prévoit pour l'an prochain, 40 % des dépenses totales de l'État iront à la guerre en 2025.

Le régime se glorifie de sa croissance économique (4 %), que stimule la nécessité de remplacer les produits et équipements, souvent de pointe, placés sous embargo par l'Occident. Certains sont désormais fabriqués sur place. La Russie

arrive aussi à contourner une partie des sanctions occidentales : elle se procure auprès de pays tiers (Turquie, Inde, Chine...) ce qu'elle ne peut plus acheter directement et écoule par leur entremise sa production d'hydrocarbures, principal secteur des exportations russes. Ainsi, le gazoduc russe Bratstvo continue-t-il d'irriguer l'Europe centrale via l'Ukraine, les autorités de l'UE, et Kiev qui perçoit des redevances de transit, feignant de ne le voir livrer que du gaz... devenu hongrois à la frontière ukrainienne.

Cela étant, la croissance économique affichée, mais bridée en bien des domaines par la priorité accordée à l'armement, ne suffirait pas à financer l'escalade permanente des dépenses militaires à laquelle l'impérialisme contraint le Kremlin, en espérant qu'il finira par ne plus pouvoir suivre.

Les puissances occidentales tenant financièrement à bout de bras le régime ukrainien (elles vont jusqu'à payer les salaires de ses fonctionnaires), elles tiennent aussi Kiev à la gorge, car le capital mondial lui présentera la note tôt ou tard. Ou plutôt, il se paiera – et il a déjà commencé à le faire – sur la bête, en l'occurrence sur les classes laborieuses d'Ukraine, de mille et une façons : par l'impôt, par le saccage des services publics, par la vente des bijoux économiques du pays aux grands groupes occidentaux (Kiev se félicite que, depuis le début de la guerre, des entreprises venant de plus de cent pays étrangers aient pris pied dans le pays). Sans oublier les dizaines de milliards auxquels se chiffrent déjà les travaux de reconstruction d'un pays dévasté, un gâteau autour duquel se pressent les États capitalistes, en prenant déjà des options pour leurs grands groupes.

L'État russe se trouvant dans une situation tout autre, c'est par la planche à billets qu'il fi-

nance l'explosion des dépenses publiques dues à la guerre.

Il y a les dépenses d'armement : achat d'obus à la Corée du Nord, de drones à l'Iran... S'ajoutent les coûts en personnel, le régime affectant de n'envoyer au combat que des volontaires. Dans les régions déshéritées, le plus souvent des républiques nationales fédérées, et aussi dans les couches pauvres de la population urbaine, le montant des contrats d'engagement – cinq à six fois le salaire moyen – et des primes, en cas de blessure et surtout de décès, peut apparaître comme une opportunité à saisir. D'autant plus que localement, gouverneurs et maires de grandes villes ne cessent d'abonder ces primes pour rendre l'engagement « volontaire » plus attractif, et ainsi pouvoir se vanter auprès du Kremlin d'avoir dépassé leurs objectifs de recrutement.

Jusqu'à présent, cela a permis au régime de réduire le mécontentement lié à la guerre dans de larges couches sociales, et même d'y affermir son assise jusqu'à un certain point. Ainsi, la petite bourgeoisie urbaine n'a plus trop à s'inquiéter pour ses rejetons qui font des études supérieures, les autorités permettant aux étudiants, par une sorte d'accord tacite, de couper de fait à la conscription. Quant à la classe ouvrière, principale victime d'une inflation qui frise les 10 % en cette fin d'année et qui ampute son niveau de vie, certains travailleurs qualifiés ont quand même vu leur salaire s'améliorer en s'embauchant dans des usines d'armement ou sous contrat avec l'armée.

Des dizaines de milliers de contestataires, dont beaucoup d'étudiants, qui en février-mars 2022 manifestaient contre la guerre et contre Poutine, ont subi la répression du régime. Beaucoup se trouvent encore en prison. D'autres ont pris le chemin de l'exil, de crainte d'être arrêtés.

L'opposition pro-occidentale, qui en tient pour ce qu'elle qualifie de « capitalisme honnête », a perdu sa figure de proue, Alexeï Navalny, assassiné en prison. Ses funérailles, en février, ont permis d'apparaître aux sympathisants de cette opposition, sinon de manifester face à un énorme déploiement policier. Depuis, le régime a entrepris de neutraliser des figures de moindre importance de cette mouvance, en les faisant arrêter ou expulser à l'Ouest. Mais celle-ci est surtout secouée par les dernières révélations sur les méthodes de gangsters employées par un certain Nevzline, associé de l'ex-magnat du pétrole russe exilé Mikhaïl Khodorkovski, pour essayer de liquider ce qu'il reste de l'équipe Navalny, sur fond de rivalité pour prendre la tête de cette opposition dite démocratique.

Seule contestation apparaissant encore au grand jour, celle des femmes de soldats regroupées dans Pout'Domoï (le Chemin du retour à la maison). Comme leurs sœurs ukrainiennes, elles continuent de se battre avec courage, bien que la police intervienne systématiquement pour les empêcher de manifester et les arrêter.

Du côté de la classe ouvrière, selon les relevés des médias et des réseaux sociaux russes, le nombre des conflits sociaux a décru ces derniers temps. Fait notable, 40 % d'entre eux sont dus à des salaires non versés, une situation qui se répand avec la crise économique due à la guerre et qui n'est pas sans évoquer ce qu'avait connu l'ex-URSS au début des années 1990. Bien sûr, dans le secteur civil de l'économie, les travailleurs peuvent avoir l'impression d'être moins protégés que dans le secteur militaro-industriel. Mais même là, règne la crainte d'être licencié, avec tout ce que cela implique. Les directions en profitent en imposant des horaires de parfois 16 heures



DONAT SOBKIN/TASS

L'usine de matériel militaire Uralvagonzavod (UVZ), dans la région de Sverdlovsk, fabrique notamment des chars de combat (octobre 2018).



JINNA VARENYTSLIA/REUTERS

Soldat ukrainien près de Kremlinna, dans l'est de l'Ukraine (4 mars 2024).

consécutives sans les compenser totalement, ou de passer en équipes alternées, ou de devoir tenir deux postes à la fois, pour seulement 20 % de prime.

Le régime combat aussi le manque de main-d'œuvre (dû aux départs à la guerre, ainsi qu'à la fuite massive des travailleurs d'Asie centrale, cibles d'une xénophobie institutionnalisée), d'une autre façon qui pèse sur les travailleurs. Et d'abord les plus âgés. Il va relever un peu les retraités en 2025. Mais il les avait bloquées depuis des années : il les voulait de plus en plus misérables pour inciter

les vieux travailleurs à tenir le plus longtemps possible des emplois qui, sinon, seraient restés vacants.

Au pouvoir depuis fin 1999, Poutine a été réélu président en mars 2024 par 76 millions d'électeurs sur 112 millions d'inscrits. C'est le plus grand nombre de voix qu'il ait jamais récoltées. Le pouvoir avait écarté tout concurrent qui aurait pu lui faire de l'ombre, même si Poutine a toujours des partisans dans les couches populaires, en plus d'en avoir parmi les nantis du régime.

Certes, bien des travailleurs

aimeraient se convaincre que la guerre en cours ne les concerne pas : elle serait un « conflit de professionnels », d'engagés volontaires, insiste le Kremlin. Pourtant, ses effets sont partout. Même indexés en fin d'année sur l'inflation officielle, les salaires voient fondre leur pouvoir d'achat face à la hausse réelle des prix. Dans les entreprises, au moindre conflit, les chefs et la direction y vont de leur « Vous râlez alors que d'autres versent leur sang pour la patrie ». Pressions et chantage expliquent le peu de grèves. Mais cela n'empêche pas que, si les va-t-en-guerre n'ont pas disparu, bien des travailleurs sont critiques. Quand on annonça l'entrée de troupes ukrainiennes dans la région de Kursk, alors que la Russie n'avait jamais plus été envahie depuis 1941, cela a choqué les chauvins, Poutine apparaissant comme pas même capable de l'empêcher. Mais cela ne s'est traduit ni par une ruée sur les centres d'enrôlement, ni par une montée de fièvre patriotarde dans les entreprises et la population.

Ce que la presse occidentale nomme la « lassitude » des Ukrainiens face à la guerre ; la non-adhésion passive de larges couches de la population russe à « l'opération spéciale » de Poutine, malgré une propagande omniprésente – tout cela pourrait constituer un terreau social sur lequel pourrait émerger une autre évolution que celle d'une guerre fratricide dont nul ne voit la fin. Mais pour que cela puisse se concrétiser, comme partout ailleurs, il manque aux peuples ukrainien et russe, à leur classe ouvrière, l'outil de leur émancipation, l'instrument de la défaite de leurs oppresseurs et exploités : un parti communiste, révolutionnaire et internationaliste, qui sache s'implanter dans la classe ouvrière.

IV. ÉTATS-UNIS

DES RICHES TOUJOURS PLUS RICHES, UNE CLASSE OUVRIÈRE PAUPÉRISÉE

La bourgeoisie des États-Unis continue de s'enrichir sans guère d'entraves, en exploitant le prolétariat américain et le reste du monde. L'indice boursier S&P 500 a doublé depuis 2020 et a été multiplié par huit depuis 2009. L'exploitation accrue des travailleurs, les contrats ultra-profitables de l'État, notamment dans la défense, la spéculation et le pillage des pays pauvres, portent leurs fruits. En 1982, il y avait 13 milliardaires en dollars aux États-Unis, il y en aurait aujourd'hui 801, et leur part de la richesse totale est toujours plus grande. Un magnat comme Elon Musk possédait déjà 25 milliards de dollars en mars 2020, sa fortune a décuplé depuis. Il est vrai que les firmes américaines ont d'emblée accès à un immense marché intérieur de 330 millions d'habitants. Les États-Unis financent leur croissance par des aides massives, comme celles prévues par l'Inflation Reduction Act (2022), aides publiques elles-mêmes financées par la dette. Alors qu'avec un déficit de près de 6 %, le gouvernement français s'inquiète d'une possible « attaque » des marchés, aux États-Unis ce n'est pas considéré comme un problème. Le poids de la dette fédérale, 35 700 milliards de dollars, inquiète régulièrement les commentateurs. Mais la position de force du pays lui permet de s'endetter à des taux faibles, tout en accumulant des actifs à rendement élevé. Le dollar reste la principale monnaie d'échange et de réserve du monde capitaliste, ce qui accorde aux États-Unis un privilège exorbitant, en réduisant les coûts de gestion pour les entreprises et les banques

américaines. Si le « déclin de l'empire américain » est régulièrement annoncé, les États-Unis gardent une position dominante dans l'économie mondiale, position assise sur leur suprématie militaire.

En même temps, à côté de l'enrichissement débridé de la classe capitaliste, et dans une moindre mesure d'une partie de la petite bourgeoisie, l'inflation, encore plus forte qu'en Europe, a dégradé le niveau de vie des classes populaires. Des millions de travailleurs ont dû prendre un deuxième voire un troisième emploi pour pouvoir subsister et garder leur logement. Si le pays se vante d'un taux de chômage bas (4 %), en réalité moins de 63 % des adultes ont un travail déclaré (73 % en France), alors que toute une partie de la population est sortie du marché du travail. Au cœur de la première puissance mondiale, le nombre de sans-abri explose, il y en aurait plus de 75 000 rien qu'à Los Angeles, où ils ne vivent guère au-delà de 50 ans. L'espérance de vie de toute la population recule depuis plusieurs années, plaçant sur ce plan les États-Unis au 35^e rang mondial, derrière Cuba ou le Chili. Le nombre de morts par overdose est passé de moins de 20 000 en 2000 à 108 000 en 2022 (638 en France), et les classes populaires sont les premières victimes de cette hécatombe.

DES GRÈVES, MAIS UN PROLÉTARIAT ABSENT POLITIQUEMENT

L'automne 2023 avait été marqué par une large grève dirigée par le syndicat de l'automobile UAW pour appuyer les négociations d'un nouveau contrat de travail collectif. La bureaucratie syndicale avait choisi de faire pression sur les « trois grands » constructeurs automobiles à

la fois, General Motors, Ford et Stellantis, mais en n'organisant la grève que dans certaines de leurs usines. Au bout d'un mois et demi, 40 000 ouvriers en grève (sur les 145 000 adhérents de l'UAW dans l'automobile) avaient arraché à leurs patrons sensiblement plus que ce qu'ils proposaient avant leur mouvement : 25 % d'augmentation de salaire, et presque 30 % avec une prime de vie chère, qui sont à venir sur les quatre années et demie de la durée du nouveau contrat. Stellantis avait alors également accepté de redémarrer la production dans l'usine de Belvidere, dans l'Illinois, permettant à l'UAW de crier victoire. Un an après, il semble que ce groupe capitaliste soit en train de revenir sur la promesse de rouvrir cette usine.

D'autres grèves ont eu lieu depuis dans divers secteurs, toujours à l'occasion des négociations de renouvellement de contrat, toujours contrôlées par les appareils syndicaux. 45 000 dockers des ports de la côte est et du golfe du Mexique ont fait grève trois jours : leur syndicat, qui avait lancé la grève en réclamant 77 % d'augmentation de salaire pour les six prochaines années (durée du contrat), l'a arrêtée quand les patrons ont offert 62 %, ayant à peine utilisé la force de ces grévistes. Même la direction de la grève partielle en cours de 33 000 travailleurs de Boeing, qui a été déclenchée à la suite de leur vote presque unanime contre l'avis des dirigeants syndicaux, n'échappe pas au contrôle de ces derniers.

Dans ces grèves, la question des augmentations de salaire joue un rôle important qui s'explique par la perte de pouvoir d'achat, laminé par une inflation récente plus forte qu'en France. L'année 2023 a ainsi vu un regain de l'activité gréviste aux États-Unis, avec 16,6 millions de journées de grève dans



Grève des usines Kellogg's en 2021. Au premier plan, de gauche à droite, David Woods, secrétaire-trésorier du BCGTM international - Liz Shuler, présidente de l'AFL-CIO - Dan Osborn, président du syndicat local - Sue Martin, présidente de l'AFL-CIO du Nebraska.

des mouvements impliquant au moins 1 000 salariés. Mais, comparé à la période 1947-1981, ce chiffre correspond à une année de faible activité gréviste. Car depuis quatre décennies, le nombre de grèves et de grévistes est globalement bas. Pour ce qui est des huit premiers mois de l'année 2024, les statistiques ressemblent aux basses eaux que connaît le mouvement ouvrier américain depuis les années 1980.

Par leur durée, par le nombre de grévistes (qui est à l'échelle de l'industrie de ce pays) et par les augmentations de salaire arrachées, les grèves américaines médiatisées en France donnent une idée de la puissance potentielle du prolétariat d'un grand pays industrialisé. Mais il n'est pas engagé dans une vague de grèves massives et contagieuses, bien que les travailleurs répondent présents quand les syndicats les appellent à l'action. Les capitalistes se méfient tout de même : la durée des contrats de travail collectifs a tendance à s'allonger jusqu'à six ans dans certaines branches. Dans la logique des syndicats, dont l'activité la plus visible est de négocier avec le patronat à l'occasion de leur renouvellement,

les éventuelles grèves s'espacent donc dans le temps.

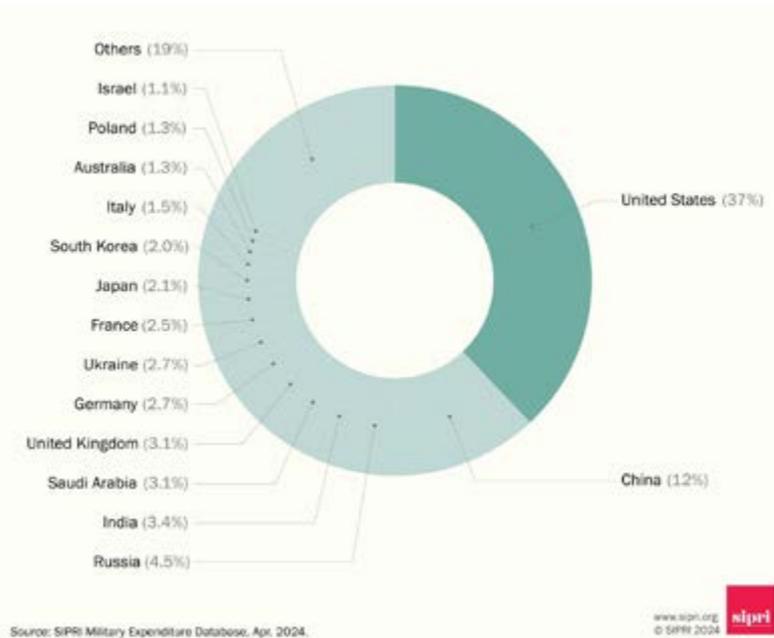
En outre, le développement de la conscience de classe est en permanence entravé par les appareils syndicaux. La plupart agissent en agents électoraux du Parti démocrate, qu'ils financent. En cette année électorale, Shawn Fain, le président de l'UAW, s'est appuyé sur sa réputation de dirigeant combatif pour encenser Joe Biden : « *Le président le plus favorable aux syndicats de notre époque* » selon lui. La présidente de la centrale AFL-CIO, Liz Shuler, a déclaré à son tour : « *Biden croit dans les syndicats et nous croyons en lui.* » Le ton n'a pas changé avec l'entrée en scène de Kamala Harris, qui n'est jamais allée chercher des voix sur les piquets de grève, mais à propos de laquelle Fain a déclaré : « *Elle est une combattante de la classe ouvrière* », tout en reconnaissant qu'une partie des travailleurs adhérents de l'UAW (l'adhésion à un syndicat est obligatoire dans toute une série d'usines et de lieux de travail) allaient voter pour Trump. Le milliardaire a d'ailleurs poussé la démagogie jusqu'à faire venir le président du syndicat des Teamsters (camionneurs)

pour prononcer un discours à la convention du Parti républicain qui l'a investi comme candidat. Finalement, le syndicat des Teamsters n'est pas allé jusqu'à soutenir Trump, mais il ne s'est surtout pas prononcé en faveur des démocrates, ce qui indique peut-être que sa base est partagée sur le vote. Lorsque Trump déclare qu'avec une politique protectionniste encore plus affirmée que celle de Biden, il va « *prendre les emplois et les usines des autres pays* » pour les faire revenir aux États-Unis, il cherche l'oreille des travailleurs qui ont été éduqués durant des décennies par les appareils syndicaux à croire que les responsables de leur chômage sont les travailleurs de l'étranger.

En l'absence d'un parti affirmant ses intérêts de classe, le prolétariat des États-Unis, dans ces élections, n'agit pas politiquement en tant que classe. Il s'abstient, ou vote en partie pour les démocrates, en partie pour les républicains, ayant absorbé une assez grande dose des idées bourgeoises que ces partis diffusent. À l'échelle de ce pays-continent, les efforts des petits groupes de militants ouvriers qui tâchent d'offrir aux travailleurs, là où ils en ont la force, une alternative au moins électorale, ne peuvent changer la donne.

DES GUERRES EN UKRAINE ET AU MOYEN-ORIENT, DES BRUITS DE BOTTES AVEC LA CHINE

L'indéfectible soutien politique, financier et militaire apporté à Israël, l'État qui massacre depuis un an les Gazaouis, poursuit la colonisation en Cisjordanie et étend maintenant la guerre au Liban, témoigne de ce à quoi l'impérialisme américain est prêt, quand il s'agit de défendre ses intérêts supérieurs. En Ukraine, il poursuit également, par Ukrainiens in-



Répartition des dépenses militaires mondiales par État, en 2023.
Source : Sipri 2024

terposés, une guerre avec la Russie, dont toute la frontière occidentale est désormais bordée de pays de l'OTAN, de la Finlande et des États baltes au nord, à la Roumanie et à la Turquie au sud.

Mais c'est la Chine que les dirigeants américains considèrent maintenant comme la principale menace pour leur domination. Depuis des années, complaisamment relayés en Europe, ils l'accusent de préparatifs guerriers. Ces derniers mois, c'est en particulier la revendication de souveraineté de Pékin sur Taïwan qui a été dénoncée par les commentateurs et les politiciens occidentaux comme celle d'un « impérialisme » comparable à celui de Poutine en Ukraine. La réalité, c'est que les États-Unis (4 % de la population mondiale) dépensent pour leur défense 900 milliards de dollars, soit 39 % du total mondial, quand la Chine (18 % de la population mondiale) dépense pour cela moins de 300 milliards, soit 13 % du total mondial. Les États-Unis ont 750 bases militaires en dehors de leur territoire dans 80 pays, quand la Chine n'en a qu'une à Djibouti. Les États-Unis ont vingt porte-avions, la

Chine en a deux. Surtout, alors qu'aucun bâtiment chinois n'approche les côtes californiennes, les États-Unis ceinturent la Chine d'un ensemble de bases militaires, de Taïwan à la Thaïlande, en passant par le Japon, la Corée du Sud, les Philippines, l'Australie, etc. Dans la région indopacifique, ils stationnent 400 000 militaires, 2 500 avions et 200 navires de guerre. La Chine n'a mené aucune guerre depuis 45 ans, alors que les États-Unis en ont mené des dizaines. Rien qu'au Proche et au Moyen-Orient, leurs interventions depuis 2001 auraient fait au bas mot 940 000 morts. Alors, contrairement aux mensonges de la propagande occidentale, ce n'est pas la Chine qui représente la principale menace pour les peuples, mais bien les États-Unis et leurs seconds couteaux français et britannique.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Pour l'élection présidentielle du 5 novembre, les médias occidentaux ont choisi leur candidate, qu'ils critiquaient naguère comme terne et autoritaire,

et parent désormais de toutes les vertus. Vice-présidente de Biden depuis quatre ans, Harris mène une campagne résolument conservatrice, s'adressant en particulier aux républicains insatisfaits de Trump. Cette ancienne procureure incarne la défense de la loi et de l'ordre. Elle a promis qu'elle poursuivra l'aide militaire à l'Ukraine, ce qui lui vaut les faveurs des dirigeants européens, et poursuivra l'aide à Israël, douchant les espoirs de ceux qui espéraient une politique moins outrancièrement solidaire du massacre des Palestiniens. Elle s'inscrit dans la guerre commerciale menée avec la Chine depuis 2016, avec des droits de douane plus élevés. Soucieuse de ne froisser aucun secteur de la bourgeoisie américaine, elle a enterré ses déclarations passées contre le gaz de schiste. Le principal clivage politique qu'elle affiche avec son concurrent concerne le droit à l'IVG, qu'elle défend, alors que Trump, en nommant des juges réactionnaires à la Cour suprême, a contribué à le remettre en cause. Certes, Trump multiplie les sorties racistes contre les migrants, qualifiés de « racaille », d'« animaux », de « criminels assoiffés de sang », dotés de « mauvais gènes », en promettant même de les « tuer ». Et le soutien dont il bénéficie témoigne des préjugés et des divisions profondes qui existent au sein de la classe ouvrière américaine. Mais, même si Harris n'a pas le langage de son adversaire, elle défend la politique restrictive menée par l'administration depuis des années. Elle répond en promettant qu'elle va sécuriser la frontière avec le Mexique et elle se rallie à la construction d'un mur. Bernie Sanders et la gauche du Parti démocrate, naguère présentés comme la quintessence du radicalisme, la soutiennent et s'alignent complètement sur l'establishment démocrate

16 octobre 2024

ANNEXE

Lorsque Mao a pris le pouvoir en Chine en renversant Tchang Kai-Chek, Trotsky était mort déjà depuis neuf ans, assassiné par Staline. Il n'a pas pu nous léguer l'analyse de la nature de classe de l'État chinois, pas plus que celle de l'État yougoslave de Tito ou, dans un autre ordre d'idée, celle des Démocraties populaires.

Notre analyse de la nature de classe de l'État chinois a pourtant été guidée et inspirée par des textes écrits par Trotsky bien avant que Mao n'arrive au pouvoir. Il s'agit de deux textes qu'il a pu consacrer de très loin au mouvement maoïste lorsque celui-ci était encore à ses débuts.

Les deux articles s'intitulent respectivement : « Que se passe-t-il en Chine ? » et « La guerre des paysans en Chine et le prolétariat (lettre aux bolcheviks-léninistes chinois) ». (Le premier est daté du 10 novembre 1929 et le second du 22 septembre 1932 ; ils furent écrits à Prinkipo, où s'était réfugié Trotsky, chassé de l'Union soviétique par Staline). C'est le second texte que nous publions ci-dessous.

La guerre des paysans en Chine et le prolétariat (lettre aux bolcheviks-léninistes chinois)

22-26 septembre 1932 – Nouvelle traduction du russe d'après le n° 32 (décembre 1932)
du *Bulletin de l'Opposition (bolcheviks-léninistes)*.

Après une longue interruption, nous avons enfin reçu votre lettre du 15 juin. Il est inutile de dire combien nous nous félicitons que l'Opposition de gauche chinoise reprenne vie et se redresse, malgré la sauvagerie des coups que lui a assésés la police. Pour ce que l'on peut en juger d'ici, à partir des informations tout à fait insuffisantes dont nous disposons, la position exprimée dans votre lettre concorde avec la nôtre.

Il va de soi que traiter avec intransigeance la façon démocratique vulgaire dont les staliniens abordent le mouvement paysan ne peut rien avoir de commun avec une attitude négative et passive envers le mouvement paysan lui-même. Dans son appréciation du mouvement paysan des provinces du sud de la Chine, le *Manifeste de l'Opposition de gauche internationale* publié il y a deux ans (*Sur les tâches et les perspectives de la révolution chinoise*) disait ceci : « Trahie, détruite, exsangue, la révolution chinoise montre qu'elle est vivante. Espérons que le temps n'est plus éloigné où elle lèvera de nouveau sa tête prolétarienne. » Et plus loin : « La vaste marée montante de l'insurrection paysanne peut

sans conteste donner une impulsion à la reprise de la lutte politique dans les centres industriels. Nous y comptons fermement. »

Votre lettre témoigne que la lutte des ouvriers des villes renaît sur fond de guerre des paysans, sous l'influence de la crise et de l'intervention japonaise. Dans notre *Manifeste* nous écrivions à ce sujet avec la prudence nécessaire : « Personne ne peut dire à l'avance si les foyers des soulèvements paysans se maintiendront sans interruption durant toute la période prolongée dont l'avant-garde prolétarienne aurait besoin pour se renforcer, pour engager la classe ouvrière dans la bataille et accorder sa lutte pour le pouvoir avec les offensives généralisées des paysans contre leurs ennemis les plus directs. » On le voit maintenant, il y a de solides raisons de dire son espoir que, avec une politique juste, on réussira à faire se rejoindre le mouvement ouvrier, et d'une façon générale le mouvement des villes, et la guerre des paysans : ce serait là le début de la troisième révolution chinoise. Mais pour l'instant, ce n'est là qu'un espoir, et non une certitude. L'essentiel du travail reste à accomplir.

Dans cette lettre, je voudrais

ne poser qu'un seul problème, qui m'apparaît, au moins de loin, comme le plus important et le plus brûlant. Je rappelle encore une fois que les informations dont je dispose sont tout à fait insuffisantes, occasionnelles et fragmentaires. J'accueillerai avec reconnaissance toute information complémentaire et toute rectification.

Le mouvement paysan a créé ses armées, il a conquis de vastes territoires que ses institutions dirigent. En cas de nouveaux succès – et bien sûr, nous souhaitons tous vivement ces succès – le mouvement se rapprochera des centres urbains et industriels et, de ce fait, il se retrouvera face à la classe ouvrière. Comment se passera cette rencontre ? A-t-on l'assurance qu'elle aura un caractère pacifique et amical ?

La question peut sembler à première vue superflue. Des communistes ou des sympathisants se trouvent à la tête du mouvement paysan. N'est-il donc pas évident que les ouvriers et les paysans doivent, lorsqu'ils se rencontrent, s'unir aussitôt sous le drapeau du communisme ?

Malheureusement, la question n'est pas aussi simple. Je

m'appuierai sur l'expérience de la Russie. Durant les années de la guerre civile, la paysannerie forma ses propres troupes de partisans dans différentes régions, des troupes qui grossirent même jusqu'à devenir parfois des armées entières. Certaines de ces unités se considéraient comme bolcheviques et il n'était pas rare que des ouvriers les dirigent. D'autres restaient sans affiliation partisane et avaient le plus souvent à leur tête d'anciens sous-officiers issus de la paysannerie. Il y avait aussi l'armée « anarchiste » sous le commandement de Makhno. Tant que les armées de partisans agissaient sur les arrières des gardes blancs, elles servaient la cause de la révolution. Certaines d'entre elles se distinguèrent par un héroïsme et une endurance exceptionnels. Mais, dans les villes, ces armées entraient souvent en conflit avec les ouvriers et les organisations locales du parti. Des conflits naissaient aussi quand des partisans rencontraient l'Armée rouge régulière et, dans certains cas, cela prenait une tournure aiguë et douloureuse.

La rude expérience de la guerre civile nous a démontré la nécessité de désarmer les unités paysannes dès que l'Armée rouge prenait pied dans une région débarrassée des gardes blancs. En même temps, leurs meilleurs éléments, les plus conscients et les plus disciplinés, intégraient les rangs de l'Armée rouge. Mais la plus grande partie des partisans essayait de conserver une existence indépendante, et de façon fréquente elle entraînait directement en lutte armée avec le pouvoir soviétique. Il en alla ainsi de l'armée anarchiste, à mentalité totalement koulak, de Makhno, mais elle ne fut pas la seule : de nombreux détachements paysans, qui avaient lutté de façon parfaite contre le retour des propriétaires fonciers, se transformèrent, après la victoire, en une arme de la contre-révolution.

Les conflits armés entre paysans et ouvriers – quelque origine qu'ait eue chaque cas particulier, qu'il s'agisse de provocation délibérée des gardes blancs, de manque de tact des communistes ou d'un concours de circonstances malheureux – avaient à leur base une seule et même cause sociale : ce qui, dans leur situation de classe et leur éducation, fait la différence entre ouvriers et paysans. L'ouvrier aborde les problèmes sous l'angle socialiste ; le paysan sous l'angle petit-bourgeois. L'ouvrier tente de socialiser la propriété qu'il a soustraite à ses exploitateurs ; le paysan tente de la partager. L'ouvrier veut mettre les châteaux et leurs parcs au service de l'intérêt général ; le paysan, lui, pour peu qu'il ne puisse les partager, est enclin à brûler les châteaux et à abattre les arbres des parcs. L'ouvrier s'efforce de résoudre les problèmes à l'échelle de l'État tout entier et selon un plan ; le paysan, lui, aborde tous les problèmes à l'échelle locale et regarde avec hostilité les plans émanant du centre, etc.

Bien sûr, le paysan peut lui aussi s'élever jusqu'à un point de vue socialiste. Sous un régime prolétarien, des masses croissantes de paysans se rééditent dans un esprit socialiste. Mais cela exige du temps : des années et même des décennies. Si l'on envisage la seule phase initiale de la révolution, alors les contradictions entre le socialisme du prolétaire et l'individualisme du moujik se manifestent souvent de façon exacerbée.

Mais n'a-t-on pas des communistes à la tête des armées rouges chinoises ? Ce seul fait ne rend-il pas impossibles les conflits entre les troupes de paysans et les organisations ouvrières ? Non, cela ne les exclut pas. Le fait que ce soit des communistes, en tant qu'individus, qui se trouvent à la tête des armées paysannes ne change en rien le caractère

social de ces dernières, même si les communistes qui les dirigent ont une bonne trempe prolétarienne. Or comment l'affaire se présente-t-elle en Chine ? Parmi les dirigeants communistes de détachements rouges, il y a, sans nul doute, pas mal d'intellectuels et de semi-intellectuels déclassés, qui ne sont pas passés par l'école sérieuse de la lutte prolétarienne. Durant deux ou trois ans, ils vivent la vie de commandants et de commissaires de partisans, ils combattent, ils conquièrent des territoires, etc. Ils s'imprègnent de l'esprit du milieu environnant. Dans les unités de partisans rouges, la majorité des communistes du rang se compose de toute évidence de paysans qui se prennent très honnêtement et sincèrement pour des communistes, mais qui sont des miséreux ou des petits propriétaires révolutionnaires. En politique, celui qui juge selon les dénominations et les étiquettes, et non selon les faits sociaux, celui-là est perdu. Surtout lorsque cette politique se fait l'arme à la main.

Le véritable parti communiste est l'organisation de l'avant-garde prolétarienne. En outre, la classe ouvrière de Chine s'est retrouvée asservie et dispersée durant quatre ans, et ce n'est que maintenant que l'on distingue des indices de son redressement. Lorsque le Parti communiste, fermement appuyé sur la fine fleur du prolétariat des villes, tente de donner au travers des ouvriers une direction à la guerre des paysans, c'est une chose. C'est tout autre chose lorsque quelques milliers ou même quelques dizaines de milliers de révolutionnaires, qui dirigent la guerre paysanne, sont ou se déclarent communistes, sans avoir aucun appui sérieux dans le prolétariat. Telle est précisément la situation en Chine. Cela accroît de façon extraordinaire le danger de possibles conflits entre les ouvriers et les paysans armés. En tout cas, il ne manquera pas de provocateurs

bourgeois pour en tirer profit.

En Russie, à l'époque de la guerre civile, le prolétariat était déjà au pouvoir dans une grande partie du pays; la direction de la lutte appartenait à un parti fort et aguerris; tout l'appareil d'une Armée rouge centralisée se trouvait aux mains des ouvriers. Et malgré cela, les troupes paysannes, qui étaient incomparablement plus faibles que l'Armée rouge, se heurtaient fréquemment à elle lorsqu'elle avançait victorieusement sur le territoire des partisans paysans.

En Chine, on a une situation qui diffère radicalement, de surcroît au détriment des ouvriers. Dans les principales régions de la Chine, le pouvoir appartient aux militaristes bourgeois. Dans d'autres districts, il va aux chefs des paysans armés. Le prolétariat n'a de pouvoir encore nulle part. Les syndicats sont faibles. L'influence du parti parmi les ouvriers est infime. Les détachements de paysans, emplis de la conscience d'avoir remporté des victoires, restent sous l'aile du Komintern. Ils se nomment Armée rouge, c'est-à-dire qu'ils placent un signe d'égalité entre eux et la force armée des soviets. On voit la paysannerie révolutionnaire de Chine s'attribuer par avance, en la personne de sa couche dirigeante, des valeurs politiques et morales qui, en réalité, devraient appartenir aux ouvriers chinois. Ne pourrait-il se faire qu'à un moment donné l'on retourne toutes ces valeurs contre les ouvriers ?

Évidemment, les paysans pauvres – eux qui sont l'écrasante majorité en Chine – pour peu qu'ils réfléchissent politiquement – et ceux-là sont une petite minorité – désirent sincèrement et ardemment l'union et l'amitié avec les ouvriers. Mais la paysannerie, même armée, est incapable de mener une politique indépendante.

La paysannerie, qui en temps ordinaire occupe une position intermédiaire, indécise et fluc-

tuante, peut, au moment décisif, marcher soit derrière le prolétariat, soit derrière la bourgeoisie. La paysannerie ne trouve pas facilement la voie vers le prolétariat, et elle ne la trouve qu'après une série d'erreurs et de défaites. La petite bourgeoisie citadine, principalement l'intelligentsia qui intervient d'habitude sous le drapeau du socialisme et même du communisme, constitue un pont entre la paysannerie et la bourgeoisie.

La couche des commandants de « l'Armée rouge » chinoise a, sans aucun doute, réussi se fabriquer pour son propre usage une psychologie de commandement. En l'absence d'un fort parti révolutionnaire et d'organisations de masses prolétariennes, il ne peut y avoir en fait de contrôle sur cette couche dirigeante. Les commandants et les commissaires apparaissent comme les maîtres absolus de la situation et, lorsqu'ils entreront dans les villes, ils seront plus qu'enclins à regarder les ouvriers de haut en bas. Les revendications des ouvriers leur sembleront souvent inopportunes ou inappropriées. Il ne faut pas oublier aussi des « futilités » comme celle-ci : dans les villes, les états-majors des armées victorieuses et tout leur appareil ne s'installent pas dans les taudis prolétariens, mais dans les meilleurs édifices de la localité, dans les maisons et les appartements des bourgeois : cela pousse encore plus à ce que la couche supérieure de l'armée paysanne se sente appartenir aux classes « cultivées » et « instruites », et en aucun cas au prolétariat.

Ainsi, en Chine, non seulement ne sont pas écartés les causes et motifs de confrontation entre une armée, paysanne par son contenu et petite-bourgeoise par sa direction, et les ouvriers, mais au contraire, toute la situation accroît de façon considérable la possibilité et même l'inévitabilité de tels conflits, ce qui fait que, d'em-

blée, les chances du prolétariat se présentent sous un jour moins favorable que ce ne fut le cas en Russie.

Du point de vue théorique et politique, le danger s'accroît d'autant plus que, cette situation pleine de contradictions, la bureaucratie stalinienne la recouvre du mot d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans ». Peut-on inventer un piège d'extérieur plus agréable et plus pernicieux sur le fond ? Les épigones réfléchissent non pas avec des concepts sociaux vivants, mais avec des phrases à l'emporte-pièce : le formalisme est le trait fondamental de la bureaucratie. Les populistes russes reprochaient parfois aux marxistes russes « d'ignorer » la paysannerie, de ne pas mener un travail dans les campagnes, etc. À quoi les marxistes répondaient : « *Nous soulevons et organisons les ouvriers d'avant-garde et, grâce à eux, nous soulèverons la paysannerie.* » Telle est toujours la seule voie que le parti prolétarien puisse concevoir.

Les staliniens chinois ont procédé autrement. Durant la révolution de 1925-1927, ils ont, de façon directe et ouverte, soumis les intérêts des ouvriers et des paysans à ceux de la bourgeoisie nationale. Dans les années de la contre-révolution, ils sont passés du prolétariat à la paysannerie, c'est-à-dire qu'ils ont pris sur eux le rôle qu'avaient assumé chez nous les socialistes-révolutionnaires, au temps où ils étaient encore un parti révolutionnaire. Si, durant ces dernières années, le Parti communiste chinois avait concentré ses efforts dans les villes, dans l'industrie, dans les chemins de fer ; s'il avait soutenu les syndicats, les clubs et les cercles d'éducation ouvrière ; si, sans se détacher des ouvriers, il leur avait appris à comprendre ce qui se passait à la campagne – le prolétariat aurait aujourd'hui une position incomparablement

plus favorable dans le rapport de force général. En réalité, le parti s'est séparé de sa propre classe. Et de ce fait, en fin de compte, il peut nuire également à la paysannerie. En effet, si dans l'avenir le prolétariat est et reste à l'écart, sans organisation, sans direction, alors la guerre des paysans, même victorieuse, se retrouvera dans une impasse.

Dans la Chine ancienne, chaque révolution paysanne victorieuse s'achevait sur la mise en place d'une nouvelle dynastie, puis aussi de nouveaux grands propriétaires : le mouvement se trouvait enfermé dans un cercle vicieux. Dans les conditions actuelles, la guerre des paysans, par elle-même, sans que l'avant-garde prolétarienne la dirige directement, ne peut que donner le pouvoir à une nouvelle clique de la bourgeoisie, à un quelconque Kuomintang de « gauche », à un « troisième parti », etc., qui en pratique se différencieront très peu du Kuomintang de Tchang-Kai-Chek. Et cela signifierait un nouvel écrasement des ouvriers dû à la force armée de la « dictature de la démocratie ».

Quelles conclusions peut-on bien en tirer ? La première conclusion est qu'il faut regarder les faits en face avec courage et sans se les masquer. Le mouvement paysan est un puissant facteur révolutionnaire dans la mesure où il est dirigé contre les gros propriétaires fonciers, les militaristes, les oppresseurs féodaux et les usuriers. Mais dans le mouvement paysan lui-même, il y a de très fortes tendances en faveur des possédants et de la réaction qui, à un stade donné, peuvent se dresser en ennemies des ouvriers, en ayant de surcroît des armes à la main. Celui qui oublie la double nature de la paysannerie n'est pas un marxiste. Il faut apprendre aux ouvriers avancés à distinguer les processus sociaux réels sous les enseignes et les drapeaux « communistes ».

Il faut suivre avec attention les opérations des « armées rouges », éclairer systématiquement aux yeux des ouvriers la marche, la signification et les perspectives de la guerre des paysans, et lier les revendications courantes du prolétariat ainsi que ses tâches avec le mot d'ordre de libération de la paysannerie.

Sur le fondement d'observations personnelles, de rapports et autres documents, il faut étudier avec soin la vie interne des armées paysannes et l'ordre qu'elles instaurent dans les régions qu'elles tiennent, dévoiler à partir de faits concrets les tendances de classe contradictoires qui s'y manifestent, et montrer clairement aux ouvriers quelles tendances nous soutenons, et lesquelles nous combattons.

On doit porter une attention particulière à la coordination entre les armées rouges et les ouvriers sur place, sans perdre de vue même les plus petites incompréhensions entre eux. Considérés dans le cadre de villes et régions prises à part, des conflits, même violents, peuvent apparaître comme des épisodes locaux insignifiants. Mais avec le développement ultérieur des événements, les conflits de classe peuvent prendre une envergure nationale et mener la révolution à la catastrophe, c'est-à-dire à une nouvelle défaite infligée aux ouvriers par des paysans armés, trompés par la bourgeoisie. L'histoire de la révolution est pleine de semblables exemples.

Plus clairement les ouvriers d'avant-garde saisiront la dialectique vivante des relations de classe entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie, plus ils chercheront sans hésiter à se lier aux couches de la paysannerie les plus proches d'eux, et plus ils se dresseront avec succès contre les provocateurs contre-révolutionnaires, tant dans le cadre des armées paysannes elles-mêmes, que dans

les villes.

Il faut créer des syndicats, des cellules du parti, éduquer les ouvriers avancés, unifier l'avant-garde prolétarienne et l'entraîner dans la lutte.

Il faut s'adresser à tous les membres du parti officiel avec un langage qui les éclaire et fasse appel à eux. Il est très vraisemblable que les communistes du rang, désorientés par la fraction stalinienne, ne nous comprendront pas tout de suite. Les bureaucrates hurleront à notre « sous-estimation » de la paysannerie et même, cela se peut, à notre « hostilité » envers la paysannerie (Tchernov accusait toujours Lénine d'être hostile à la paysannerie). Il est évident que de tels cris n'émouvront pas les bolcheviks-léninistes. Lorsqu'avant avril 1927 nous mettions en garde contre le coup d'État inévitable de Tchang-Kai-Chek, les staliniens nous accusaient d'être hostiles à la révolution nationale chinoise. Les événements ont montré qui avait raison. Cette fois encore, les événements en fourniront la preuve. À l'étape actuelle, l'Opposition de gauche peut paraître trop faible pour orienter les événements dans l'intérêt du prolétariat. Mais elle est déjà assez forte pour montrer aux ouvriers la voie juste et, s'appuyant sur l'évolution à venir de la lutte de classe, pour faire la preuve de la justesse et de la perspicacité de sa politique aux yeux des ouvriers. Ce n'est qu'ainsi que le parti révolutionnaire peut conquérir leur confiance, croître, se renforcer et se mettre à la tête des masses populaires.

*L. Trotsky
Prinkipo, 22 septembre 1932*

P.S. Pour donner le plus de clarté possible à ma pensée, j'examinerai la variante suivante, qui est en théorie tout à fait envisageable.

Supposons que, dans un très proche avenir, l'Opposition de gauche chinoise développe un grand travail couronné de suc-

cès dans le prolétariat industriel et qu'elle y acquière une influence prépondérante. Pendant ce temps, le Parti communiste officiel continue à consacrer toutes ses forces aux « armées rouges » et aux régions paysannes. Arrive le moment où les troupes paysannes entrent dans les centres industriels et se heurtent aux ouvriers. Quelle sera la façon d'agir des staliniens chinois en pareil cas ? Il n'est pas difficile de prévoir qu'ils opposeront en ennemie l'armée paysanne aux « contre-révolutionnaires trotskystes ». En d'autres termes, ils se mettront à exciter les paysans armés contre les ouvriers d'avant-garde. C'est ainsi qu'ont procédé les S. R. russes et les mencheviks en 1917 ; ayant perdu les ouvriers, ils luttèrent de toutes leurs forces pour conserver leur appui parmi les soldats, et ils dressèrent la caserne contre l'usine, le paysan armé contre l'ouvrier bolchevique. Kerenski, Tseretelli, Dan, baptisaient les bolcheviks si ce n'est du nom de « contre-révolutionnaires », tout au moins « d'agents inconscients » ou « d'aides involontaires » de la contre-révolution. Les staliniens s'embarrassent moins de terminologie politique. Mais la tendance est identique : elle consiste à dresser violemment les paysans et en général les éléments de la petite bourgeoisie contre le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière.

Comme tout centrisme, le centrisme bureaucratique ne peut avoir une base de classe indépendante. Mais dans sa lutte contre les bolcheviks-léninistes, il est contraint de rechercher un appui à droite, c'est-à-dire dans la paysannerie et la petite bourgeoisie, en les opposant au prolétariat. La

lutte des deux fractions communistes, les staliniens et les bolcheviks-léninistes, comporte ainsi en elle une tendance à se transformer en lutte de classe. Le développement révolutionnaire des événements en Chine peut conduire ces tendances jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la guerre civile entre l'armée paysanne, dirigée par les staliniens, et l'avant-garde du prolétariat, dirigée par les léninistes.

Si, par la faute des staliniens, il survenait un conflit aussi funeste, cela signifierait que l'Opposition de gauche et les staliniens, cessant d'être des fractions communistes, seraient devenus des partis politiques ennemis avec une base de classe différente.

Cependant, une telle perspective est-elle inévitable ? Non, je ne le pense pas du tout. Dans la fraction stalinienne (PC chinois officiel), il y a non seulement des tendances paysannes, c'est-à-dire petites-bourgeoises, mais aussi des tendances prolétariennes. Il est de toute première importance pour l'Opposition de gauche de rechercher à se rapprocher de l'aile prolétarienne des staliniens, de développer devant elle une appréciation marxiste des « armées rouges » et en général de la relation entre le prolétariat et la paysannerie.

Tout en défendant son indépendance politique, l'avant-garde prolétarienne doit être prête, en permanence, à réaliser l'unité d'action avec la démocratie révolutionnaire. Si nous ne sommes pas d'accord pour identifier les détachements armés de paysans avec l'Armée rouge, en tant que force armée du prolétariat ; si nous n'acceptons pas de fermer les yeux sur le fait que

l'on couvre du drapeau communiste le contenu petit-bourgeois du mouvement paysan, en revanche, nous nous rendons parfaitement compte que le caractère démocratique-révolutionnaire de la guerre des paysans a une énorme importance, nous apprenons aux ouvriers à en comprendre la signification et nous sommes prêts à faire tout ce qui dépend de nous pour aboutir à un indispensable accord de combat avec les organisations paysannes.

Notre tâche consiste, en conséquence, non seulement à empêcher tout commandement militaire et politique que la démocratie petite-bourgeoise, s'appuyant sur les paysans armés, voudrait exercer sur le prolétariat, mais aussi à préparer et assurer la direction du prolétariat sur le mouvement paysan et, en particulier sur ses « armées rouges ».

Plus nette sera pour les bolcheviks-léninistes la compréhension de la situation politique et des tâches qui en découlent, plus ils élargiront leur base avec succès dans le prolétariat, plus ils feront preuve de ténacité dans la manière dont ils mènent la politique de front unique en direction du parti officiel et du mouvement paysan qu'il dirige, mieux ils réussiront non seulement à préserver la révolution du heurt plein de danger entre la paysannerie et le prolétariat, à assurer l'unité d'action indispensable entre deux classes révolutionnaires, mais aussi à transformer leur front unique en un pas historique vers la dictature du prolétariat.

L. T. Prinkipo,
26 septembre 1932

Cette lettre illustre à quel point Trotsky était un dirigeant international. Ce qui, disons-le, n'a jamais été le cas de ceux qui se prétendaient ses successeurs et se chamaillaient pour pouvoir coller l'étiquette 4^e Internationale sur l'appareil qu'ils dirigeaient. Ou, plus exactement, sur les appareils successifs au fil des scissions que, entre autres, leur incompétence doublée de prétention a engendrés.

Ce n'est pas le lieu ici de reprendre l'histoire des appareils de plus en plus petits et dont l'activité essentielle consistait à contester à l'appareil voisin sa légitimité de se revendiquer 4^e Internationale. Il en existe aujourd'hui

encore un qui est l'ancien courant dit du Secrétariat unifié de la 4^e Internationale.

Mais toute l'histoire du mouvement trotskyste illustre le fait qu'il ne suffit pas de se prendre pour la 4^e Internationale pour l'être. Il faut en avoir la compétence politique, et principalement celle de raisonner en fonction de l'intérêt de classe du prolétariat. Ce n'est pas le cas des différents petits appareils existants, ou ayant existé, qui n'ont en commun que l'incompétence doublée de prétention. Ils ont remplacé la fidélité politique au « camp des travailleurs » par le suivisme le plus plat vis-à-vis d'une multitude d'organisations nationalistes (les dernières en date sont le Hamas et le Hezbollah).

Trotsky avait cette capacité de guider politiquement le mouvement trotskyste, à distance non seulement géographiquement mais aussi dans le temps, comme l'illustre le texte ci-dessus.

Car la question de la nature de classe de l'État chinois n'était pas seulement théorique, elle était la concrétisation de la politique de l'organisation qui se réclamait de cette caractérisation. Prétendre que la guerre paysanne pouvait engendrer un État ouvrier sans participation du prolétariat était l'expression la plus claire du fait que les organisations qui professaient cette position avaient complètement abandonné le terrain de classe du prolétariat. Ce n'est pas le cas de Lutte ouvrière.

Une autre expression de cette incompétence doublée de prétention est le fait que, même aujourd'hui, alors que le parti dit communiste chinois ne dissimule plus, voire brandit ses objectifs nationaux capitalistes, les représentants de ladite 4^e Internationale officielle n'ont pas jugé utile d'expliquer comment l'État chinois est passé du statut d'État ouvrier plus ou moins déformé ou défiguré à celui d'État capitaliste pur et dur. □



Chen Duxiu (1879-1942), secrétaire du jeune Parti communiste, se rallia à l'Opposition de gauche.



Grévistes à Hong-Kong en 1925.



Brigades ouvrières à Shanghai en 1927.



Borodine, envoyé du Komintern et de Staline, en 1923, s'est chargé de soumettre les communistes aux nationalistes.



Situation intérieure

EN FRANCE, LA MONTÉE DES IDÉES RÉACTIONNAIRES SUR FOND DE CRISE POLITIQUE

Le fait le plus notable de la situation intérieure est l'accélération de l'évolution réactionnaire. Sur fond de crises et de guerres, les idées sécuritaires, nationalistes et xénophobes se banalisent, comme en attestent les scores du Rassemblement national lors des élections européennes et législatives.

Macron ayant cru bon de dissoudre l'Assemblée nationale et de provoquer des législatives anticipées, la poussée de l'extrême droite se double désormais d'une crise politique. L'Hémicycle est maintenant divisé en trois blocs d'importance comparable et en onze groupes parlementaires. Cela impose un gouvernement de coalition, situation courante dans nombre de pays, mais inédite en France sous la V^e République. Situation d'autant plus compliquée que le petit jeu politique consiste toujours à isoler le Rassemblement national, qui est fort de 142 députés avec son allié Ciotti.

Macron a ainsi mis deux mois pour trouver un Premier ministre capable de bricoler une majorité intégrant les macronistes et qui soit avalisée par Le Pen. La mission, un CDD qui durera jusqu'à la prochaine dissolution, au plus tôt à l'été prochain lorsque de nouvelles

élections législatives seront possibles, a été confiée au politicien LR Michel Barnier. Celui-ci a mis près d'un mois pour composer son gouvernement.

À l'exception de Retailleau qui a pris le médiatique poste de ministre de l'Intérieur, son équipement ne compte aucun poids lourd, les principaux dirigeants de la droite et de la macronie n'ayant pas voulu monter dans le Titanic gouvernemental. Chacun cultive son quant à soi et se prépare pour la prochaine présidentielle. Raison pour laquelle Attal, Darmanin, Philippe, Wauquiez, Retailleau ou Bayrou, censés appartenir à la majorité, passent leur temps à se tirer dans les pattes.

Combien de temps cet attelage tiendra-t-il ? Dans le débat budgétaire qui se déroule actuellement à l'Assemblée, bien malin qui peut distinguer les soutiens officiels du gouvernement des opposants officiels. On connaissait le soutien sans participation gouvernementale du Parti communiste au gouvernement Blum en 1936, pour lier les mains de la classe ouvrière et la soumettre à l'ordre bourgeois. Aujourd'hui, les politiciens expérimentent la participation gouvernementale sans soutien !

Le jeu est irresponsable du point de vue des intérêts de la bourgeoisie et de son système, puisqu'il contribue à affaiblir et discréditer un gouvernement que la classe politique actuelle serait bien en peine de rempla-

cer. La bourgeoisie, classe sociale individualiste, arriviste et sans autre principe que « après moi le déluge », sélectionne ainsi des serviteurs à son image. Ils aggravent l'instabilité indissociable du système capitaliste et constituent une partie du problème.

LE PEN ET BARDELLA DANS L'ANTICHAMBRE DU POUVOIR

Aux élections européennes, avec 31,5 % et même 40 % des voix si on ajoute les scores de Reconquête et des autres listes d'extrême droite, le Rassemblement national est arrivé en tête dans 93 % des communes, dans 457 des 577 circonscriptions. Aux législatives qui ont suivi, il a rassemblé les suffrages de près de 10 millions d'électeurs, contre 4,2 millions à celles de 2022. Seule l'opération du front républicain entre le Nouveau Front populaire et la macronie a empêché Bardella de s'installer à Matignon. Mais le RN est plus que jamais en position de force.

Le RN s'est engagé à ne pas faire tomber immédiatement le gouvernement Barnier et cela lui donne les moyens de peser sur sa politique. Sous la pression du RN, le gouvernement a annoncé qu'il présentera une nouvelle loi Immigration, le dix-neuvième texte sur ce thème en vingt ans. Le Pen ne craint pas que Retailleau et LR lui volent la vedette : l'opéra-

QUENTIN TOP



Démonstration du RN devant la préfecture de Pau (24 janvier 2021).

tion de siphonnage des voix de l'extrême droite que Sarkozy avait réussie en 2007 relève de l'histoire ancienne. Aujourd'hui, le RN s'est constitué un socle électoral solide dans toutes les catégories sociales et à l'échelle de tout le pays. Pour ceux qui veulent une politique anti-immigrés et sécuritaire, le RN incarne désormais le vote utile.

Parallèlement, le RN parachève sa quête de respectabilité et de crédibilité vis-à-vis du grand patronat. Il continue de réviser son programme et supprime les points urticants pour celui-ci. Pour prouver sa capacité à gouverner, il a rédigé un contre-budget qui fait la part belle aux niches fiscales et aux allègements de charges des entreprises, et qui préserve, bien sûr, les intérêts des propriétaires de grandes sociétés et les gros patrimoines. En bon élève désireux de s'intégrer, il participe à toutes les institutions à sa portée.

Mais le RN a fort à faire pour devenir le premier choix de la bourgeoisie. Celle-ci n'a en effet pas les mêmes liens de confiance avec le RN que ceux qu'elle a avec les politiciens de droite, de la macronie ou du Parti socialiste, complètement intégrés aux réseaux patronaux. Entre ces derniers et la bourgeoisie, il y a des liens familiaux, amicaux et professionnels de longue date, ce qui n'est pas le cas avec les responsables du RN. Des grands patrons comme Bolloré, des journalistes ou chro-

niqueurs bien introduits s'emploient à réduire ce handicap en introduisant les responsables du RN dans leur milieu, mais cela ne peut pas se faire du jour au lendemain.

Le RN peine aussi à se constituer un ancrage local dans toutes les régions. Vu les candidats sulfureux qu'il a présentés aux législatives, il n'a pas encore constitué partout un vivier de cadres. Nombre de députés RN parachutés dans leur circonscription restent des inconnus pour leurs propres électeurs ainsi que pour les notables locaux. Mais tous ces handicaps ne sont manifestement pas un obstacle pour accéder au pouvoir.

LE PEN N'EST PAS ENCORE AU POUVOIR, MAIS SON PROGRAMME L'EST DÉJÀ

Le RN oriente déjà toute la vie politique. À l'heure de l'instabilité politique, la démagogie contre les immigrés et les musulmans est une valeur sûre. Pour surfer sur celle-ci, Barnier a confié le ministère de l'Intérieur au sénateur Retailleau.

Retailleau ne dépareillerait pas dans un gouvernement Bardella-Le Pen. Cet ancien proche de Philippe de Villiers, catholique bien-pensant et amateur des clichés racistes dignes de la France coloniale, s'oppose à une prétendue islamisation de la société. Adeptes de la préfé-

rence nationale, des quotas migratoires, du durcissement des conditions du regroupement familial et des restrictions du droit du sol, il fait la politique du Rassemblement national. Cela souligne l'ineptie du front républicain et du prétendu barrage qu'il aurait été contre le RN.

À la rentrée, Retailleau s'est fait remarquer en affirmant « *l'État de droit, ça n'est pas intangible, ni sacré* ». Ce n'était pas une erreur grammaticale, mais un clin d'œil à la frange la plus réactionnaire, par exemple à ce milieu de généraux, à la retraite ou pas, qui dans une lettre publiée par le magazine *Valeurs actuelles* en 2021, disaient leur détermination à ramener l'ordre et à défendre « les valeurs de la nation », par la force si besoin était.

Selon un sondage du mois de septembre commandé par *Le Parisien*, 51 % de la population estime que « *seul un pouvoir fort* » peut restaurer l'ordre et la sécurité et 23 % de la population ne croit plus dans le « *système de la démocratie* ». Les législatives ont sans doute renforcé ces tendances, puisque nombre d'électeurs du RN comme du NFP ont le sentiment amer de s'être fait voler la victoire. Le fait que le gouvernement soit conduit par un homme dont le parti n'a remporté que 5 % des suffrages apparaît comme un déni démocratique. Et cela s'ajoute aux nombreuses attaques gouvernementales imposées à coups d'article 49.3 ces dernières années, à commencer par la réforme des retraites.

UN PARLEMENTARISME BOURGEOIS QUI N'A PLUS RIEN DE DÉMOCRATIQUE

Depuis des années, nous évoquons la crise de la démocratie bourgeoise française dans la mesure où la classe politique traditionnelle est discréditée

et ne parvient plus à faire illusion et à s'imposer au travers des élections. Mais la fin réelle de la démocratie bourgeoise a sonné au moment où le capitalisme est entré dans sa phase impérialiste.

La bourgeoisie ascendante a eu besoin de créer des parlements pour y discuter collectivement de l'organisation de son État, de son rôle et des lois générales favorables à ses affaires. Certains grands patrons, tels que l'industriel Eugène Schneider du Creusot ou le banquier Casimir Périer, ont tenu à y siéger en personne. Et pendant des décennies, notamment en Grande-Bretagne et en France, le vote censitaire a assuré que les décisions se prendraient bien entre bourgeois. C'est progressivement et avec mille précautions que le droit de vote a été élargi pour aboutir au suffrage universel. La France, qui se proclame le pays des droits de l'homme depuis la Révolution de 1789, ne l'a vraiment instauré qu'en 1944, en accordant le droit de vote aux femmes, quatorze ans après la Turquie de Mustafa Kemal.

La démocratie parlementaire avait été depuis déjà longtemps vidée de toute substance. Dès que l'économie capitaliste est entrée dans sa phase impérialiste, de grands trusts financiers et industriels dominant la vie économique, la grande bourgeoisie a imposé leurs décisions à l'ensemble de ses congénères moins puissants sans en passer par le Parlement, le personnel gouvernemental et étatique étant à sa disposition. Les parlements dans lesquels se heurtaient les intérêts des différentes catégories bourgeoises et dont les votes tranchaient les grandes décisions intéressant le patronat, se transformèrent en chambres d'enregistrement des conseils d'administration les plus puissants. Parler de déni démocratique en 2024, c'est avoir plus d'un siècle de retard.

C'est le jeu du Parti com-

muniste devenu stalinien qui a alimenté la croyance que le Parlement et le vote de chacun comptaient réellement pour changer le sort des travailleurs. De ce point de vue, le tonitruant Georges Marchais, souvent considéré comme plus radical et lutte de classe que ses successeurs, a joué le rôle le plus néfaste, car il l'a fait à une période où la combativité et le niveau d'organisation des travailleurs ouvraient bien d'autres perspectives.

« L'État de droit » est l'État de droit bourgeois, pour lequel la liberté n'existe réellement que pour les plus riches et pour lequel la démocratie est un paravent de la dictature de la bourgeoisie. Mais la liberté de parole, la liberté syndicale, la liberté de réunion et de manifestation qu'il octroie sont précieux pour les exploités et pour les révolutionnaires que nous sommes. Ces quelques droits n'existent que dans les pays les plus riches ayant accumulé suffisamment de richesses au travers du pillage colonial et impérialiste pour hisser une fraction de leurs classes populaires au rang d'aristocratie ouvrière attachée à la défense de l'ordre social existant. Cela ne s'est pas fait en un jour. La bourgeoisie des pays riches a mis près d'un siècle avant de réussir à enfermer les exploités dans la cage de ses institutions. En France, il lui a fallu en tout pas moins de cinq républiques édifiées sur bien des massacres dans les classes populaires pour aboutir à une formule qui assure une stabilité gouvernementale et institutionnelle.

Le fait que ces droits soient gravés dans la pierre des édifices publics ne les rend pas éternels. Ils reflètent un certain niveau d'accumulation de richesses et un certain état du rapport des forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Ils reculent et peuvent être remis en cause par l'évolution réactionnaire.

LA GAUCHE DIVISÉE

Tandis que le RN se façonne une image de parti fort et respectable, la gauche apparaît divisée. Après s'être copieusement invectivés lors des européennes, le PS, La France insoumise, les Écologistes et le PC sont pourtant parvenus à se rabibocher pour constituer le Nouveau Front populaire. La volonté de sauver leurs sièges de député les a poussés, un temps, à enterrer la hache de guerre. C'est aussi d'un commun accord, et toujours dans l'optique de sauver leurs places, qu'ils ont fait passer les macronistes, responsables de toutes les attaques antiouvrières depuis sept ans, pour des alliés dans la lutte contre le RN.

Cette politique a été soutenue de Hollande jusqu'à Poutou, puisque le NPA-*L'Anticapitaliste* a joué sa part de la comédie en appelant au barrage contre le fascisme et en présentant son ancien candidat à la présidentielle sous la bannière du NFP. Le Rubicon étant franchi, le NPA Besancenot-Poutou a aussi appelé à voter pour les candidats macronistes, dont Borne et Darmanin au second tour, dans le cadre du front républicain. Ce faisant, il a joint ses petites forces à la gauche gouvernementale et aux directions des confédérations syndicales, à commencer par la CGT, pour tromper les travailleurs sur qui sont leurs véritables ennemis.

La lune de miel de tout ce beau monde n'a duré que le temps des élections. Les divisions apparues au moment de choisir un potentiel Premier ministre, les anathèmes régulièrement lancés contre La France insoumise, qui sortirait de « l'arc républicain », ainsi que la rupture entre Mélenchon, Ruffin et d'autres de ses anciens soutiens, ont fini de dissiper les rares espoirs d'un retour d'un gouvernement d'union de la gauche. Le NFP a tout d'un mort-vivant, pour les mêmes raisons liées aux ambitions élec-



Fabien Roussel, au rendez-vous à l'Élysée, en vue d'un nouveau gouvernement (9 décembre 2024).

torales qui divisent la droite et la macronie. Mélenchon et son parti apparaissent comme des obstacles à l'ascension de ceux qui, au sein du NFP, comme Glucksmann ou Roussel, se voient une carrière de ministre et plus.

Ces derniers ont trouvé un terrain pour disqualifier Mélenchon : sa politique vis-à-vis d'Israël. Certains ne se sont pas privés de l'accuser d'antisémitisme, participant ainsi à la campagne de dénigrement plaçant LFI en dehors de « l'arc républicain ». Ils ont ainsi joint leur voix au concert réactionnaire et conforté les travailleurs qui, par préjugé antimusulman, rejettent Mélenchon ou la LFI.

Contrairement aux cris de victoire de Mélenchon à l'issue des législatives, malgré la tentative de lancer un gouvernement Lucie Castets et les salves d'autosatisfaction à chaque amendement gagné par la gauche, les députés du NFP ne peuvent pas s'opposer à la mise en œuvre de la politique antiouvrière de Barnier. Le bluff politique n'a jamais été une arme pour les travailleurs et le réformisme que ces forces politiques véhiculent est une plaie que tout travailleur conscient doit combattre.

LES ATTAQUES DE BARNIER ET DE LA BOURGEOISIE

L'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière est menée à la fois par le gouverne-

ment et par le grand patronat, sur le front du budget pour le premier, dans les entreprises pour le second. Aussi faible que soit l'attelage de Barnier, celui-ci a une mission : faire reposer sur le monde du travail le poids de la dette, qui n'a cessé de dériver pour atteindre 3 200 milliards d'euros.

Même si la dette profite aux financiers parce qu'elle constitue une manne continue et assurée, l'État comme la grande bourgeoisie ont besoin qu'une forme d'équilibre des finances publiques soit rétablie. Il ne s'agit pas de se soumettre à un quelconque diktat européen, mais d'assurer les intérêts généraux des capitalistes. À un certain niveau de déficit et de dette, sanctionné par une dégradation de la note attribuée par les agences financières, l'État se place sous une menace spéculative qui causerait d'importantes pertes aux porteurs de titres de la dette française et qui augmenterait les taux d'intérêt auxquels l'État français pourrait emprunter.

Une crise de la dette enrichirait une fraction des financiers en étranglant l'État au détriment de l'ensemble de la bourgeoisie dopée aux subventions publiques. L'équilibre et les rapports de force établis au sein même de la grande bourgeoisie s'en trouveraient menacés, tout comme l'appareil d'État régalienn, pilier de l'ordre bourgeois.

Barnier est donc contraint,

comme tout autre gouvernement l'aurait été, de remettre de l'ordre dans les finances publiques dans l'urgence. Un de ses principaux leviers est d'augmenter les impôts et les taxes, moyens les plus rapides et les plus sûrs de faire rentrer de l'argent dans les caisses, en demandant à la bourgeoisie d'y contribuer de façon symbolique. Pour ce qui est des coupes dans les dépenses publiques, Barnier joue davantage du rabot que de la hache. Ce choix a lui aussi été imposé par l'urgence et la nécessité de faire les choses en douceur pour ne pas faire exploser sa majorité composée de bric et de broc.

L'attaque la plus brutale est celle dont on parle le moins. C'est celle qui se déroule sur le front des entreprises et qui est directement menée par le grand patronat. L'aspect le plus visible est la saignée en cours dans l'industrie automobile. Fermetures de fonderies, fournisseurs et équipementiers étranglés par des baisses de commandes, annonces de licenciements et de fermetures d'usines s'accélérent. Les grands constructeurs se préparent eux-mêmes à annoncer la fermeture d'usines historiques. À l'occasion du Salon de l'auto, Tavares a tranquillement expliqué que 10 % supplémentaires de voitures chinoises vendues en Europe, ce serait 1,5 million de voitures européennes en moins, et sept usines d'assemblage rayées de la carte.

Dans la chimie, 1 000 emplois ont été supprimés en France depuis début 2024 et 15 000 seraient menacés d'ici à trois ans. À mots à peine voilés, les industriels menacent du pire si le gouvernement ne leur verse pas les cinq milliards d'aide à la décarbonation prévus pour les 50 principaux sites de la filière. On entend également que le luxe et la Tech seraient eux aussi au point mort, préparant, là encore, les esprits à des sup-

pressions d'emplois. Dans cette période de concurrence acharnée imposée par des marchés solvables qui se contractent et par les modifications du rapport de force entre les capitalistes américains, européens et leurs rivaux chinois, la bourgeoisie ne veut pas perdre un centime et s'emploie à renforcer partout l'exploitation, en aggravant les cadences, en détériorant les conditions de travail ou en investissant dans des pays où la main-d'œuvre est bon marché.

UNE CLASSE OUVRIÈRE ABSENTE SUR LE TERRAIN SOCIAL ET POLITIQUE

La grande bourgeoisie sait qu'elle est assise sur un volcan et que ses attaques peuvent finir par provoquer une explosion sociale incontrôlable. Le principal problème est que la classe ouvrière n'est pas du tout préparée à cette situation. La plupart des travailleurs sont passifs, résignés voire fatalistes. Quelques luttes sont menées dos au mur et ne dépassent pas l'échelle locale. Les dernières mobilisations, celle contre la retraite à 64 ans et celle des gilets jaunes, sont citées en exemple comme preuves de l'impossibilité de gagner. Mais, comme cela s'est produit dans le passé, la combativité resurgira.

Le plus grave est que la classe ouvrière n'a pas de direction politique en mesure de l'aider à se préparer. Dans le *Programme de transition*, écrit en 1938, Trotsky dénonce « la crise historique de la direction du prolétariat ». Il accuse les PC et la Troisième Internationale de l'époque de trahir les intérêts de la classe ouvrière : « Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa cowardise petite-bourgeoise de-

vant la grande bourgeoisie, les liens traîtres qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie. » Plus loin, il poursuit : « L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traitres – de la législation "sociale" de Léon Blum aux falsifications judiciaires de Staline – ils ne réussiront jamais à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. »

Aujourd'hui, nous n'en sommes plus là. Le Parti communiste, totalement intégré à l'État bourgeois, ne se pose plus en « direction du prolétariat ». Il ne se revendique plus de la classe ouvrière et de son combat pour renverser la bourgeoisie. Il n'a pas à se contorsionner comme entre les années 1930 et 1980, quand il continuait de promettre la révolution et le socialisme pour mieux canaliser et étouffer les mouvements sociaux. LFI tout comme les Écologistes n'ont, quant à eux, pas de liens autres avec la classe ouvrière qu'un lien électoral. Ils n'ont pas de militants et pas de politique pour les travailleurs dans les entreprises. Tous ont contribué à paver la voie au RN.

Que le parti le plus influent dans la classe ouvrière sur le plan électoral soit le RN témoigne du recul politique et moral de notre classe. En effet, à l'exception de certaines banlieues populaires de grandes agglomérations comme Paris ou Lyon, le RN est majoritaire dans le monde ouvrier, dans les campagnes, dans de nombreuses villes petites et moyennes, et dans les anciennes régions industrielles comme le Nord-Pas-de-Calais. En l'absence de luttes

collectives, cela peut durer. Tant que les travailleurs ne trouvent pas la force de s'attaquer à la bourgeoisie et à ses valets politiques, ils suivront les démagogues qui proposent de rogner les droits d'autres travailleurs, des chômeurs et des étrangers, et ils seront sensibles aux idées de repli exprimées par la préférence nationale.

Ces idées réactionnaires et nationalistes sont confortées par la gauche institutionnelle, le PCF, LFI, les Écologistes et les confédérations syndicales quand elles expliquent qu'il faut assurer la souveraineté nationale, rompre avec les traités de libre-échange et instaurer des barrières protectionnistes face à la concurrence internationale, des idées aux antipodes de la conscience de classe et de l'affirmation que la seule patrie des travailleurs est la classe ouvrière internationale.

Ces idées peuvent empoisonner et diviser les travailleurs, elles peuvent les détourner de leurs véritables ennemis et des combats à mener, mais la réalité de la lutte de classe n'en existe pas moins. Celle-ci confronte quotidiennement les exploités à la bourgeoisie. Pendant que l'agitation politicienne passionne les commentateurs, les travailleurs subissent l'exploitation et y font face, comme ils le peuvent, la plupart du temps individuellement mais aussi parfois collectivement. Ils luttent face à la hausse des prix, aux difficultés pour se soigner ou pour que leurs enfants aient droit à une scolarité normale.

C'est en s'appuyant sur cette réalité sociale qu'il faut réveiller, attiser et diffuser la conscience de classe. La conscience que la société est divisée en exploités et en exploités. La conscience que les véritables frontières séparent non pas les Français et les étrangers, les Blancs et les Noirs, les hommes et les femmes, mais ceux qui possèdent les moyens



Mobilisation à l'usine Michelin de Cholet dans le Maine-et-Loire (8 novembre 2024).

de production et ceux qui en sont démunis. La conscience que derrière des politiciens méprisants et prêts à tous les sales coups, c'est la classe capitaliste qui concentre le véritable pouvoir entre ses mains et que c'est elle qu'il faut abattre. Il faut développer la conscience que la classe ouvrière n'est pas seulement une classe opprimée et victime de l'exploitation mais la seule force potentiellement révolutionnaire.

LA NÉCESSITÉ DE CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Malgré la rareté et la faiblesse des luttes de la classe ouvrière, sa force est intacte parce que son rôle fondamental dans la production et dans le fonctionnement de la société est inchangé. La bourgeoisie a besoin des travailleurs et de l'exploitation pour reproduire ses capitaux. Comme l'écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste du parti communiste*, « avant tout la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs ».

Les crises et les impasses qui se multiplient susciteront des réactions et feront bouger les consciences. Les périodes les

plus sombres ont parfois accouché des plus grandes révolutions, c'est-à-dire de moments où des millions de femmes et d'hommes se transforment en combattants pour changer leur sort. C'est dans ces moments-là que la classe ouvrière peut changer la face du monde. C'est aussi dans ces moments-là qu'un parti révolutionnaire est indispensable. Sans un tel parti, les futures explosions sociales recèleront d'immenses menaces pour les travailleurs.

L'existence d'un courant révolutionnaire est décisive quand les travailleurs, entrés en révolution, sont en voie de créer leur propre pouvoir. Mais elle l'est aussi dans une période de reflux des luttes, quand les idées révolutionnaires sont menacées de disparaître face à l'idéologie bourgeoise et aux idées réactionnaires.

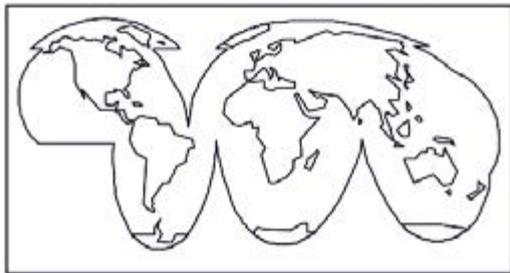
Quelles que soient les difficultés et les épreuves à venir et aussi petits que nous soyons, nous incarnons un courant révolutionnaire. À nous de le faire vivre et grandir, même à contre-courant. Même s'ils se taisent et sont isolés, à nous de trouver le chemin vers les travailleurs révoltés. À nous d'apporter des réponses aux salariés du rang et à nous de les aider à s'organiser. À nous, aussi, de convaincre les jeunes qui ne

voient pas d'avenir à la société capitaliste. À nous de gagner au combat révolutionnaire ceux qui sont révoltés par le racisme ou l'oppression des femmes. À nous de convaincre ceux qui se mobilisent sur le terrain de l'écologie : il est impossible de sauver la planète sans renverser la minorité capitaliste, qui dirige l'économie et constitue le principal obstacle pour l'organiser rationnellement et faire en sorte qu'elle respecte les hommes et la nature.

Seule la classe ouvrière, qui est au cœur du système capitaliste et qui n'a à perdre que ses chaînes, peut pousser la lutte jusqu'au renversement complet de ce système, c'est-à-dire jusqu'à l'expropriation des capitalistes. Seule la classe ouvrière est capable d'impulser une économie collective organisée pour répondre aux besoins de tous et peut offrir une issue à la crise et au pourrissement du capitalisme dans tous les domaines.

Cette perspective nécessite que les révolutionnaires construisent un parti implanté dans le monde du travail qui, armé de l'immense capital politique légué par Marx, Lénine, Luxemburg, Trotsky, tienne le cap dans les périodes de montées révolutionnaires comme dans les pires années de réaction

16 octobre 2024.



UNISSONS-NOUS !

Interventions des groupes invités

Nous publions ci-dessous de larges extraits des interventions d'organisations sœurs de Lutte ouvrière, regroupées au sein de l'Union communiste internationaliste (UCI). Nos lecteurs peuvent retrouver leurs organes de presse respectifs sur Internet (voir en quatrième de couverture, ou à partir du site de l'UCI <https://www.union-communiste.org/fr>).

Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe)

Deux événements majeurs ont dominé l'actualité sociale et politique de la Martinique et de la Guadeloupe : le mouvement populaire contre la vie chère principalement en Martinique et la grève des travailleurs de l'EDF PEI en Guadeloupe.

Mais c'est surtout le mouvement contre la vie chère en Martinique qui a fait l'actualité française et même internationale. Les différences de prix entre la Martinique et l'Hexagone atteignent 176 %. Ainsi pour le vinaigre balsamique : 4,25 € dans l'Hexagone, plus de 11 € en Martinique. Un sachet de 500 g de pâtes Panzani à 1,25 € coûte 1,92 € en Martinique, 53 % plus cher. En moyenne les prix sont plus élevés de 40 % en Martinique.

LE MOUVEMENT CONTRE LA VIE CHÈRE

Alors, pas étonnant que ce mouvement spontané soit devenu vite populaire. Il a été lancé par un groupe dirigé par Rodrigue Petitot, un homme de 42 ans, connu aussi sous le petit nom de Le R. Nous ne le connaissions pas du tout avant.

Il a effectué plusieurs années de prison dans l'Hexagone pour trafic de drogue. Cet aspect de sa vie passée a sans doute contribué à le rendre populaire parmi les jeunes et la population des quartiers pauvres, dont celui de Sainte-Thérèse à Fort-de-France. Ce quartier pauvre est historiquement celui d'où sont parties de nombreuses révoltes sociales dans l'histoire de la Martinique. Petitot a été embauché par la mairie de Fort-de-France en tant que médiateur social, une sorte de « grand frère ». Ce rôle a certainement contribué à renforcer son autorité morale au sein de la jeunesse turbulente.

Ses amis et lui ont créé le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes (RPPRAC). Une petite direction de trois personnes s'est constituée avec Petitot et deux femmes, dont Aude Goussard, la secrétaire du mouvement. Cette militante est plus connue car elle s'est présentée aux dernières élections législatives sous l'étiquette régionaliste et a obtenu un score de 5,8 %. Elle avait milité auparavant à l'Association pour la sauvegarde du patrimoine martiniquais (As-

saupamar), une organisation nationaliste dirigée par des indépendantistes. L'autre femme est Gladys Roger, trésorière du mouvement.

Lors des manifestations, les militants du RPPRAC arborent le drapeau nationaliste rouge-vert-noir mais ils ne sont pas liés à une organisation nationaliste précise. On peut cependant les classer politiquement dans la sphère nationaliste générale. Le RPPRAC et ses dirigeants se sont fait connaître par des opérations coup de poing, des manifestations spectaculaires dans des supermarchés ou des blocages autour des grandes surfaces, ainsi que par des barrages routiers. L'intervention musclée de la police ou des gendarmes et CRS a contribué à leur notoriété. Ils sont bien relayés par TikTok et autres réseaux sociaux, dont ils ont une grande maîtrise.

Ces manifestations ont très vite eu un retentissement important dans la population. La presse française et internationale a commencé à parler de ce mouvement contre la vie chère, lorsque les jeunes des quartiers pauvres se sont révoltés contre la violence des forces policières. Des renforts de police, comme



Rodrigue Petitot, président du RPPRAC, lors d'un rassemblement contre la vie chère à Fort-de-France en Martinique, le 19 octobre.

la CRS 8 qu'on dit spécialiste en révolte des banlieues, ont été dépêchés sur place. Dans plusieurs points de l'île, les jeunes des quartiers se sont révoltés. Ces émeutiers ont organisé des barrages routiers et les incendies se sont multipliés au cours de septembre et d'octobre. La gendarmerie du Carbet qui venait d'être rénovée a entièrement brûlé. Plus de deux cents voitures neuves en attente sur le port de Fort-de-France ont été brûlées et plusieurs magasins incendiés ou pillés.

Ce mouvement nous a surpris et a surpris tout le monde. Nous ne pensions pas qu'il irait si loin, qu'il deviendrait si populaire ni qu'il durerait aussi longtemps. Trois mois après, il dure toujours. Nous avons décidé, dès le mois de septembre, de soutenir son action et de le faire savoir. Nous en avons profité pour diffuser un tract propagandiste recto-verso, sur la vie chère, la situation politique et nos objectifs en tant que communistes révolutionnaires. Il fallait, en même temps, mettre en avant nos propres revendications : baisse des prix évidemment mais aussi augmentation importante des salaires en même temps que les prix, smic à 2 000 euros net.

Dans le même temps, nos camarades qui militent à la CGTM ont entamé une campagne d'explication parmi les travailleurs

contre la vie chère et pour des augmentations de salaire significatives dans les entreprises. Nous avons participé à plusieurs manifestations appelées par la CGTM le 26 septembre. On y a compté entre 600 et 800 travailleurs. Le 1^{er} octobre, tandis que se déroulaient les manifestations dans l'Hexagone, nous avons participé à une nouvelle manifestation dans les rues de Fort-de-France contre la hausse des prix. Cette fois on a compté un millier de travailleurs. C'étaient de bons chiffres, mais loin de la déferlante ouvrière et populaire de 2009.

Bien avant ces deux manifestations, l'inquiétude des dirigeants politiques locaux et de l'État face au développement du mouvement populaire était perceptible. Ils ont rapidement proposé des négociations avec le RPPRAC. Elles eurent lieu à l'initiative du préfet d'abord, avec le président de la collectivité territoriale de la Martinique, les représentants des patrons de la grande distribution. Ce fut le début d'une série de tables rondes. Autour de la table figuraient aussi des représentants des grosses sociétés de la grande distribution, riches békés et autres possédants noirs, et des notables de la collectivité territoriale.

Le RPPRAC a été invité à participer aux discussions. Dès le départ, Serge Letchimy, le pré-

sident de la collectivité locale, avec l'assentiment des autres parties, à part le RPPRAC, a mis l'accent sur la baisse ou la suppression de la TVA et de l'octroi de mer pour certaines catégories de produits. Jamais il n'a été question des bénéficiaires des grosses sociétés. Or, tout le monde sait que la plus grande partie des prix élevés provient des marges bénéficiaires, c'est-à-dire des profits énormes que réalisent ces sociétés. Lorsque le RPPRAC en a parlé, tout le monde a botté en touche.

Ces capitalistes, et en particulier le GBH, groupe Bernard Hayot, du nom du plus riche Béké de la Caraïbe, se sont cachés derrière le sacro-saint secret commercial, le secret des affaires. Ils préfèrent même payer l'amende au tribunal de commerce plutôt que de présenter tous leurs chiffres. Dernièrement plusieurs personnes ont assigné le GBH en justice. En principe, il doit présenter tous ses chiffres, profits annuels compris. Cependant, avant l'assignation du GBH en justice, les discussions ont abouti à un accord de tous sauf du RPPRAC qui, au moment de signer, a quitté la salle. Sous la direction de Letchimy, les négociateurs ont proposé de supprimer la TVA et l'octroi de mer sur 54 familles de produits. Il a été également prévu une forme d'aide de l'État au coût du transport, au titre de la continuité territoriale. Letchimy a obtenu l'accord du gouvernement. Au total, on aboutirait à une baisse des prix de l'alimentaire autour de 20 %, à compter de janvier 2025, disent-ils. Mais il est question de compenser la baisse des taxes en les reportant sur des produits plus haut de gamme...

Le RPPRAC n'a pas signé, trouvant le champ des produits trop restreint. Il proposait de l'élargir à « tout l'alimentaire ». CO partage ce point de vue mais réclame une baisse réelle sur tous les produits et pas seule-

ment l'alimentaire. Nous réclamions aussi la levée du secret commercial et que les patrons des grandes surfaces dévoilent leurs bénéfices car, en réalité, la cause la plus importante de la hausse des prix, ce sont les immenses profits de ces sociétés, Carrefour, Leclerc et autres Leader Price. La CMA CGM, le transporteur de conteneurs de M. Saadé, est aussi responsable de l'augmentation des prix. Ses profits sont immenses : 26 milliards d'euros cumulés sur les années 2022 et 2023.

LES TRAVAILLEURS DANS LE MOUVEMENT

Ce mouvement contre la vie chère a eu un grand retentissement, mais du point de vue de la mobilisation propre des travailleurs, il n'a pas été une réussite jusqu'à présent. Le préavis de grève reconductible a couvert très peu de travailleurs en grève dans les entreprises pour l'instant.

Cependant, ce qui a été fait dans quelques entreprises mérite d'être cité. Dans les supermarchés du centre commercial Génipa dans la commune de Ducos, et au Robert, il y a eu un débrayage d'une demi-heure. À l'aéroport Aimé-Césaire les travailleurs de deux entreprises ont fait plusieurs jours de grève. Les travailleurs ont manifesté bruyamment dans le hall. Le même jour, 10 octobre, les manifestants ayant entendu qu'un avion de CRS en renfort devait atterrir ont envahi le tarmac, provoquant le détournement des avions sur la Guadeloupe pendant plus de 12 heures. Les salariés de l'entreprise Vedettes tropicales ont fait une semaine de grève contre la vie chère. Les dockers ont refusé pendant un moment de livrer les conteneurs.

Le RPPRAC avec Rodrigue Petitot, Le R, bénéficie de la sympathie des travailleurs et de la

majorité de la population en Martinique. Les deux manifestations qui ont réuni plusieurs milliers de personnes à Paris place Denfert-Rochereau les 3 et 10 novembre démontrent même qu'il bénéficie d'une grande sympathie dans l'Hexagone, en particulier dans le milieu antillais et plus généralement d'outremer. Résumons maintenant nos axes politiques dans ce mouvement :

1) Être dans le mouvement avec notre propre drapeau et nos idées, sur le terrain des intérêts de classe des travailleurs.

2) Agir pour la création de comités de grève ou de préparation à la grève dans les entreprises, en partant des entreprises de la grande distribution.

3) Unité d'action avec le RPPRAC et les syndicats ou autres organisations.

4) Relancer l'idée des comités dans les communes et les quartiers.

5) Abolir le secret des affaires ! Obliger les Hayot et autres gros békés ou bourgeoisie de couleur à déclarer leurs bénéfices sur les produits.

Le mouvement contre la vie chère ne s'est pas étendu à la Guadeloupe jusqu'à présent. Il n'y a pas eu de phénomène RPPRAC et Le R en Guadeloupe. Un petit groupe se réclamant de RPPRAC Guadeloupe a bien tenté de faire démarrer le mouvement mais sans succès pour le moment.

LA GRÈVE D'EDF PEI

En Guadeloupe, c'est la grève des travailleurs d'EDF PEI qui a fait la une de l'actualité sociale. Cette grève est dirigée par la fédération CGTG de l'énergie. PEI signifie « production électrique insulaire ». EDF PEI est présente à La Réunion, en Haute-Corse, en Corse-du-Sud, en Guadeloupe et en Martinique. En février 2023, à l'issue d'une première grève

de soixante et un jours, les salariés étaient parvenus à :

- pérenniser l'emploi de vingt-sept intérimaires, dont certains après plus de cinq ans d'ancienneté ;

- gagner l'égalité de salaires avec les titulaires et le rattrapage de cinq ans d'arriérés de salaires et primes. EDF PEI a été contraint de reverser quatre millions d'euros de rappel de salaires qui avaient été volés aux travailleurs.

Les travailleurs ont déclenché une nouvelle grève à partir du 15 septembre dernier car la direction n'a pas appliqué entièrement l'accord signé en 2023. Depuis le début de la grève, la direction a multiplié les provocations pour intimider les grévistes. Mais les travailleurs ont poursuivi leur mouvement et un directeur adjoint a fini par venir de l'Hexagone en Guadeloupe pour une nouvelle négociation. Après une semaine, il ne restait qu'un seul point, celui qui concernait le calcul des congés payés. Le directeur adjoint a refusé de céder sur ce point avant de retourner à Paris. C'est alors que les grévistes en colère ont décidé d'arrêter tous les moteurs de la centrale. Il s'en est suivi un black-out total dans toute la Guadeloupe vendredi 25 octobre pendant 12 à 24 heures.

Il y eut des réactions hostiles d'une bonne partie de la population, alimentées par la direction d'EDF, les médias et les politiciens à son service depuis le début de la grève. Les travailleurs devenaient des criminels et des terroristes. Cependant, de nombreux travailleurs ont compris l'exaspération des grévistes.

La directrice a assigné trois travailleurs en justice pour entrave à la liberté du travail. Plus d'une centaine de travailleurs sont venus au tribunal pour soutenir leurs camarades. Deux grévistes ont été condamnés à ne plus accéder à la salle de commande. Et le premier à ne

pas appliquer la condamnation fut le préfet, qui a réquisitionné ces deux travailleurs, comme quoi, l'exécutif et la justice s'em mêlent les pinceaux.

Dans la foulée, la direction d'EDF PEI a convoqué quinze grévistes en entretien disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement. Les travailleurs ne cèdent pas. Ils veulent le respect du calcul de leurs congés annuels. Depuis la mise en service de la centrale électrique, EDF leur vole quatre jours de congé par an. Cela représente un vol de plus de deux millions d'euros cumulés ! En apprenant que le patron a décidé de revenir sur tous les points déjà actés, les hésitants ont repris le combat et la grève continue de plus belle. Le piquet de grève est toujours en place, obligeant le préfet à réquisitionner de nouveau les tra-

vailleurs pour éviter les déléages. On sait pertinemment que les revendications ne posent pas un problème financier à EDF PEI. Avec des bénéficiaires qui s'élèvent à 194,7 millions d'euros en 2023, cette société a largement de quoi répondre positivement aux revendications des travailleurs. Le 8 novembre, un meeting de soutien aux grévistes a réuni une centaine de personnes avec l'ensemble des syndicats et trois organisations politiques dont le LKP, le PC et Combat ouvrier. Tous ont pris la parole. C'était une bonne chose pour le moral des grévistes.

La grève se poursuit. Nous demandons à tous les travailleurs de leur porter un soutien actif jusqu'à la victoire. Alors, vive la lutte des travailleurs d'EDF PEI !

*

The Spark (États-Unis)

Les élections ont fait passer pratiquement tout le reste à l'arrière-plan aux États-Unis. La guerre ? Y avait-il des guerres en cours ? Vraiment ? Les États-Unis étaient-ils impliqués ? L'Ukraine ? Gaza ? Peut-être. Mais même ces guerres étaient vues à travers le prisme de l'élection. Trump allait-il laisser tomber l'Ukraine ? Quel parti, des démocrates ou des républicains, était le plus fidèle soutien d'Israël ? À partir du moment où, en juillet, Biden a jeté l'éponge et été remplacé par Harris, il n'y avait plus que l'élection – à en juger par les gros titres de tous les grands médias, du *New York Times* à Fox News, de CNN jusqu'à la presse et aux chaînes de télé locales comme à Chicago, Detroit et même à Los Angeles.

Ce fut l'élection la plus coûteuse de toute l'histoire, même en ne tenant compte que des comités officiels qui doivent publier leurs dépenses – bien qu'une fraction importante des sommes données à Trump ait servi à rembourser ses avocats et autres dépenses juridiques.

Au cours des trois mois et demi qu'a duré la campagne de Harris, elle a récolté plus d'argent que Trump au cours de toute la sienne. Mais en fin de compte, Trump a pu compter sur des multimilliardaires pour l'arroser d'argent.

Si le but était de convaincre davantage de gens de voter, cet argent semble avoir été gaspillé. La participation fut plus basse que lors de la précédente élection présidentielle, en 2020.

LES RAISONS DE LA VICTOIRE DE TRUMP

Il ne s'agit pas d'une victoire écrasante pour Trump – malgré les déclarations des chaînes de télé et du *New York Times* du lendemain. Il n'a pas reçu « *un mandat inédit et puissant* », comme il l'a déclaré le soir de l'élection. Ses scores ne sont même pas en nette hausse.

Le changement majeur, c'est que les démocrates ont perdu plus de six millions de voix –

En Martinique et en Guadeloupe la situation sociale est donc inversement proportionnelle à la superficie des deux îles. C'est que l'économie de comptoir et l'économie de plantation n'ont pas disparu. Les séquelles coloniales sont tenaces. Et les réactions ouvrières et populaires sont épidermiques, au sens figuré et au sens propre. Nous l'avons dit depuis longtemps, c'est le sentiment d'oppression raciale qui augmente le ressentiment et la colère. Ce sont les békés qui possèdent encore les plus grosses fortunes locales et se comportent en maîtres et seigneurs ; ainsi qu'une bourgeoisie noire. Cette dernière est la vassale de la bourgeoisie béké. C'est comme ça qu'il faut comprendre les tumultes sociaux récurrents aux Antilles françaises.

alors que pour rester au niveau de 2020, étant donné l'accroissement du nombre d'électeurs inscrits, leur score aurait dû augmenter d'environ deux millions de voix.

Mais le problème ne réside pas seulement dans le score total. Cette année a vu la poursuite du basculement d'électeurs ouvriers du côté de Trump. Il ne s'agit plus seulement de travailleurs blancs dans les campagnes qui virent républicains. Les travailleurs blancs syndiqués des comités traditionnellement démocrates, avec une base industrielle, ont eux aussi penché pour Trump – tandis que davantage d'électeurs de la classe moyenne aisée ont penché pour les démocrates, ou se sont abstenus.

Une minorité notable de travailleurs noirs a voté Trump. Les sondages montrent qu'environ 20 % des hommes noirs lui ont donné leur voix – la population noire était traditionnellement démocrate à 95 %. Une part encore plus importante des

électeurs latinos a voté Trump. Les sept comtés à majorité latino le long de la frontière entre le Texas et le Mexique ont voté pour Trump, et non plus démocrate comme la dernière fois. Les quatre banlieues de Detroit abritant une population arabe, sur qui les démocrates peuvent compter d'habitude, ont basculé du côté de Trump à cause de la politique des démocrates sur la guerre à Gaza et de l'abstention qu'elle a entraînée.

Trump étant le voyou qu'il est, ce résultat est-il surprenant ? Non, il n'y avait pas de quoi être surpris.

Dans cette élection, les démocrates ont payé le prix de leur bilan, tant l'économie avait broyé la vie de nombreux travailleurs, blancs, noirs, latinos, arabes, asiatiques – et les démocrates ne pouvaient même pas l'admettre, répétant que l'économie se portait très bien. Bien ? Il se peut que les prix se soient tassés – sauf pour ceux qui doivent payer la nourriture, le logement, ou les transports. L'absence d'emplois avec un salaire décent a poussé davantage de gens à en cumuler deux ou trois, ou à basculer dans l'économie souterraine. Et tous les indicateurs de désintégration sociale ont augmenté de manière douloureuse : sans-abri, consommation de drogues, overdoses, suicides, violences domestiques.

Les gens ont voté, comme on dit, avec leur portefeuille – et les portefeuilles des ouvriers sont vides. Dans un pays qui n'a que les deux mêmes partis et rien d'autre depuis 1856, et qui n'a connu que quatre campagnes où le socialiste Eugene Debs était candidat, il y a plus de cent ans, quels choix concrets s'offraient aux travailleurs en colère contre leur situation ? Ils pouvaient voter pour le parti qui n'était pas au pouvoir, pour voter contre l'autre, ou bien s'abstenir. Et c'est ce qu'ont fait la plupart. Le score le plus élevé revient à l'abstention, plus qu'à Trump ou à Harris.

Bernie Sanders a déclaré le lendemain de l'élection : « *Cela ne devrait surprendre personne qu'un Parti démocrate qui a abandonné la classe ouvrière se retrouve abandonné par elle.* » Malheureusement, il n'a pas dit cela avant l'élection, faisant campagne comme à son habitude pour les démocrates. On peut gager que dans les prochains mois, il s'efforcera de ramener dans le giron démocrate, ou quelque chose s'en approchant, tous ceux qui s'en sont éloignés.

CONTRE LE POISON DE LA DIVISION, LA LUTTE DE CLASSE

Y a-t-il des courants profonds de racisme et de misogynie au sein de la population des États-Unis ? Absolument, et Trump continuera à s'appuyer sur ces courants, comme sur son prétendu mandat. Le danger, c'est que de réelles divisions pourraient apparaître au sein de la classe ouvrière, dressant une partie contre l'autre, à mesure que la situation s'aggraverait – pas à cause de Trump lui-même, mais parce que la classe ouvrière n'est pas organisée pour faire face aux attaques qu'elle subit.

Au cours des dernières années, et même décennies, on a pu voir ces divisions s'estomper là où les travailleurs se mobilisaient sur leur propre terrain. L'année dernière, il y a eu une grève de six semaines chez les trois constructeurs automobiles, toute limitée qu'elle fût ; cette année, une grève de sept semaines à Boeing et quelques grèves chez des équipementiers automobiles, après une grève importante de onze semaines à Kellogg's en 2021. Le problème n'est pas que les divisions aient empêché les travailleurs de se battre au coude à coude. C'est qu'il y ait eu si peu de luttes. Jusqu'à présent, les luttes ont eu lieu à l'initiative des bureau-

craties syndicales – et ces bureaucraties y allaient à reculons, étant attachées au Parti démocrate. Malgré tout, quelques travailleurs ont commencé à chercher une issue pour sortir de l'impasse. Le syndicaliste qui a dirigé la grève de onze semaines à Kellogg's, et qui a ensuite été licencié, s'est présenté comme candidat indépendant pour le Sénat fédéral au Nebraska. Il a remporté près de 47 % des voix contre le candidat sortant républicain, en parlant des problèmes auxquels font face les travailleurs. Ce même État a aussi voté un amendement constitutionnel instaurant un congé maladie indemnisé.

De la même manière, des référendums en faveur du droit à l'avortement l'ont emporté dans sept États sur les dix où ils ont eu lieu, dans des États gouvernés par les républicains, comme par les démocrates.

LA CAMPAGNE DU WORKING CLASS PARTY

Une grande partie de notre activité cette année a consisté à soutenir le Working Class Party (WCP) aux élections dans quatre États. Il est évident qu'un petit groupe comme le nôtre ne peut pas avoir d'impact sur les événements. Mais ce que nous avons fait prouver, au moins, qu'il est possible de briser l'étau du système bipartisan qui enserme la population. Il est possible de s'adresser aux travailleurs sur la base de leurs intérêts de classe.

Dans une circonscription de Los Angeles, le candidat du WCP au Congrès a remporté 44 450 voix, presque 22 % des exprimés, à la date du 6 décembre. C'est le meilleur résultat que le WCP ait jamais eu, mais ces scores sont moins révélateurs que la manière dont il s'y est pris pour participer à ce scrutin. La Californie a un système électoral singulier. Tout le monde se présente dans une primaire

unique. Il peut donc y avoir, par exemple, quatre démocrates, trois républicains, et un ou deux représentants de petits partis voire des indépendants – tous dans le même scrutin, en concurrence les uns avec les autres. Nous avons pu nous présenter en novembre car notre candidat, Juan Rey, qui se présentait comme un indépendant, est arrivé deuxième, avec plus de voix que le deuxième candidat démocrate lors de la primaire de mars, et plus de voix que le candidat du parti Paix et Liberté, un tiers parti de longue date en Californie. Rien que pour se présenter à la primaire de mars, les militants du WCP ont dû récolter 2 000 signatures d'électeurs inscrits. Ils ont entamé huit semaines de signatures en septembre 2023, puis ont obtenu 8 917 voix, soit 10,4 %, à la primaire de mars 2024. Comme Juan Rey était le seul adversaire du candidat sortant démocrate en novembre, a-t-il bénéficié de voix républicaines, des autres petits partis, et des indépendants opposés aux démocrates ? Assurément. Mais tout en ayant l'étiquette « indépendant », Juan et les militants du WCP ont fait campagne en appelant à soutenir la perspective de la construction d'un parti des travailleurs, en mars comme en novembre.

À Chicago, Ed Hershey a remporté 10 702 voix, 5,2 %, dans une seule circonscription pour

le Congrès. Là aussi, le WCP a dû recueillir des signatures pour pouvoir se présenter à l'élection de novembre. Il nous fallait 6 800 signatures valides en 13 semaines ; il en a récolté pratiquement le double. La différence, cette année, c'est qu'il a obtenu suffisamment de voix pour pouvoir se présenter à nouveau la prochaine fois sans avoir à recueillir de signatures.

Le recueil de signatures est une tâche pénible, qui oblige à nous concentrer sur l'élection plus longtemps – cette année, de la fin juin à novembre. Mais le fait qu'il puisse se présenter à nouveau dans cette circonscription signifie qu'il peut diriger ses efforts en vue d'une campagne de signatures dans une autre circonscription, ce qui lui permettra de s'adresser à un public plus large. Et récolter des signatures, ce n'est pas si terrible : cela permet de discuter avec beaucoup plus de gens, parfois un peu plus longtemps que pendant la campagne elle-même.

Dans le Michigan, les résultats du WCP ne sont pas aussi impressionnants, même si Mary Anne Hering, candidate pour un poste dans le système éducatif à l'échelle de tout l'État, a remporté 233 682 voix, 98 000 de plus que la dernière fois. C'est le meilleur score. Mais le plus important est que le WCP avait

davantage de candidats cette année qu'il y a deux ans, quinze au lieu de onze. Depuis 2016, le WCP n'a pas eu à recueillir de signatures. Ses scores lui ont permis de renouveler ses candidatures.

Dans l'Illinois et dans le Michigan, nos candidats sont apparus sous l'étiquette Working Class Party. Et dans le Michigan, du moins dans les élections à l'échelle de l'État et pour les postes au Congrès, nos candidats faisaient face, non seulement à des démocrates et des républicains, mais à au moins un autre candidat pour un petit parti. Deux de nos candidats étaient face à trois candidats de petits partis. On peut sans doute dire que, dans ces cas, le vote pour nous n'était pas juste un vote contre les démocrates et les républicains, mais peut-être un choix conscient de voter pour ce qu'ils voulaient, c'est-à-dire pour que la classe ouvrière ait son propre parti. Et dans chaque circonscription, nos candidats ont devancé les quatre autres petits partis. Enfin, dans l'Illinois comme dans le Michigan, où le WCP avait des candidats dans les mêmes circonscriptions que la dernière fois, tous ses candidats – sauf un – ont obtenu de meilleurs scores qu'il y a deux ans. Deux d'entre eux ont doublé leur nombre de voix.

Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire)

UNE SITUATION RÉGIONALE INSTABLE

Depuis quelques années, plusieurs pays frontaliers situés au nord de la Côte d'Ivoire ou dans son proche voisinage sont la proie de bandes armées islamistes qui sèment la terreur sur les populations. Celles-ci sont prises en étau entre ces bandes armées et les armées officielles,

plus promptes à opprimer et à racketter les populations qu'à les protéger. Les galonnés à la tête des armées officielles ne pensent qu'à se remplir les poches et à fomenter des coups d'État.

Le nombre de coups d'État ou de tentatives de coup d'État, au Mali, au Burkina Faso, en Guinée ou au Niger, pays frontaliers ou du proche voisinage

de la Côte d'Ivoire, est une illustration de cette déstabilisation dont on voit d'autant moins la fin que les puissances impérialistes et les multinationales, qui veulent mettre la main sur les richesses minières de ces pays, ne se gênent pas pour pousser leurs propres pions aux dépens de leurs concurrents.

En mars 2016, la Côte d'Ivoire a elle aussi subi une

attaque armée perpétrée par des djihadistes dans la ville de Grand-Bassam, située à une quarantaine de kilomètres d'Abidjan. Néanmoins, comparé à ses proches voisins, ce pays est encore considéré comme un îlot de prospérité, ou tout au moins un lieu relativement paisible, mais pour combien de temps ?

UN ÎLOT DE RICHESSE AU MILIEU D'UN OCÉAN DE MISÈRE

Pour le moment, on peut dire que dans ce pays les affaires de la bourgeoisie n'ont jamais été aussi prospères. La Côte d'Ivoire serait même devenue le premier importateur de vin en Afrique. C'est un indice qui vaut ce qu'il vaut car il y a vin et vin. Mais en même temps le taux de mortalité maternelle et infantile est l'un des plus élevés au monde : près de 1 % pour les mamans et 10 % pour les enfants.

Pour ce qui est de la situation des travailleurs, elle continue toujours de se dégrader d'année en année. Le coût de la vie ne cesse de croître pendant que l'augmentation constante du nombre de chômeurs tire les salaires vers le bas. Les patrons profitent de cette situation pour imposer des conditions de travail odieuses, des salaires de misère et des contrats précaires.

Pour donner une idée de la dégradation des conditions d'existence de la classe ouvrière, au début des années 1990, le jour de la paie, un travailleur pouvait encore se payer un poulet à la braise et une bouteille de bière dans un maquis avant de rentrer chez lui. Aujourd'hui, un ouvrier travaillant dans la même boîte n'a plus un revenu régulier. Comme dans la grande majorité des usines, le travail journalier est devenu la règle. Son pouvoir d'achat a également considérablement baissé car tout est devenu cher : les loyers, les denrées, la scolarité des en-

fants, le coût du transport, etc. À cela s'est ajouté un nouveau besoin qu'est l'usage du téléphone portable puisque sans téléphone portable il est quasi impossible d'avoir un job, surtout quand on travaille au jour le jour. En plus, avec les opérations de « déguerpissement » qui consistent à chasser manu militari les habitants des quartiers pauvres le plus loin possible de la ville pour permettre aux promoteurs immobiliers de s'approprier les surfaces libérées, les ouvriers sont contraints d'effectuer un trajet plus long entre leur domicile et le lieu de travail. Ce qui se traduit automatiquement par une augmentation du budget de transport. Certains sont contraints de passer quelques nuits à dormir à l'usine, dans l'inconfort et la saleté, pour économiser l'argent du transport.

Actuellement, le salaire minimum officiel est de 7 euros par jour. De nombreux travailleurs bossent pour 5 euros, voire moins. Parfois, ils sont contraints d'effectuer jusqu'à deux heures supplémentaires non rémunérées. Les périodes de vacances scolaires sont une vraie aubaine pour les entreprises car de plus en plus d'enfants de travailleurs vont se faire embaucher pour une bouchée de pain devant les portes des usines. Parfois on les prend pour trier les noix de cajou ou pour les décortiquer, parfois pour trier ou laver du plastique usagé destiné au recyclage, etc. Le travail des enfants est surtout pratiqué dans les usines agro-alimentaires, dans le cosmétique ou le plastique, là où le besoin de main-d'œuvre non qualifiée est plus grand.

Les femmes des ouvriers sont également contraintes d'avoir une activité d'appoint, souvent un petit commerce sur le bord du trottoir près de son lieu d'habitation. Malgré toutes ces activités, les familles ouvrières ne parviennent pas à joindre les deux bouts. La destruction

des quartiers pauvres a des conséquences désastreuses. Des familles entières deviennent d'un seul coup des sans-abri et perdent tout. Des quartiers entiers continuent en ce moment même d'être rasés, leurs habitants sont chassés comme des animaux. Les petites activités informelles qu'ils pratiquaient dans leur quartier ont été anéanties. C'est un coup dur pour les familles ouvrières.

Cette situation peut encore se dégrader davantage tant qu'il n'y aura pas une réaction populaire puissante pour s'opposer à la politique gouvernementale et à la rapacité des capitalistes. Il y a eu quelques explosions de colère, ici et là, mais elles ont été vite réprimées et n'ont pas empêché les autorités politiques de continuer les opérations de déguerpissement, jusque dans certaines villes de l'intérieur.

DANS LES ENTREPRISES

Un exemple frappant des conditions de travail est celui d'une entreprise de cosmétique de plus de 1 000 salariés qui a pour pratique de mettre dehors plusieurs mois des travailleurs, même anciens, avant de les reprendre. C'est une manœuvre patronale très utilisée pour contourner la législation du travail et maintenir les ouvriers dans une précarité permanente. Même avec de l'ancienneté on y gagne 7 euros la journée : pas de protection contre le bruit, la poussière ni même contre les produits chimiques manipulés. Pourtant, pour être moderne, l'entreprise l'est, avec des certifications Iso s'il vous plaît, au point que même pour aller aux toilettes, on est obligé de demander la permission, et de pointer sur un appareil numérique. Ainsi, les minutes passées dans les toilettes sont aussitôt déduites de sa paie.

Ailleurs, des travailleurs se font jeter régulièrement de-

hors durant quelques jours ou quelques semaines selon les besoins de l'entreprise. Partout, les conditions de travail se dégradent. La situation dans les boîtes n'est pas du tout à la lutte. Les travailleurs font le dos rond et baissent la tête. Les responsables syndicaux jouent au flic bien qu'ils soient eux-mêmes des travailleurs de la boîte. Ils sont soumis au patron, en contrepartie celui-ci finance par exemple la scolarisation d'un de leurs enfants, ou bien assure les soins d'un parent malade, etc.

UNE SITUATION POLITIQUE DOMINÉE PAR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2025

C'est dans cette situation de grande précarité et de pauvreté ambiante que la Côte d'Ivoire s'achemine vers la future élection présidentielle de 2025. Alassane Ouattara, le président actuel, a déjà effectué trois mandats de cinq ans, dont un usurpé étant donné qu'il n'avait droit qu'à deux. Pour l'instant, il ne s'est pas encore prononcé sur son quatrième mandat, pas plus que sur le fait de permettre à ses principaux rivaux de se présenter. En l'état, l'ancien président Laurent Gbagbo, celui qu'il avait éjecté du pouvoir en 2010 avec l'aide de l'armée française et qui a été incarcéré durant sept ans à La Haye par la Cour pénale internationale, ne peut pas s'y représenter du fait d'une condamnation pénale. Quant à Tidjane

Tiam, le nouveau dirigeant du PDCI depuis le décès de Konan Bédié, c'est aussi l'incertitude qui planerait sur lui à cause de sa double nationalité française et ivoirienne, ce qui l'écarterait de la course présidentielle... en théorie.

Alors, quels deals ces dirigeants politiques trouveront-ils face à ces problèmes juridiques qui les touchent tous les trois? Ouattara, après quinze années à la tête du pays, commence à avoir des problèmes liés à l'usure du pouvoir et il court le risque de la colère qu'il pourrait susciter s'il écarte ses rivaux et postule à un quatrième mandat. Enfin, on verra ce qui sortira des tractations et des micmacs entre ces crocodiles assoiffés de pouvoir.

Il y a aussi la Commission électorale indépendante, la CEI, qui pose problème. C'est cet organisme qui chapeaute les élections et déclare le vainqueur. Dans sa forme actuelle, les partis d'opposition remettent en cause son impartialité et le suspectent de travailler pour le compte du pouvoir. Un consensus devra donc être trouvé pour avoir des élections « apaisées », comme ils disent.

Dans tous les cas, les partis d'opposition n'hésiteront pas à propager toutes sortes de discours démagogiques en direction des populations pauvres qui subissent de plein fouet la cherté de la vie, le chômage, les déguerpissements, la dégradation des conditions de vie et de

travail. Sans oublier les politiciens crapuleux qui sont présents au sein de tous les partis en compétition et qui sont prêts à propager le poison de l'ethnisme et de la xénophobie pour préserver leurs postes ou pour les ravir.

On va entrer dans une période de grande incertitude. Déjà, il est courant d'entendre dans le milieu petit-bourgeois, notamment chez les étudiants et les enseignants, des propos élogieux sur Donald Trump quand celui-ci dit qu'il veut chasser les étrangers par millions. Ils disent que Trump a raison et qu'en Côte d'Ivoire on devrait en faire autant. Ils disent aussi que ce qui se passe à Gaza est normal car ce sont les Arabes qui sont venus envahir les Israéliens.

Ce genre de propos, nous ne l'avons pas encore entendu dans le milieu des travailleurs, mais à l'approche des élections il faudra s'y attendre. Ça pourrait aussi venir des travailleurs en contact avec le milieu politique et le milieu petit-bourgeois.

Les partis d'opposition véhiculent déjà sur les réseaux sociaux l'idée que les étrangers sont inscrits en masse sur les listes électorales: sous-entendu, le pouvoir de Ouattara serait celui des étrangers. Et l'étranger ici, c'est d'abord le pauvre Burkinabé, Malien ou Nigérien. Or, avec le chômage et la misère ambiante, cela n'augure rien de bon.

Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR, Haïti)

UNE CAPITALE ASPHYXIÉE

Haïti regroupe 10 départements. Dans le département de l'Ouest se trouve la capitale, Port-au-Prince, divisée en 35 quartiers, 160 km², 3 millions d'habitants avec la banlieue. La capitale du pays est aujourd'hui

l'épicentre d'une crise sans précédent. Les gangs armés y imposent leur loi, contrôlant plus de 80 % de la capitale, assiégée et coupée du reste du pays. Les liaisons aériennes, dernier lien avec l'extérieur, ont été interrompues. Les routes nationales, déjà impraticables depuis

plus de deux ans, sont sous le contrôle des bandes armées, et le transport maritime est lui aussi paralysé, les principaux ports de la ville bloqués. Il n'existe plus d'interconnexion entre Port-au-Prince et les provinces et même entre le centre de la ville et ses banlieues. Cette rupture géogra-

phique aggrave les pénuries en produits de première nécessité, entraîne la flambée continue des prix, la malnutrition, la famine en même temps que la barbarie des gangs. L'asphyxie économique est quasi totale. La zone industrielle de la capitale, poumon des emplois, est désertée. Les entreprises de sous-traitance ferment les unes après les autres, laissant des milliers de travailleurs au chômage. Le désespoir grandit, tout comme les conséquences sociales de ce marasme. Les infrastructures sanitaires et éducatives, déjà fragiles, sont incendiées ou abandonnées, laissant des communautés entières privées de soins et d'éducation.

LES GANGS : DICTATURE SANGUINAIRE ET ORGANISATION QUASI ÉTATIQUE

Depuis trois ans, ces groupes criminels imposent une dictature sanguinaire, multipliant les enlèvements contre rançons, les fusillades, les incendies et les expulsions massives des habitants des quartiers populaires. Des milliers de familles, jetées hors de leur maison, trouvent refuge dans des écoles ou d'autres espaces publics, transformés en camps de fortune. Ces camps deviennent des lieux de survie rudimentaire, exposant ces familles déplacées à des conditions sanitaires désastreuses et à une insécurité permanente.

Derrière l'escalade de violences aveugles existe une logique implacable d'organisation et de contrôle, visant à consolider un appareil prédateur, oppressif, au détriment des masses populaires. Les gangs administrent leurs territoires avec une autorité quasi étatique. Ils perçoivent des taxes forcées, rançonnent entreprises et particuliers, et instaurent des postes de péage sur les axes routiers qu'ils contrôlent, transformant

chaque déplacement en une entreprise périlleuse et coûteuse. L'appareil judiciaire et les autorités locales sont remplacés par leurs propres systèmes, les chefs se substituant aux juges. Leur économie parallèle, alimentée également par le kidnapping, le rançonnement des autorités étatiques, le trafic de drogue et d'organes, ne fait que renforcer leur emprise sur la population.

Cette dictature des groupes armés ne peut être dissociée de la déconfiture de l'État central, corrompu jusqu'à la moelle et complice, directement ou indirectement, de cette barbarie. Les politiciens au pouvoir s'accommodent de cette situation tant qu'ils peuvent s'enrichir en détournant une bonne partie des revenus du Trésor public.

Mais leur emprise s'étend bien au-delà, surtout en prenant l'initiative de se regrouper à travers une plateforme baptisée Vivre ensemble. Ces groupes armés sont d'autant plus puissants qu'ils ne sont plus rivaux. On découvre graduellement de nouvelles fonctionnalités de cet « État des gangs ». Ils se dotent d'un réseau de délation et d'espionnage à tous les niveaux. Ils entretiennent de bonnes relations avec la diplomatie internationale. Leur envahissante présence sur les réseaux sociaux et l'acquisition de leur propre presse renforcent leur capacité à manipuler l'opinion publique, à diffuser la peur et à dissimuler leurs exactions. Cette stratégie s'accompagne d'une guerre psychologique et d'un processus accéléré de corruption, non seulement au sein de la police – dont une large partie est devenue auxiliaire des gangs – mais aussi dans les médias, où des journalistes professionnels se mettent au service de ces groupes armés. Le contrôle de l'information devient une arme redoutable.

Alors que la capitale suffoque, l'exode massif de populations cherchant désespérément à fuir les violences hors de la région

métropolitaine s'intensifie.

C'est dans ce contexte que les politiciens au pouvoir se livrent une lutte sans merci pour contrôler les caisses publiques. Le Premier ministre Garry Conille vient d'être éjecté. La nomination de son remplaçant Alix Didier Fils-Aimé – clairement identifié avec le président en exercice du Conseil de transition au parti Lavalas d'Aristide – a coïncidé avec une attaque violente des gangs qui ont gagné de nouveaux territoires et provoqué de nouveau le déplacement de dizaines de milliers d'habitants de quartiers populaires.

FACE À LA LOI DE LA PEUR, DES RÉACTIONS POPULAIRES

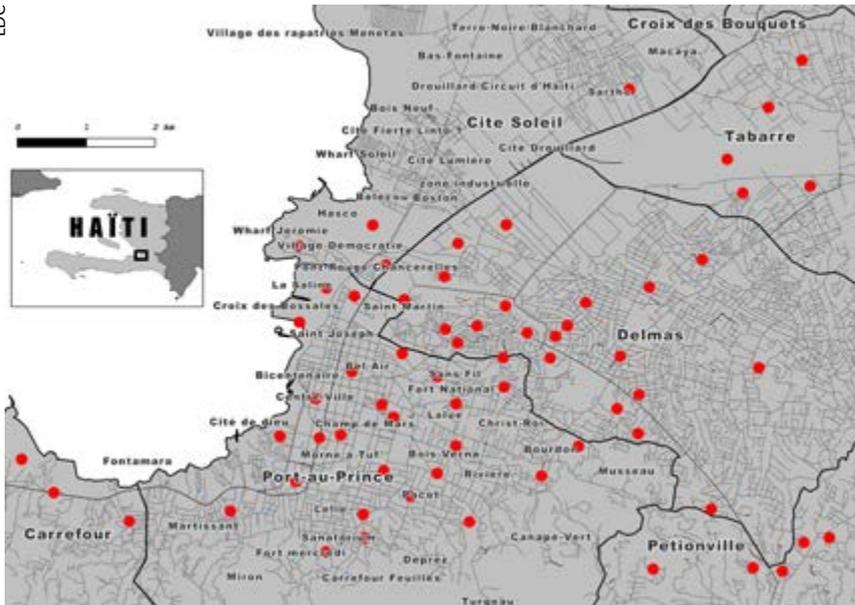
L'élément central de cet « État des gangs » est la guerre psychologique qu'il mène contre la population. La peur devient l'arme principale pour désarmer moralement les masses.

En route pour conquérir le pouvoir, les malfrats ont lancé les derniers assauts pour obtenir la reddition complète du département de l'Ouest et de ses 4 millions d'habitants.

Il leur manquait quelques faubourgs dont une partie de la commune de Port-au-Prince, Canapé-vert, Haut-Bourdon, etc., une partie de la commune de Delmas, la commune de Pétion-Ville et ses banlieues. Dans des messages diffusés sur les réseaux sociaux, les chefs de gang se donnent rendez-vous au plus tard le 1^{er} janvier 2025 pour célébrer leur victoire.

À Delmas, à la fin du mois d'octobre, ils ont fait tomber Solino, un immense quartier populaire qui leur tenait tête depuis de nombreux mois. Tout le monde suivait les combats qui s'y déroulaient car de leur issue dépendaient les événements ultérieurs. Mais ce sont les bandits qui sont sortis victorieux. À l'an-

LDC



Événements meurtriers du fait des gangs (mars-octobre 2024) à Port-au-Prince (Source : ACLED).

CO



Des Haïtiens fuient les gangs.

nonce de sa chute, des dizaines de milliers de personnes venant de Solino mais aussi des quartiers adjacents ont fui. Ils sont allés se réfugier, pour beaucoup d'entre eux, dans des camps de fortune dressés sur des terrains vides trouvés sur leur passage

Ce succès dans la poche, les gangs préparaient et mettaient le cap en direction de Pétiion-Ville. Mais un incident s'est produit mardi 19 novembre. Un camion de transport de marchandises et deux autres bus transportant plusieurs dizaines de bandits et du matériel de combat vers Pétiion-Ville ont été interceptés par la police. Vers

2 heures du matin, les échanges de tirs entre les bandits et les policiers ont attiré l'attention des brigades de vigilance qui veillaient à la sécurité de leur quartier. Pris de panique et en débandade, les bandits ont fui en se jetant avec leurs armes au milieu de la population de ces quartiers. Une centaine d'entre eux ont été pourchassés, attrapés puis mis hors d'état de nuire par une population en colère, exaspérée. Quatre jours après, la population continuait de traquer certains de ces malfrats qui ont trouvé refuge dans des buissons ou dans certaines maisons vides.

Ces événements sont similaires à ceux d'avril 2023 qui avaient déclenché l'opération *bwa kale* de la population contre les gangs. Mais si ce coup de colère populaire n'a pas eu la même portée que celui de 2023, il a eu le mérite de gonfler le moral de la population et de ralentir la course des bandits. Le lendemain, un tract diffusé sur la zone industrielle et dans certains quartiers, a appelé la population à faire de ce coup de colère le début d'une mobilisation consciente plus structurée, plus nombreuse contre les gangs et leurs commanditaires car il n'y pas d'autres voies de sortie. Sur la zone industrielle, les ouvriers l'ont pris avec engouement, et des habitants ont même aidé à le diffuser.

POLITICIENS ET BOURGEOISIE S'ACCOMMODENT DE LA SITUATION

Du côté du gouvernement, de ses alliés occidentaux, de la bourgeoisie, l'effondrement qui se profile ne semble pas trop les inquiéter. Défendant objectivement aux côtés des gangs le système d'exploitation et d'oppression contre les masses populaires, les timides initiatives prises contre les gangs n'ont rien changé dans le cours des événements en cours. Les changements de gouvernement, trois au total, l'envoi de policiers et de militaires en soutien à la police n'ont rien donné.

Pour la classe politique, c'est le moment de donner l'assaut aux caisses publiques, de se mêler à toute forme de corruption pour s'enrichir. Entre clans politiques rivaux, la guerre fait rage. En pleine attaque des gangs, se déroule un changement de gouvernement. Le parti de l'ex-président Aristide en a profité pour faire main basse sur le pouvoir en occupant les principaux postes ministériels et en

nommant ses cadres au sommet de l'administration publique.

Du côté des grands commerçants, des patrons, avec leurs familles, ils sont peut-être tous à l'extérieur du pays mais leurs affaires continuent à tourner avec les cadres de leurs entreprises et leurs travailleurs. Ces possédants rapaces tirent toujours leur plus-value dans la boue et le sang.

LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DES MASSES POPULAIRES

La majorité de ceux qui travaillent en usine sont au chômage. Pour survivre, ils font des petits boulots quand ils en trouvent la possibilité, certains se sont convertis en petits marchands. Quelques-uns gardent une petite activité sur la zone industrielle sous forme de job d'une ou deux semaines de travail dans des conditions exécrables par-ci, par-là, selon le

bon vouloir des patrons. Dans leurs quartiers contrôlés par des gangs, ils subissent de plein fouet l'arrogance de ces malfrats armés et les incursions de la police. Et pour les rares dont les quartiers ne sont pas encore conquis, ils vivent dans l'angoisse des attaques des bandits.

Voici le texte d'un tract diffusé par l'OTR :

« Les habitants de Pétionville, Canapé vert, Bourdon ont fait résonner le lambi du rassemblement !

Mardi 19 novembre, la population de la zone s'est dressée pour arrêter les bandits qui venaient semer la terreur dans le quartier, de la même manière qu'ils l'avaient fait à Solino, Tabarre et dans d'autres quartiers.

Les habitants du quartier ont fait la chasse à ces criminels et leur ont donné la leçon qu'ils méritaient.

Les chefs de gangs se sont fâchés et ont annoncé leur détermination pour continuer les massacres. Mais ces assassins

ne sont qu'une poignée, ils ne seraient pas capables de résister face à la colère d'un peuple qui se dresse pour sa liberté. Ce ne sont que des lâches qui se sentent forts tant que la population n'est pas mobilisée pour se battre.

Nous pouvons arrêter de compter les cadavres dans nos rangs, nous pouvons arrêter de fuir nos quartiers et les maisons que nous habitons.

Nous pouvons retrouver notre dignité si tous ensemble dans les quartiers de Port-au-Prince et des autres villes, nous nous dressons pour montrer notre colère face à ces gangs et face à ceux qui les emploient. Comme les habitants de Pétionville, Canapé vert et Bourdon ont donné l'exemple.

Ce petit groupe d'assassins même portant des armes de guerre ne peut tenir tête à tout un peuple quand il est décidé à se battre.

Qu'on se le dise de bouche à oreille. Comptons sur nos propres forces.»

Workers' Fight (Grande-Bretagne)

LES LÉGISLATIVES ANTICIPÉES DE JUILLET 2024

Comme en France, il y a eu des élections législatives anticipées, le 4 juillet. Le scrutin ne devait avoir lieu qu'en janvier 2025. Mais le Premier ministre conservateur, Rishi Sunak, pensait qu'en avançant la date des élections, il pourrait réduire les pertes de son parti.

Il était évident que les travaillistes l'emporteraient, surtout en raison de l'état lamentable du Service national de santé (le NHS), mais aussi à cause du chaos qui régnait au sein du gouvernement depuis la chute de Boris Johnson. Ce dernier avait obtenu une majorité parlementaire record en 2019, grâce à sa promesse de «faire aboutir

le Brexit» (Get Brexit Done) alors que le processus pédalait dans la semoule bureaucratique depuis trois ans. On peut ajouter que ce n'est toujours pas complètement fait.

Après le départ de Johnson, les Tories (surnom des conservateurs) n'ont pas réussi à se requinquer malgré tous leurs efforts – y compris en adoptant des politiques franchement xénophobes et antiouvrières.

Dans la campagne de mai-juin 2024, le principal rival de Sunak était en fait le Reform Party (« parti de la réforme ») dirigé par Nigel Farage, et encore plus à droite, anti-européen et anti-immigrés que les Tories. Le 4 juillet, les candidats du Reform Party ont amputé le vote conservateur, au point que les Tories sont passés derrière

l'habituel « troisième parti », les libéraux-démocrates. Ces derniers ont remporté 72 sièges, contre seulement 11 en 2019. Quant au Reform Party, il a remporté 5 sièges, dont un pour son leader Farage. C'est la première fois que l'extrême droite a des sièges à Westminster.

Les travaillistes ont facilement remporté l'élection grâce au système de vote uninominal à un tour, avec 34 % des voix. Mais cela ne représente que 20 % de l'électorat, dans un contexte de faible participation (59,8 %). Néanmoins, avec 402 sièges, les travaillistes disposent désormais d'une majorité historique à la Chambre des communes, contre 121 pour les conservateurs. Ils ont les coudées franches pour faire passer les lois qu'ils veulent... à condition que les capitalistes soient

d'accord, bien sûr ! Il s'agit de la pire défaite des conservateurs dans l'histoire de leur parti.

Les Tories ayant laissé les finances publiques dans un sale état, le Premier ministre travailliste Keir Starmer et sa ministre des Finances Rachel Reeves répètent ad nauseam qu'ils ont trouvé un trou noir de 22 milliards de livres sterling et qu'ils doivent maintenant le combler. Manière de dire aux électeurs que rien ne peut être réparé, ni dans l'économie, ni dans la société !

SERVICES PUBLICS ASPHYXIÉS PAR LES PROFITS

La classe ouvrière est censée attendre que la croissance économique reprenne avant d'espérer voir des améliorations, y compris dans le Service national de santé, qui reste à terre et dysfonctionnel. Or la reprise économique est très improbable.

Les médias ont beaucoup glosé sur l'imposition des patrons par le gouvernement. Mais en fait l'impôt sur les bénéfiques et les hauts revenus n'a pas été augmenté. Seules les cotisations sociales des employeurs ont crû. Mais cela ne suffira pas à financer le sauvetage du NHS (le système de santé).

Parmi les mesures préconisées par Jeremy Corbyn, le leader précédent du Parti travailliste, au discours plus à gauche, une seule est restée à l'ordre du jour : la renationalisation des chemins de fer. Et une loi vient d'être adoptée en ce sens.

Même la presse bourgeoise admet que la privatisation des chemins de fer, commencée en 1994, s'est soldée par un échec spectaculaire. En fait, 40 % du service est déjà revenu dans les mains de l'État : quatre entreprises ferroviaires ont été reprises par un gouvernement conservateur ! Au cours de la pandémie, la plupart des opérateurs ferroviaires privés ont

reçu des délégations de service public. Et lorsque leurs contrats arriveront à échéance dans les deux prochaines années, ils retourneront l'un après l'autre aux mains de l'État.

Pour les cheminots, cependant, cela n'annonce pas la lumière au bout du tunnel. À l'exception des conducteurs de train, leurs conditions de travail resteront parmi les pires du secteur public. Il n'est pas surprenant qu'un si grand nombre d'entre eux soient encore extrêmement fâchés de la manière dont ils ont été vendus par leurs dirigeants syndicaux après leurs grèves de 2022-2023.

Les coûts étrangement élevés des grands travaux dans le domaine du transport sont imputables au caractère parasitaire de l'industrie du BTP en Grande-Bretagne et aux multiples acteurs privés qu'elle engraisse. Ainsi, la construction de la HS2 (ligne ferroviaire à grande vitesse vers le nord de l'Angleterre), pourtant si nécessaire, a été annulée. Et pour vous donner une idée du coût, la nouvelle ligne de métro Elizabeth a coûté, par kilomètre, deux fois et demie plus que des projets similaires en France.

UNE ÉCONOMIE ENLISÉE

Les chiffres du FMI concernant le PIB par habitant montrent qu'il n'y a pas eu de véritable reprise depuis 2008. Le prix de l'énergie a doublé au cours des dix dernières années.

Il y a une grave crise du logement et les loyers sont inabordable. La Grande-Bretagne compte à peu près la même population que la France, mais près de 20 % de logements en moins. Le gouvernement Starmer prétend que la construction de logements stimulera la croissance. Mais cette croissance se traduira d'abord par une augmentation des profits dans le BTP.

Cela dit, il ne faut pas oublier que, malgré le déclin économique de la plus ancienne puissance capitaliste du monde, la Grande-Bretagne reste l'une des plus importantes, la sixième en termes de PIB absolu, et qu'elle tire son épingle du jeu grâce à sa relation privilégiée avec les États-Unis – une relation qui devrait se poursuivre sous Trump, quoi qu'il arrive.

Bien sûr, la force de l'économie britannique est financière. L'industrie manufacturière représente un peu moins de 9 % du total des valeurs produites.

ATTAQUES ANTILOUVRIÈRES

L'annonce par Ford, le mois dernier, de 800 suppressions d'emplois qui s'ajoutent aux 1 300 suppressions de l'année dernière, a donc été un coup dur pour la classe ouvrière. Car les emplois à peu près décents et rémunérés à cette hauteur sont déjà trop peu nombreux. Juste après, Stellantis a annoncé la fermeture de son usine de fourgonnettes de Luton. Même si les emplois sont transférés à Ellesmere Port près de Liverpool, jusqu'à 1 000 emplois seront supprimés. Le pire, c'est que chez Ford, les ouvriers des usines de Halewood et de Dagenham étaient en pleine négociation salariale lorsque les suppressions d'emplois ont été annoncées, et même les salariés en col blanc étaient en grève !

Ford a toutefois expressément indiqué aux cols bleus que leurs emplois étaient « sûrs » (à voir !) et que les suppressions d'emplois affecteraient d'abord le centre de recherche et de conception, et le grand entrepôt de Daventry. Nous verrons ce que les cols blancs pensent de tout ça...

Sur le site de Dagenham, Ford pourrait d'ailleurs bientôt avoir affaire aux travailleurs sous-traitants de la logistique, qui se prononcent en ce mo-

ment sur la possibilité d'une grève. S'ils font grève, l'usine s'arrêtera.

Dans l'ensemble, pour la classe ouvrière, la situation sociale reste désastreuse. Vingt pour cent des ménages vivent dans la pauvreté, les services sociaux sont inexistant, les soins aux personnes âgées sont en crise et, comme nous l'avons déjà dit, le Service national de santé est incapable de faire face à la situation.

Les infirmières ont fait une grève « sauvage » à Saint-Thomas, un grand hôpital universitaire londonien, pour protester contre les heures de travail à rallonge. Mais le ministre de la Santé affirme sans rire à la population que les listes d'attente du NHS vont rapidement être raccourcies... parce que le personnel va travailler les week-ends et le soir !

On entend que le gouvernement travailliste est en difficulté après seulement quelques mois au pouvoir. Certes. Mais grâce à son immense majorité parlementaire, il ne risque rien sans une révolte de la classe ouvrière ! Cela n'empêche pas politiciens et médias de droite de tout orchestrer pour essayer de l'affaiblir. Ainsi, une pétition en ligne appelant à de nouvelles élections législatives en raison des taxes annoncées dans le budget a été lancée par un propriétaire de pub et des militants conservateurs. En quelques jours, elle a recueilli le nombre record de 2,5 millions de signa-

tures. Elon Musk lui-même l'a bénite !

Ces hausses d'impôts, maladroïtement introduites par les travaillistes et accompagnées d'une réduction des allocations de chauffage pour les retraités, est politiquement idiote, elles ont entraîné une réaction des patrons et des cris de trahison. Mais en réalité, si la ministre des Finances, Rachel Reeves, a tenu sa promesse de ne pas taxer directement les travailleurs, ces derniers finiront par payer – comme toujours.

Tout cela signifie que la situation de la classe ouvrière ne peut pas s'améliorer – à moins qu'elle ne se batte et que ces combats n'intègrent les leçons de la dernière vague de grèves, des grèves sans coordination qui ont finalement arraché peu d'avancées.

Qu'en est-il de la gauche et de l'extrême gauche ? Le 4 juillet, cinq anciens députés de la gauche travailliste, candidats cette fois-ci en tant qu'indépendants sur une liste propalestinienne, ont été élus aux Communes, dont Jeremy Corbyn. L'extrême gauche, par exemple le Socialist Workers' Party, a demandé à ses partisans de voter pour ces indépendants et, là où aucun indépendant ne se présentait, de voter pour « virer les Tories ». En d'autres termes, au nom d'un « anti-torysme » usé jusqu'à la corde, de voter travailliste sans illusions, encore une fois... Comme vous dites en français : « Plus ça change... »

LES ÉMEUTES D'EXTRÊME DROITE

On a beaucoup parlé des émeutes anti-migrants de cet été, au cours desquelles des tentatives ont été faites d'incendier des hôtels où séjournaient des réfugiés. C'est grave. Ces émeutes ont été sciemment orchestrées par des figures de proue de l'extrême droite comme Tommy Robinson, dont l'objectif était de reconstituer sa bande de voyous, qui avait récemment disparu de la scène... On peut même dire qu'il s'agissait pour lui de ne pas laisser les voyous d'extrême droite du parti conservateur, comme Suella Braverman et Priti Patel (l'architecte du « plan de déportation des réfugiés au Rwanda »), empiéter sur son territoire !

Dans les quartiers populaires où les émeutes ont eu lieu, on a vu les gens se rassembler pour protester contre l'extrême droite et nettoyer les débris. Ils ont été nombreux à exprimer l'opinion que les immigrés sont depuis longtemps et demeurent une partie intégrante et nécessaire de la société britannique.

Bien des travailleurs se sont abstenus lors des élections et ne se font pas d'illusions quant à une possible amélioration des choses sous Starmer. C'est particulièrement vrai à Royal Mail, entreprise de distribution du courrier aujourd'hui privatisée, où les emplois disparaissent à vitesse grand V.

Lutte ouvrière / Arbeidersstrijd (Belgique)

APRÈS LES ÉLECTIONS DE JUIN 2024

En Belgique, on a voté en juin dernier. Et six mois plus tard, il n'y a pas encore de gouvernement national. Comme d'habitude, dira-t-on. Et justement !

Même s'il y a quelques inquiétudes par rapport à la réac-

tion des marchés financiers, en fait, pour les éditorialistes de la presse bourgeoise belge, ce n'est pas si grave que ça.

En fait, on peut dire que des crises de la démocratie bourgeoise, en Belgique, c'est depuis des années une façon de fonctionner.

En 2008, les banques avaient été sauvées à coups de milliards

par un gouvernement en affaires courantes. Le Covid a été géré tout aussi mal qu'ailleurs par un gouvernement bidouillé pour l'occasion. Et chaque fois, quand les politiciens, empêtrés dans leur théâtre d'ombres, ont tardé à se montrer responsables aux yeux de la bourgeoisie, un petit coup de pression des marchés financiers suffisait pour

faire disparaître les problèmes qui paraissent insolubles.

Les électeurs sont dégoûtés depuis longtemps du spectacle. Lors des élections communales, l'obligation de vote a été levée en Flandre, et 40 % des électeurs ne se sont pas déplacés. Mais comme il y a toujours l'obligation de vote pour les autres élections, ce sont les partis qui n'ont pas encore été au gouvernement qui ont pris de l'importance ces dernières années : le PTB (ex-maoïste) en Wallonie, le Vlaams Belang (extrême droite) en Flandre. Le résultat ? Aujourd'hui, c'est Bart de Wever, la figure de proue des nationalistes flamands, qui est nommé formateur du gouvernement et donc censé mettre tout ce monde d'accord.

Les présidents des cinq partis à table, deux francophones et trois Flamands, se disent confiants d'avoir un gouvernement pour Noël. Mais pour Noël ou pour plus tard, ce ne sera pas un cadeau, car sur le menu de ce futur gouvernement il y a, entre autres, la limitation des allocations de chômage à deux ans, des baisses de salaire, des économies drastiques sur toute la fonction publique, des attaques majeures sur les droits syndicaux et les pensions... et j'en passe. Car oui, ils sont tous bien d'accord de faire payer la population au nord comme au sud du pays. Et s'il n'y a pas encore de gouvernement fédéral, le gouvernement wallon, lui, est en place et a déjà commencé son offensive. Entre autres avec une diminution du budget du logement social de 25 %, ou encore la suppression du statut de fonctionnaire dans toute la fonction publique, dont les enseignants.

En octobre, il y a aussi eu les élections communales. En Wallonie, les budgets des anciennes villes industrielles sont sous tutelle, et les banques ont annoncé qu'elles leur refusent désormais le crédit. C'est dans ce contexte que le parti ex-maoïste

PTB monte dans les coalitions communales avec le PS et les écologistes dans trois grandes communes de plusieurs dizaines de milliers d'habitants à Bruxelles et en Wallonie. Comme dit la responsable locale du PTB à Mons : « *Nous voulons montrer que le PTB est capable de prendre ses responsabilités.* » Et le président du PTB d'ajouter : « *Nous montrons que le vote PTB est un vote utile.* » Mais utile à quoi ? Dans les faits, cela ne pourra être rien d'autre que gérer l'austérité au niveau communal. Du côté flamand, c'est le parti d'extrême droite Vlaams Belang qui monte dans quelques majorités communales, mais plutôt dans des petites communes. N'empêche, c'est une première. Le Vlaams Belang est aujourd'hui le deuxième parti en Flandre avec plus de 22 % des voix. Et comme en France, on peut se demander combien de temps encore la bourgeoisie fera le choix d'exclure l'extrême droite des majorités gouvernementales.

Pour notre part, nous étions présents dans les élections fédérales dans le Hainaut pour la troisième fois, et à Bruxelles pour la première fois. Puis dans les élections communales, à La Louvière et à Mons. Aux élections fédérales, 6 500 personnes ont voté pour nous.

FERMETURE D'USINE ET INITIATIVES OUVRIÈRES

À peine les élections finies, Audi annonçait le déclenchement du processus de fermeture de l'usine de Bruxelles. Audi, avec 3 000 travailleurs et près de 1 000 travailleurs sous-traitants sur le site, est l'avant-dernière grande entreprise de l'automobile en Belgique, située en pleine capitale.

Le fait le plus marquant de ces cinq derniers mois, c'est le faible niveau de combativité. Encore renforcé par la politique des directions syndicales qui ne misaient que sur la négociation. En guise de mobilisation, il y a eu une seule manifestation – avant les élections – pour réclamer... un plan industriel européen. Mais malgré tout, il y a eu des initiatives. Des ouvriers et des délégués de la sous-traitance campent depuis fin août devant l'usine. Les syndicats d'une firme sous-traitante organisent une grève depuis bientôt six semaines, empêchant la production chez Audi. Et depuis la réouverture de l'usine après les congés, la direction n'a à aucun moment réussi à faire la production voulue.

D'abord, les travailleurs ont refusé de prendre le travail et



Devant l'usine Audi de Bruxelles, en septembre 2024.

ont été lockoutés. Ensuite, pour éviter que cela ne se reproduise, les ouvriers ne se déclaraient pas en grève, mais faisaient en sorte de ne pas produire plus de deux ou trois voitures à l'heure. Dans certaines sections, ils se mettaient en arrêt maladie à tour de rôle. Le besoin de s'organiser plus largement pour décider et organiser cela s'est fait sentir, certains proposaient d'organiser une assemblée. Cela a tout de suite provoqué une réaction chez la direction... et aus-

si chez les directions syndicales qui ont directement cherché à décourager cette initiative. Ils y sont arrivés sans trop de difficulté, du fait du manque d'expérience des travailleurs.

En fait, il y a des travailleurs qui ont tenté des choses, comme ils ont pu, les plus déterminés venant du milieu immigré. Avec tous les travailleurs qu'on a rencontrés et quelles que soient les idées qu'ils avaient en tête, nous avons pu discuter de la

force des travailleurs, des luttes nécessaires et de la perspective communiste révolutionnaire. En fait, nous étions les seuls à discuter réellement avec les travailleurs, les aidant à réfléchir à leurs intérêts communs et aux perspectives. La fermeture d'une grande usine sans véritable mobilisation pèsera encore plus dans le sens de la démoralisation. Mais notre confiance dans les capacités de la classe ouvrière n'a fait que se renforcer.

Lutte ouvrière (La Réunion)

Cette année, la filiale locale de la Banque de France signale que la situation des entreprises se dégrade à nouveau à La Réunion. Entre juin 2023 et juin 2024, le nombre de défaillances a bondi de plus de 51 %, affectant l'ensemble des secteurs, de la construction aux services aux ménages. Plus de 1 000 entreprises ont été placées en liquidation ou en redressement judiciaire en juin 2024 contre 673 un an avant. En donnant cette information, le JIR, journal de droite, affichait sa compassion en titrant : « Les patrons ont le moral dans les chaussettes ». Que dire alors des 153 000 demandeurs d'emploi, des 700 intérimaires remerciés, sans parler des milliers de travailleuses d'ailleurs, en emploi précaire, qui voient avec angoisse les échéances des fins du mois se rapprocher toujours plus des débuts du mois ?

C'est dans ce contexte que l'ex-Premier ministre Barnier a annoncé son intention de raboter un peu les exonérations de charges patronales, ce qui a provoqué des indignations bien orchestrées venues de partout. Bien sûr, d'abord du côté des patrons. Lors d'une réunion du Medef Réunion, fin octobre, un responsable national donnait le ton : « J'invite nos syndicalistes à être lucides. Si nous nous prenons un coup de rabot, les fu-

tures NAO ne seront pas exceptionnelles. Elles seront proches de zéro ! » C'est censé faire peur mais les travailleurs de La Réunion subissent déjà depuis des années un quasi-blocage de tous les salaires supérieurs au smic alors que les prix, eux, ont explosé ! À gauche aussi, députés et conseil régional sont montés au créneau au point que deux députés de gauche ont déposé la même demande d'annulation de ce projet que les représentants du Medef.

Tout cela n'est pas nouveau. De fait, la gauche et la droite réunionnaises se sont entendues à de multiples reprises pour revendiquer de substantiels avantages pour les patrons. Huguette Bello, présidente du conseil régional, récemment proposée en juillet par le PCF et La France insoumise (LFI) au poste de Premier ministre, comme vous vous en souvenez peut-être, brandit sans arrêt le drapeau du « patriotisme économique réunionnais ». Pour mieux justifier les cadeaux faits aux entreprises réunionnaises, elle dénonce l'ingérence des capitaux étrangers dans la grande distribution, le bâtiment, l'eau. Les capitaux bien français mais extérieurs au département n'échappent pas à sa foudre nationaliste car leurs bénéfices repartent à l'extérieur de l'île, tel Tereos qui a repris le sucre local ou le groupe antillais Hayot, repreneur des

enseignes locales.

Le petit conglomérat de gauche, fait d'ex-PCR, de LFI, de PS, etc., avance un autre prétexte pour défendre les patrons *péi* (locaux) : c'est qu'ils seraient injustement concurrencés par les capitalistes des pays voisins profitant de salaires beaucoup plus bas. Pourtant il n'est un secret pour personne que les patrons réunionnais ne se privent pas d'exploiter eux-mêmes des travailleurs à Maurice, à Madagascar ou aux Comores et profitent bien de ces bas salaires !

MAYOTTE ET LA RÉUNION

Quelques mots sur les répercussions de la situation de Mayotte sur La Réunion. La population réunionnaise elle-même d'ascendance comorienne, mahoraise, malgache, chinoise, indienne, métropolitaine, etc., n'est pas exempte de préjugés ! La peur d'un glissement vers plus de pauvreté alimente des préjugés racistes visant essentiellement les populations les plus démunies. Ainsi, les Mahorais sont-ils accusés d'occuper prioritairement les logements qui manquent cruellement aux Réunionnais, de vivre des aides, des allocations de l'État et de semer le désordre dans les quartiers.

Lors des bagarres et dépré-



Les travailleurs de SPL Estival (transports) en grève (novembre 2023).

dations provoquées par des bandes de jeunes dans un certain nombre de quartiers populaires habités notamment par des Mahorais et des Comoriens, Fayard à Saint-André ou Bras Fusil à Saint-Benoît, bien des responsables politiques ont tôt fait de tirer un trait d'égalité entre Mahorais et délinquants. Le député du NFP Ratenon a ainsi demandé au préfet « *l'expulsion chez eux des délinquants appartenant à une certaine communauté* ».

Majicavo, la prison de Mayotte, étant sursaturée, des transferts vers La Réunion ont été jugés inacceptables en particulier par le maire macroniste de Saint-Benoît qui déclarait le 15 octobre dernier : « *Inacceptable... alors même que nous connaissons un taux de surpopulation carcérale sans précédent à La Réunion et un manque d'effectifs de surveillants pénitentiaires ! La Réunion ne peut assumer seule le principe de solidarité nationale. Les difficultés que rencontre Mayotte affectent fortement notre cohésion sociale.* » Politiciens de droite et de gauche, avec des mots plus ou moins équivoques, prétendent défendre La Réunion contre la pauvreté, le chômage, le mal logement, la délinquance... sans s'attaquer à la mainmise des capitalistes sur les richesses et

l'appareil d'État. Donc en désignant des boucs émissaires !

Nous menons la lutte contre ces préjugés partout où nous le pouvons, dans nos milieux et dans le syndicat.

Il n'y a pas eu de mobilisation sur la vie chère. Il y avait de la sympathie quand on parlait des Antilles, « ils ont raison » mais ça n'allait pas plus loin. Dans certains secteurs, des mouvements ont lieu sur les salaires ou les primes mais le plus souvent les luttes se mènent dos au mur contre les licenciements ou les baisses de salaires.

ÉLECTIONS

La période des élections a été marquée par la montée des idées de l'extrême droite. Pour les européennes, en visite à La Réunion et à Mayotte, Marine Le Pen a surfé sur la peur de la « submersion comoro/mahoraise », à Mayotte sur la « submersion comoro/Afrique de l'Est et des Grands Lacs » comme en métropole sur la « submersion maghrébo-africaine ». Elle a mis en cause les évacuations sanitaires de Mayotte vers La Réunion qui creuseraient le déficit du CHU, en visant au passage les immigrés comoriens. Alors que ce déficit provient de la baisse

de financement de l'État et de la politique de financement à l'acte ainsi que de l'insuffisance du coefficient géographique destiné à compenser les surcoûts ultramarins supportés par les établissements de santé réunionnais par rapport à l'Hexagone. Elle a désigné l'octroi de mer comme cause principale du coût de la vie dans l'île en faisant ainsi l'impasse sur les marges éhontées que s'octroient les patrons réunionnais et les groupes capitalistes français sur chaque marchandise et le racket qu'ils imposent toujours plus à la population.

Pour les législatives anticipées, nous avons pu nous présenter dans les sept circonscriptions de La Réunion et, pour la première fois, dans une sur les deux de Mayotte, celle de Mamoudzou. Par rapport à 2022, nous avons doublé nos voix à La Réunion. À Mayotte, notre candidat était le seul à dénoncer les discours xénophobes contre les migrants comoriens, nous y avons recueilli 684 voix soit 3,99 %. L'ambiance de montée de l'extrême droite était sensible dans les discussions, sur les marchés, sur le thème « on ne les a pas essayés ». Pour la première fois le RN obtient deux députés en Outre-mer : un à La Réunion, une à Mayotte

Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)

INSTABILITÉ POLITIQUE SUR FOND DE RÉCESSION ÉCONOMIQUE

Le 6 novembre, le gouvernement allemand a volé en éclats. Nous aurons donc, en Allemagne aussi, des élections anticipées. De crise en crise, la coalition gouvernementale entre sociaux-démocrates, Verts et libéraux a péniblement réussi à survivre trois ans. À comparer avec les 40 ans auparavant, où il n'y a eu que trois chanceliers : Kohl, Schröder et Merkel. L'instabilité politique est avant tout liée à la série de crises depuis 2020 et à la récession économique qui s'ensuit. Elles ont beaucoup accéléré la déception envers les partis au pouvoir, dont les scores électoraux ont chuté, jusqu'à 0,8 % pour le parti libéral (dans une élection régionale récente). Dans la tentative de sauver leurs scores électoraux, les trois partis au pouvoir ont passé leur temps à se tirer dans les pattes. Pendant deux ans, ils ont – eux aussi – expérimenté « la participation gouvernementale sans soutien ». Les disputes autour du budget de 2025 ont finalement fait exploser leur coalition.

Après l'éclatement du gouvernement, ex-gouvernement et opposition ont cependant été assez « responsables » pour voter ensemble une loi selon laquelle un hôpital sur quatre va fermer d'ici dix ans. Alors que le monde politique est préoccupé par les élections anticipées, une série d'attaques s'abat sur les travailleurs dans les entreprises. Encore ce printemps, pour les travailleurs, la crise était surtout celle du pouvoir d'achat. Dans bien des branches il y eut des débrayages massifs pour des augmentations de salaire conséquentes, même dans des secteurs où il n'y avait jamais grève, comme chez les secrétaires médicales. Mais depuis quelques

mois, on assiste à une véritable série d'annonces de fermetures de sites, de licenciements et d'attaques sur les salaires. Les grandes entreprises ont annoncé plus de 125 000 suppressions d'emplois, auxquelles s'ajoutent toutes celles des PME. Et on peut craindre que ce ne soit que le début. Le patronat estime que le tassement du marché international risque de persister et que la concurrence, notamment avec les trusts des États-Unis et de la Chine, va continuer en s'aggravant. Les trusts allemands sont particulièrement touchés par l'évolution du marché chinois. Pour n'en donner qu'un exemple, le constructeur Volkswagen a 39 usines en Chine. À titre de comparaison, les constructeurs français n'en ont quasiment aucune. Jusqu'en 2022, c'est Volkswagen qui vendait le plus de voitures en Chine, bien plus que les constructeurs chinois. Depuis, le constructeur chinois BYD est passé devant. Le patronat est résolu à faire payer tout cela aux travailleurs, pour maintenir ses profits qui continuent à être faramineux : 16 milliards de bénéfices pour Volkswagen, 14,5 milliards pour Daimler, 9 milliards pour Siemens etc. Alors si c'est bien la crise pour les travailleurs, cela ne l'est pas pour le patronat.

ATTAQUES PATRONALES ET COMPLICITÉ SYNDICALE

Parmi les attaques, celle qui a le plus marqué les esprits est la menace de Volkswagen de fermer jusqu'à trois sites de production en Allemagne, de supprimer des milliers d'emplois et d'imposer une baisse des salaires de 10 à 18 %. Cette annonce fin octobre a été un choc, déjà par l'ampleur, mais aussi parce que cela frappe une frange des travailleurs qui pouvaient se sentir protégés jusque-là. Les trois constructeurs allemands

n'ont jusqu'à présent jamais fermé d'usine en Allemagne. En conséquence, rien que pour la marque Volkswagen, il y a encore dix sites de production en Allemagne, dont sept qui comptent entre 7 000 et 17 000 travailleurs. À Wolfsburg, avec la partie développement et administration, ils sont même 60 000. En plus, Volkswagen était considéré comme le modèle de la fameuse « collaboration sociale » ou cogestion entre syndicats et patronat. En réalité, cette « collaboration » signifiait que le syndicat acceptait régulièrement des reculs pour les travailleurs, et en contrepartie, la direction s'engageait à ne pas fermer de sites et à ne pas faire de plans sociaux dans les cinq ou dix ans suivants. Ce qui ne les a évidemment pas empêchés de supprimer du personnel par d'autres moyens.

Mais maintenant, les patrons de Volkswagen, comme ceux de Thyssenkrupp, Bosch ou Ford ont fait le choix de brusquer ouvertement leurs « collaborateurs » syndicaux. C'est un message adressé à tous les travailleurs : « Préparez-vous aux sacrifices. Cette fois-ci personne n'y échappera. » Ce qui n'empêche pas les directions syndicales de continuer comme d'habitude. Dans un discours aux travailleurs de Volkswagen par exemple, la porte-parole d'IG Metall a préparé les travailleurs à un combat long et dur... à la table des négociations. Tout cela accompagné par des débrayages, dont le premier a été très massivement suivi, mais qui restent entièrement dans le cadre des débrayages ritualisés. Et avant même d'appeler au premier débrayage, l'IG Metall a offert au patron une réduction de salaire pour « sauver » les sites de production. C'est dire que l'IG Metall propage elle aussi l'idée que des sacrifices des travailleurs seraient objectivement nécessaires et inévitables. On

ne peut faire mieux pour décourager d'avance les travailleurs, dont beaucoup se sentent déjà impuissants après toutes les années de recul.

Il y a quelques semaines, c'étaient les négociations pour la convention collective de la métallurgie – un moment où des grèves sont autorisées dans toute la métallurgie. Mais l'IG Metall n'a même pas profité de cette occasion pour organiser ne serait-ce que des débrayages ou des manifs communes de toutes les entreprises concernées par les licenciements, comme Bosch, Continental, ZF, Volkswagen, Schaeffler et tant d'autres – où les travailleurs auraient pu échanger et voir qu'ils sont nombreux dans la même situation, dans le même combat.

Pour le peu qu'on puisse en juger, il y a au moins dans certaines usines concernées une minorité qui aurait envie de partir en grève pour de bon. Mais les lois restrictives du droit de grève et plus encore les habitudes et le poids des structures syndicales font que, pour le moment en tout cas, cette minorité ne s'imagine pas se battre sans appel du syndicat. Un appel que les directions syndicales n'ont visiblement pas envie de lancer... à moins qu'éventuellement le jusqu'au-boutisme du patronat ne finisse par les convaincre du contraire.

L'annonce brutale de licenciements et de fermetures de sites sert aussi au patronat de moyen de chantage pour obtenir encore plus de subventions et de nouvelles lois antiouvrières. Et là encore, il a le soutien actif des syndicats qui reprennent complètement la propagande patronale selon laquelle produire en Allemagne ne serait plus compétitif, car l'électricité coûterait trop cher, les impôts pour les entreprises seraient trop élevés, les lois pour l'environnement trop coûteuses, et donc que l'Allemagne risquerait de se désindustrialiser à cause

de cette « mauvaise » politique.

À force de répéter ces messages tous les jours depuis plus de deux ans, patronat, politiciens et syndicats ont réussi à persuader la majorité des classes populaires que la crise serait une crise exclusivement allemande et qu'ailleurs, par exemple en France, l'économie irait beaucoup mieux. Intégrant cette propagande, beaucoup de travailleurs nous disent, comme si c'était une évidence, que la raison des licenciements c'est que le gouvernement aurait imposé trop de contraintes au patronat.

LA GAUCHE DANS LA CAMPAGNE

Dans la même logique, « sauver l'industrie allemande » est le principal sujet dans l'actuelle campagne électorale. Les sociaux-démocrates, les Verts et Die Linke prônent comme solution miracle de s'endetter massivement pour arroser le patronat de nouvelles subventions. Ils passent évidemment sous silence que cet endettement se traduira inévitablement par de nouvelles coupes massives dans les services publics, alors que les mesures d'austérité ont déjà pris de l'ampleur cette année.

La droite et l'extrême droite mettent plutôt en avant l'idée d'abolir des mesures qu'ils prétendent trop contraignantes pour les patrons : ils veulent assouplir, voire abolir, les lois concernant l'émission de CO₂, le moteur thermique ou les horaires de travail, baisser « les charges » pour les patrons en rognant sur les retraites et en baissant l'équivalent du RSA, etc. Et il est fort probable que le prochain gouvernement fera tout à la fois. En tout cas, si les partis arrivent à former une coalition à peu près stable : une tâche de plus en plus compliquée avec les résultats croissants de l'extrême droite.

Si les sondages se confirment, le nouveau chancelier sera le candidat de la CDU, Friedrich Merz. C'est un ancien PDG de BlackRock en Allemagne, millionnaire et possesseur d'un jet privé, qui adore insulter les chômeurs qui seraient tous des feignants ou encore les réfugiés qui viendraient en Allemagne... « pour se faire faire les dents gratuitement ». Merz a une façon particulièrement crasse de chasser sur les terres de l'extrême droite. Mais de fait, tous les partis le font, et cela empire du fait que la crise et le cirque gouvernemental permanent ont renforcé davantage l'extrême droite.

Lors des récentes élections régionales en Allemagne de l'Est on a vu aussi le succès d'une nouvelle force politique issue du parti Die Linke (La Gauche) dont la porte-parole est Sahra Wagenknecht. Elle s'est créée après les défaites électorales de Die Linke, expliquant cyniquement que pour faire barrage à l'extrême droite, il faudrait arrêter de « nier les problèmes réels que poserait l'immigration ». Aussi cette nouvelle force politique « de gauche » revendique-t-elle encore plus de restrictions pour les immigrés. Mais son succès électoral – le nouveau parti a fait jusqu'à 16 % des voix en Allemagne de l'Est – vient surtout du fait qu'il s'est résolument prononcé contre les livraisons d'armes à l'Ukraine et le stationnement de missiles à longue portée, dirigés contre Moscou, en Allemagne. En Allemagne de l'Ouest cette position ne trouve pas tant d'écho, car le gouvernement y réussit toujours à faire peur avec la menace fantôme d'une invasion russe en Allemagne. En revanche, en Allemagne de l'Est c'est plutôt la politique incendiaire de l'OTAN qui fait peur.

La perspective défendue par ce nouveau parti pour obtenir la paix consiste à semer des illusions sur un possible retour « à

la diplomatie » et « à la politique de détente de Willy Brandt » qui permettrait une évolution paisible des relations entre l'Europe et la Russie. Dans le milieu d'extrême gauche, ce nouveau parti a créé pas mal d'illusions. Mais probablement pas pour longtemps, car il a tout de suite utilisé ses bons résultats électoraux pour aller à la mangeoire. Il a formé des gouvernements régionaux avec le SPD – et, en Thuringe, même avec la CDU,

alors que cette fédération régionale de la CDU est la plus réactionnaire de toute l'Allemagne. Ce nouveau parti réformiste ne tardera donc probablement pas à décevoir lui aussi ses électeurs – au profit de l'extrême droite. Alors, en guise de barrage à l'extrême droite, le parti de Wagenknecht contribue au contraire à la renforcer et à faire accepter des préjugés anti-immigrés même dans un milieu qui se considère comme

anticapitaliste et où ces préjugés n'existaient quasiment pas auparavant.

Les élections qui auront donc lieu au mois de février seront une occasion comme d'autres pour démontrer que ce n'est pas « l'Allemagne » qui est en crise, mais le capitalisme et pour défendre un programme de lutte, un programme internationaliste et révolutionnaire face aux attaques en cours.

L'Internazionale (Italie)

Le capitalisme italien partage avec les autres la crise et l'incertitude sur la possibilité d'une nouvelle période de dynamisme. Les prévisions de croissance du PIB, déjà modestes au début de l'année, ont encore été revues à la baisse et les centres d'analyse économique les plus accrédités parlent de + 0,7 % pour l'année qui s'achève.

FAIBLESSE DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

L'économie est « flottante », selon la Confindustria, grâce notamment aux bons résultats du tourisme et à la baisse des taux d'intérêt. La production industrielle est en baisse depuis vingt mois, et pas seulement à cause de la crise automobile. La propension à investir, par rapport au trimestre précédent, a baissé de 7,7 %. Il est parfois utile de se placer du point de vue de la bourgeoisie, pour compléter l'image qui se dégage des chiffres et des pourcentages. Il existe un secteur florissant de l'économie financière qui porte le nom anglais de private banking – banque privée. Différentes sociétés opèrent dans ce secteur particulier, qui s'occupe de la gestion de patrimoines familiaux d'au moins 500 000 euros, hors immobilier. Cette banque privée administre environ un tiers du patrimoine de ces fa-

milles de la classe moyenne. En novembre dernier, l'association regroupant les opérateurs du secteur a organisé une conférence intitulée Private banking for growth. L'objectif est d'orienter une plus grande part de cette immense richesse, pudiquement appelée « épargne », vers des investissements « productifs ».

Il s'agit essentiellement de convaincre la bourgeoisie d'allouer plus d'argent au système des entreprises, en convertissant les centaines de milliards déposés dans d'autres formes d'accumulation en capital-risque, principalement en actions. Selon les rapports de cette association, seulement 0,82 % des actifs sont actuellement destinés à des investissements productifs. Le président de l'association a expliqué que ce qui motive les décisions de la bourgeoisie en chair et en os, c'est avant tout la préservation de son niveau de vie dans le futur. C'est dire le degré de confiance des capitalistes et des rentiers dans leur système !

FERMETURES D'USINES ET RÉACTIONS OUVRIÈRES

En tout cas, pour la classe ouvrière, la crise se poursuit et les fermetures totales ou partielles de sites de production se multiplient. Au début de l'année, selon un rapport de la CGIL, 120 000 travailleurs risquaient de perdre leur emploi. Un an après, la si-

tuation ne s'est certainement pas améliorée.

La journée de grève générale appelée le 29 novembre par deux des plus grands syndicats, la CGIL et l'UIL, a de nouveau attiré l'attention des médias sur la situation des travailleurs. Le gouvernement s'en est pris aux organisateurs de la grève. On a surtout dit qu'il s'agissait d'une agitation politique, voire idéologique. Mais avec un pouvoir d'achat en baisse constante et une proportion de travailleurs pauvres en augmentation constante, il n'y a pas besoin d'idéologie pour expliquer les raisons de ce qui ressemble à une réponse générale de la classe ouvrière aux patrons. Je dis « ressemble » parce qu'il reste à voir si les bureaucrates syndicaux continueront dans cette voie.

Un refrain de la classe dirigeante, et certainement pas seulement lorsque la droite gouverne, est qu'en Italie « nous faisons trop la grève ». En réalité, nous faisons trop peu la grève, tout comme nous faisons trop peu la grève, depuis les années 1970, dans tous les pays impérialistes. Aujourd'hui, il semble qu'il y ait une certaine résurgence des luttes, bien qu'isolées et fragmentées à cause aussi de l'action démoralisante des grandes confédérations syndicales. Mais il est difficile de l'affirmer avec certitude, car les statistiques des grèves en Italie sont très pauvres. Cependant, cer-

taines données sont disponibles. Il existe par exemple une série historique compilée par l'ISTAT, un institut de statistiques, qui atteste d'une baisse de 80 % des grèves entre 1973 et 2009. Un autre chiffre, concernant les entreprises de plus de 250 employés, indique qu'entre 2005 et 2022, le nombre d'heures de grève pour 1 000 heures travaillées est passé de 30 à moins de 10.

Il y a une relation directe entre la diminution du nombre de grèves et la dégradation des conditions de travail. Peu de grèves signifie peu de luttes, peu de résistance aux exigences des employeurs, donc des salaires bas, un nombre très élevé d'accidents et de décès sur le lieu de travail, des retards constants dans le renouvellement des contrats, etc.

LA POLITIQUE DE MELONI

Quant à l'action du gouvernement, on peut dire qu'il joue à fond la carte de la « stabilité », c'est-à-dire le maintien des dépenses publiques dans les limites fixées par l'Union européenne, à l'instar de Mario Draghi. C'est pourquoi, d'une manière générale, Giorgia Meloni a gagné un certain respect en Europe. Elle a rassuré le monde de la finance sur la solidité de la dette publique qui, pour stratosphérique qu'elle soit, assure des rendements sûrs aux spéculateurs nationaux et étrangers. Toute la démagogie « populiste » déployée avant l'entrée de Meloni au gouvernement a été mise de côté sur le plan économique. Ce qui reste, c'est le côté policier et raciste. Avec des résultats parfois grotesques, comme dans le cas des centres d'expulsion de migrants qu'elle prétendait mettre en place en Albanie et que nous avons évoqués dans le dernier numéro de notre journal. D'autres fois, et c'est le cas avec le projet de loi dit de sécu-

rité, le gouvernement veut s'en prendre à la liberté de manifestation, aux piquets de grève, aux barrages routiers, etc.

L'autre pilier du gouvernement Meloni est l'atlantisme exacerbé qui fait de lui le premier de la classe en Europe en tant que fidèle marionnette des États-Unis. Toute la politique étrangère est orientée dans ce sens, du moins en ce qui concerne les zones de crise : l'Ukraine et le Moyen-Orient. Bien sûr, comme dans le reste de l'Europe, l'élection de Trump a déclenché un débat qui révèle les craintes et les espoirs de la bourgeoisie européenne. Mais les « Trumpiens » comme les « anti-Trumpiens » s'accordent finalement sur le fait que l'attitude de Trump à l'égard de l'Europe confirme la nécessité de se mobiliser, tous ensemble, pour protéger la compétitivité des marchandises européennes et construire un véritable appareil de défense à l'échelle du continent.

Ces objectifs étaient déjà indiqués par Draghi dans son rapport sur la compétitivité. Mais ils semblent pour l'instant du domaine des rêves. Il est curieux de voir comment, alors que tous les gouvernements de l'Union font profession d'euro-péanisme, ils lancent des cris d'alarme contre ceux qui chercheraient des solutions nationales, à travers des négociations bilatérales avec Washington, face à la menace des tarifs douaniers et face à la réduction du parapluie militaire américain. En réalité, tout l'édifice européen en ruine montre déjà des signes de fissuration.

MISE EN CONDITION BELLICISTE

En ce qui concerne les conflits en cours, l'Italie a été au premier rang des « amis » de l'Ukraine dès le début mais, comme l'a récemment répété le ministre des

Affaires étrangères Tajani, elle n'enverra pas de troupes parce qu'elle n'est « pas en guerre avec la Russie ». Jusqu'à présent, il s'agit d'un point essentiel des déclarations du gouvernement, qui le distingue, du moins dans le ton, des autres gouvernements européens. Peut-être l'intention est-elle de jouer une sorte de rôle pacificateur dans la période d'après-guerre, ce qui pourrait constituer un avantage dans les relations futures avec la Russie. En tout cas, il y a une harmonie avec la politique étrangère américaine de Biden et c'est être bien placé pour suivre celle de Trump. Sur le massacre du peuple palestinien, le gouvernement italien a jonglé entre les déclarations « humanitaires » habituelles et la solidarité avec Netanyahu, argumentée par le « droit de se défendre ». Même le mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre à l'encontre du chef du gouvernement israélien a suscité une grande froideur de la part des dirigeants italiens, poussée jusqu'à l'insulte et la dérision par le vice-ministre Salvini.

Une mise en condition nationaliste et militariste de la population est également en cours. Il y a les faits : la croissance des dépenses militaires, qui atteindront 32,2 milliards l'année prochaine, dont une grande partie ira aux deux « géants » industriels du secteur : Leonardo et Fincantieri. Et puis, il y a toute la propagande menée par quelques intellectuels « prestigieux », élaborée sur tous les tons, et qui tente également de pénétrer les écoles avec diverses initiatives. Cette tentative, il faut le dire, se heurte souvent à l'opposition des enseignants les plus organisés.

Une dernière chose concerne la désaffection croissante de la population, toutes classes sociales confondues, pour les élections. Les élections générales, considérées comme les plus importantes, ont connu un taux de participation de 73 %

en 2018, qui a chuté à 64 % en 2022. Lors des dernières élections, les régionales en Ombrie et en Émilie-Romagne, respectivement 52 % et 48 % des électeurs ont voté. La tendance est générale et nous allons vers

une situation où la « politique » intéresse la moitié, voire moins, des électeurs. Cette réalité du comportement social offre sans aucun doute des espaces pour la propagande révolutionnaire, mais elle révèle égale-

ment un repli sur l'individualisme, un rejet général de la politique qui mène aussi à un rejet de la politique communiste que nous défendons bien sûr autour du thème central de l'internationalisme.

Sınıf Mücadelesi (Turquie)

INFLATION GALOPANTE

Cette année en Turquie, l'effondrement de l'économie a continué de plus belle. On le constate d'abord avec l'inflation très rapide et la chute continue du cours de la monnaie, la livre turque. En 2002 quand le parti d'Erdogan, l'AKP, est arrivé au pouvoir il fallait 1,61 livre turque (LT) pour faire un dollar ; aujourd'hui il en faut presque 35. Un pain ordinaire valait 0,25 LT ; aujourd'hui il en coûte plus de 10. Il est vrai qu'il existe un salaire minimum légal, une sorte de smic turc, qui a été revalorisé en gros tous les ans. En 2002 il se montait à environ 200 millions de livres, mais c'étaient des anciennes livres. On devait alors compter en millions, raison pour laquelle on est passé en 2005 à la nouvelle livre, qui valait un million des anciennes livres. Donc on peut dire que ce smic était en 2002 équivalent à 200 de ces nouvelles livres. Il est aujourd'hui fixé à 17 002 LT, depuis janvier 2024, soit 84 fois plus. Le pouvoir d'achat a bien augmenté au début de l'ère Erdogan, mais maintenant il chute. Le smic n'a pas augmenté depuis janvier, alors qu'il aurait dû le faire en septembre. La pension d'un retraité est restée autour de 12 500 livres, soit de l'ordre de 330 euros. Et il faut rapporter cela à la situation d'aujourd'hui, alors que les prix se sont rapprochés de ceux des pays d'Europe.

D'après les statistiques de l'ENAG, une association d'économistes indépendants, l'inflation est de plus de 110 % par an même si officiellement elle ne serait que de 60 %. Un loyer

ordinaire à Istanbul tourne autour de 15 000 livres, soit 400 euros. Un kilo de viande coûtait 9 livres en 2002, et maintenant il coûte 600 livres, environ 16 euros, un prix inaccessible quand on ne gagne que l'équivalent de quelques centaines d'euros par mois. En janvier 2025 normalement il y aura une augmentation du smic et des retraites. Mais le mécontentement est là, et même s'ils sont augmentés de 40 ou 50 %, il restera très difficile de vivre avec de pareils revenus. C'est sans doute pour cela que le gouvernement d'Erdogan a amplifié la répression via des dizaines d'arrestations pour un oui ou pour un non ! Avec pour résultat que la Turquie est classée en 165^e position sur 180 pays concernant la liberté de la presse ; 115^e sur 180 pays concernant la corruption et 117^e sur 142 concernant la justice !

LA SITUATION POLITIQUE

Aux dernières élections municipales du 31 mars le gouvernement d'Erdogan a connu une défaite cinglante en perdant presque toutes les grandes villes du pays malgré toutes ses combines. L'AKP, le parti d'Erdogan, est devenu minoritaire tandis que le CHP, le parti kémaliste dit social-démocrate, se retrouve majoritaire à l'échelle du pays. Erdogan dans cette situation a essayé de former une nouvelle majorité avec le parti CHP. On a vu des images d'Erdogan et de sa bande avec des dirigeants du CHP s'affichant comme de bons copains. Mais l'associé actuel d'Erdogan, le parti d'extrême

droite MHP, a fait pression, de telle sorte qu'Erdogan a dû faire machine arrière.

Erdogan et son associé le MHP ont donc amorcé une nouvelle stratégie qui consiste à faire une alliance avec le DEM, un parti pro-kurde. Mais visiblement ça ne marche pas davantage, car il y a eu de nouvelles arrestations de maires de grandes villes kurdes sous des prétextes bidon et leur remplacement par des fonctionnaires des préfectures. Cela n'a fait que provoquer un mécontentement général avec des manifestations et des arrestations par dizaines chaque jour. À tout cela s'ajoute le mécontentement général dû aux salaires à la traîne.

DES RÉACTIONS DANS LA CLASSE OUVRIÈRE ?

La dégradation des conditions de travail, associée à une baisse énorme du pouvoir d'achat, commence à créer un fort mécontentement dans la classe ouvrière qui se manifeste de plus en plus par des grèves. À tel point que le grand syndicat réformiste Türk-İs s'est senti obligé d'organiser une grande manifestation nationale dans la capitale Ankara, début octobre. Il y aurait eu 150 000 manifestants. Le mécontentement social pourrait exploser à partir du mois de janvier, où il sera question d'une augmentation des salaires et des retraites qui est déjà jugée très insuffisante. Cela devient très probable et c'est pour cette raison que le régime d'Erdogan se montre de plus en plus répressif.

8 décembre 2024



Discussion sur les textes d'orientation

Comme toujours, de nombreux sujets ont été abordés et discutés dans les assemblées locales. Nous publions ici des extraits des discussions sur la crise politique en France, sur la guerre d'Israël contre le peuple palestinien, et sur les perspectives des révolutionnaires.

Sur la situation intérieure

REBONDISSEMENT DE LA CRISE GOUVERNEMENTALE : VERS UN NOUVEL ATTELAGE DE BRIC ET DE BROU

Le gouvernement Barnier est donc tombé et Macron se retrouve, comme l'été dernier, à chercher un mouton à cinq pattes, en espérant ne pas être entraîné, lui-même dans la chute de Barnier. On est donc, de nouveau, dans une crise gouvernementale. C'est nouveau et en même temps, ça ne l'est pas.

On le sait depuis la dissolution, tant que l'Assemblée reste divisée en trois blocs d'égale importance, il sera très difficile, aux uns comme aux autres, de trouver une majorité. Jusqu'en juillet prochain, date à laquelle il sera possible de dissoudre à nouveau l'Assemblée, le système restera, en grande partie, ingouvernable.

Barnier qui avait obtenu la clémence du RN, a apporté un semblant de stabilité pendant trois mois. Tout cela s'est fracassé sur le changement de cap de Le Pen qui a finalement décidé de le censurer. Qu'est-ce qui

a fait changer Le Pen de stratégie ? Des retours de sa base électorale qui voulait la chute du gouvernement et qui aurait pris la non-censure comme un reniement ? Le risque qu'elle devienne inéligible le 31 mars, l'a-t-elle convaincue d'arracher une présidentielle anticipée, en poussant Macron à la démission ? Bien malin qui peut le dire.

Bien malin aussi celui qui peut assurer que Macron ne démissionnera pas. Il l'a redit dans son allocution de jeudi soir. Mais le fait même qu'il se gargarise d'avoir reconstruit Notre-Dame et réussi les JO, ce pour quoi il n'est pas pour grand-chose, montre qu'il est complètement déconnecté. Où cela le mènera-t-il ? On n'en sait rien. La seule certitude, c'est que tous ces politiciens roulent pour le grand capital, en plus, bien sûr, de rouler pour eux-mêmes ! C'est donc reparti pour un tour, un tour de foire d'empoigne politicienne, de grenouillages et de retournements d'alliance. Et cela ne peut déboucher que sur un nouvel attelage de bric et de brou.

Et comme un camarade s'est étonné de la formule « *le NFP a*

tout d'un mort vivant » : la mort du NFP n'a pas été officiellement constatée, mais c'est tout comme. On a d'un côté LFI qui tient sa ligne et milite pour une présidentielle anticipée, dans la perspective de présenter Mélenchon une nouvelle fois, alors que le PS, le PCF et les écologistes sont prêts, comme ils disent, à chercher des compromis. Vous avez peut-être entendu ces derniers jours Roussel, du PCF, Tondelier, des écolos ou Faure, du PS : ces dirigeants du Nouveau Front populaire disaient, en juin, vouloir « tout changer ». Aujourd'hui, ils font des offres de service gouvernemental. Et quand les journalistes leur demandent s'ils seraient prêts à gouverner avec des macronistes, ils ne disent pas non. Roussel a même expliqué que dans les périodes de crise, le PCF avait toujours répondu présent et qu'il avait même participé au gouvernement de De Gaulle en 1945. En tout cas, les arcanes constitutionnels et les combines parlementaires offrent un tas de possibilités. On verra bien !

Sur le fond, ils n'ont pas besoin d'un programme commun, parce qu'ils raisonnent tous

dans le même sens, ils ont tous les mêmes lignes rouges : que la bourgeoisie conserve son pouvoir sur l'économie et qu'elle continue de s'en mettre plein les poches. À partir de cet accord tacite fondamental, ils peuvent s'entendre sur un tas de choses.

BRICOLER DANS L'URGENCE POUR RASSURER LES FINANCIERS

Ce sera du bricolage, du temporaire, du court terme, tout ce que vous voulez. Mais ce sera du bricolage pour gérer les affaires de la bourgeoisie. Leur grande préoccupation, commune, ce n'est pas de stopper la vague de licenciements et de fermetures d'entreprise. C'est de rassurer les marchés financiers.

Les partis qui ont voté la censure, le RN comme LFI, se sont démenés pour rassurer les milieux patronaux et ont montré patte blanche devant les financiers en assurant qu'ils ne laisseraient pas filer les déficits.

On l'a expliqué dans le texte, les 3 200 milliards de dettes mettent l'État français sous la pression des financiers et sous la menace d'une flambée des taux d'intérêt qui s'imposerait non seulement à l'État, mais aussi,

plus ou moins rapidement, aux entreprises et aux ménages, car le taux d'intérêt auquel l'État emprunte sert de référence aux autres taux d'intérêt.

Dans *Les Echos* du 3 décembre, avant le vote de la motion de censure, on lit : « *En cas de chute du gouvernement certains s'attendent à une réaction assez violente sur le marché obligataire. Tout nouveau dérapage budgétaire risque d'être immédiatement sanctionné par une envolée des taux. [...] La France se retrouve désormais dans le collimateur des bond vigilantes.* » Ces « justiciers obligataires » sont des investisseurs qui se font eux-mêmes justice en se jetant sur les pays qu'ils considèrent comme trop endettés, pour les forcer à assainir leurs finances publiques et continuer d'être des vaches à lait.

En 2022 au Royaume-Uni, ces « justiciers » autoproclamés ont poussé Liz Truss, la Première ministre aussi éphémère qu'ultralibérale, à la démission. Comble de l'ironie, elle a été balayée après avoir annoncé une bonne nouvelle pour la bourgeoisie : 45 milliards de livres de baisses d'impôts. Mais comme elle n'avait pas pris en compte l'impact sur les finances publiques et que cela allait faire flamber la dette britannique, les

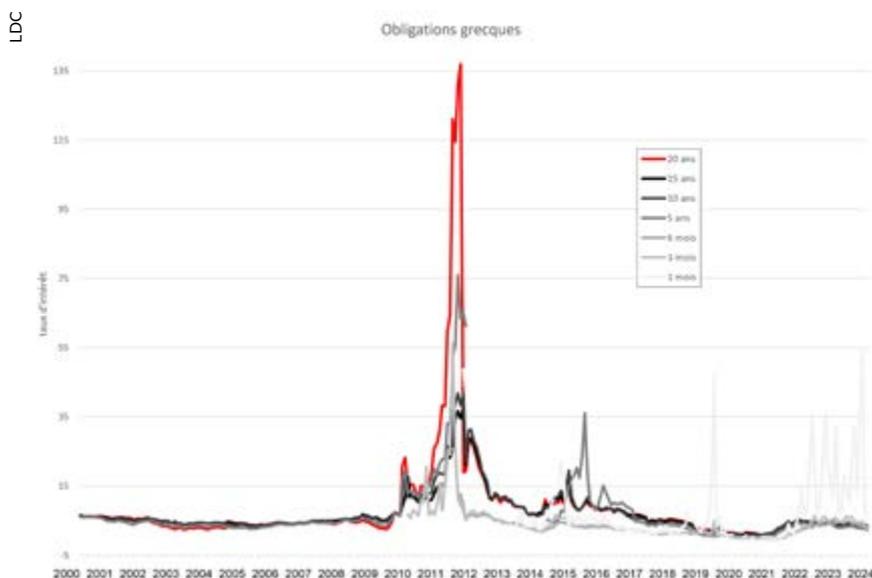
justiciers ont massivement vendu les obligations britanniques. Ils ont fait grimper les taux des emprunts de l'État, et la livre sterling a dévissé. Il paraît qu'un quotidien britannique mettait tous les jours à sa une la photo d'une laitue, en pariant que Truss démissionnerait avant que la laitue soit fanée, et ce journal a gagné.

Ces tout derniers jours, *Les Echos* se veulent rassurants sur les dangers d'une crise financière française pour un tas de raisons. Mais le journal pointe toutes les conséquences négatives de cette instabilité : « *Le CAC 40 est le plus mauvais élève des indices boursiers. Il recule de 4 % alors que ses voisins gagnent 10 % depuis le début de l'année. Les valeurs françaises décrochent depuis juin, c'est-à-dire la dissolution. Parce que [...] la Bourse de Paris a horreur de l'incertitude [...], les investisseurs s'interrogent sur le déficit et la charge fiscale à venir pour les entreprises [...] De plus, du côté des résultats, les perspectives sont moroses.* »

Autrement dit, si la menace d'un effondrement financier s'éloigne, « le poison financier » fait tout doucement son œuvre. Les financiers sont les véritables maîtres des horloges. C'est la crainte de leur spéculation, la crainte qu'ils provoquent un krach financier qui poussent aujourd'hui le personnel de la bourgeoisie à présenter un semblant de stabilité.

LA DÉMOCRATIE IMPÉRIALISTE, UNE DÉMOCRATIE QUI N'EN A PLUS QUE LE NOM

Tous les commentateurs dissertent sur la crise de la démocratie. Mais rien que parler de démocratie est une escroquerie. C'est avoir un siècle de retard comme on le dit dans le texte. Parce que c'est le grand patronat qui domine toute l'économie



Flambée des taux d'intérêt des obligations d'État grecques après la crise financière de 2008.

et ce faisant toute la société, ses politiciens, ses intellectuels, ses journalistes. Avec l'impérialisme et la naissance de mastodontes financiers et industriels aussi puissants que les États, la fraction la plus riche de la bourgeoisie a établi un accès direct au pouvoir, une relation quasi fusionnelle avec les plus hauts cercles du pouvoir.

Pour l'illustrer, nous renvoyons à un reportage de Radio France sur la famille Saadé, cinquième fortune française, et son groupe CMA CGM, numéro trois mondial du transport maritime employant 160 000 salariés dans 160 pays. Le groupe est devenu aussi un géant de la logistique terrestre et désormais des médias (BFM TV, RMC, *La Provence*, *La Tribune Dimanche*...).

Rodolphe Saadé est l'empereur de Marseille. Il y emploie 5 000 salariés, possède une tour qui domine la Méditerranée. Il sponsorise l'Olympique de Marseille, il a financé une partie des infrastructures pour la visite du pape en 2023, pour l'arrivée de la flamme olympique en mai, et multiplie les œuvres caritatives grâce à sa fondation.

La sœur de Rodolphe, Tanya Saadé, se charge de connecter la CMA CGM aux mondes socio-économiques et politiques locaux en organisant des dîners. Elle a par exemple détecté et fait monter Sabrina Agresti-Roubache qui est devenue secrétaire d'État à la Ville dans le gouvernement Attal.

Cette famille qui s'est enrichie au Liban était liée à Rafik Hariri, grand ami de Jacques Chirac. Les mauvaises langues disent que c'est ce qui a permis aux Saadé, tout petits affréteurs, de racheter la CGM lorsqu'elle a été privatisée en 1996 et de faire fortune.

La famille est aussi une intime de Jean-Yves Le Drian. Ministre de la Défense puis des Affaires étrangères entre 2012 et 2022, aujourd'hui représentant personnel de Macron pour le Liban.

Leur amitié date de 1991-1992, quand Le Drian était secrétaire d'État à la Mer de François Mitterrand. Il avait alors réformé le statut des dockers, contre la CGT. C'est le même Le Drian qui a rapproché Emmanuel Macron et Rodolphe Saadé.

De l'avis de beaucoup de politiciens, la CMA CGM est une entreprise stratégique pour l'État français. La compagnie travaillerait même, main dans la main, avec la DGSE. Comme elle est bien implantée dans différents ports, au Liban et en Syrie, elle sert d'yeux et d'oreilles au renseignement français.

Alors quoi de plus naturel que l'État assure la protection des navires de la CMA CGM en mer Rouge ? Ou qu'il lui crée une niche fiscale qui a coûté 9 milliards d'euros ?

Dans toutes ces affaires-là, il n'y a pas l'ombre de la démocratie. C'est la dictature du grand capital qui s'impose, même du point de vue des affaires de la bourgeoisie, car les décisions ne sont discutées et tranchées que dans un tout petit cercle d'initiés, ce qui ravale les élections, le Parlement et le gouvernement au rôle de théâtres d'ombres. Cela n'a plus rien à voir avec la période où, au 19^e siècle, les différentes fractions de la bourgeoisie britannique s'affrontaient au parlement pour savoir s'il fallait une politique protectionniste ou libre-échangiste.

Comme on le souligne dans le texte, cela ne signifie pas que nous n'ayons pas de droits démocratiques à défendre. Les libertés d'expression, de réunion, de manifestation sont précieuses pour les travailleurs qui veulent se battre. Il y a eu de grandes luttes pour les obtenir, et dans bien des pays, des femmes et des hommes se battent, souvent au péril de leur vie, pour les imposer.

Depuis quelques années ces droits reculent du fait de la remise en cause du droit de se rassembler, de manifester et,

parfois, de porter un simple drapeau. Ils reculent pour les travailleurs immigrés, avec ou sans papiers, avec la déchéance de la nationalité, les expulsions ultrarapides, avec une durée de séjour en centre de rétention toujours plus longue. La guerre au Moyen-Orient, le prétexte de la lutte contre l'antisémitisme et « l'apologie du terrorisme » ont été utilisés cette année pour interdire des manifestations, pour faire taire...

Si l'évolution autoritaire se poursuit, sous une pression politique toujours plus forte de l'extrême droite, la défense de ces libertés démocratiques redeviendra certainement, y compris pour nous, dans les pays riches, un combat à mener au nom des intérêts de la classe ouvrière.

LE PEN TOUJOURS DANS L'ANTICHAMBRE DU POUVOIR

Car derrière l'imbroglio politique, l'évolution réactionnaire de la société se poursuit et le RN et Le Pen restent en position de force. Ses rivaux de droite et les macronistes leur font un procès en irresponsabilité parce qu'ils ont voté la censure. Ils espèrent que ce vote leur fera perdre l'influence qu'ils ont gagnée dans les milieux patronaux de la droite traditionnelle. Mais pourquoi les dirigeants du RN seraient-ils tenus pour plus irresponsables que les autres ? Même Hollande, même Aurélien Rousseau, ex-ministre macroniste, ont voté la censure. Par ailleurs tout le monde souligne l'irresponsabilité générale de tous les députés, de tous les politiciens, à commencer par ceux qui ont gouverné, et par Macron !

Le Pen doit faire le grand écart entre un électorat populaire qui éprouve de la haine vis-à-vis de Macron et un milieu de droite conservatrice. D'où un certain nombre de contorsions.

Le Pen continue d'apparaître comme portant les intérêts des classes populaires en étant contre la hausse de l'électricité et pour la revalorisation de toutes les retraites... sans jamais faire payer quoi que ce soit au patronat. Dans l'instabilité générale et malgré son procès, elle fait figure de pôle de stabilité. Si ce n'est pas elle, ce sera Bardella se disent ses électeurs. Dans cette dernière séquence, elle est apparue comme la dirigeante politique la plus puissante. C'est à elle que Barnier a dû faire des concessions. C'est aussi elle qui a plié le match. Ses députés et ses porte-parole, plus nombreux, se déploient plus qu'avant et sont totalement intégrés au jeu politique. Ils ont même été plus conséquents et moins sectaires que la gauche en votant la motion de censure du NFP.

Le RN est la roue de secours du système politique bourgeois. Si crise il y a, c'est qu'il est encore mis à l'écart par tous ses rivaux. Le RN, qui avec ses alliés d'extrême droite a fait onze millions de voix aux législatives, est maintenu en dehors du pouvoir. La droite de Retailleau, qui défend les mêmes positions que le RN, a refusé de suivre Ciotti et a reconstitué son cordon sanitaire. Aux législatives, le « tout sauf le RN » a vu la renaissance du fameux front républicain, l'alliance entre la gauche et les macronistes, et a empêché Bardella d'atteindre les 289 députés donnant la majorité absolue. Cela alors même que le NFP n'avait aucune intention de gouverner avec les macronistes.

Cette impasse est donc intégralement créée par la rivalité que se mènent les partis de la bourgeoisie. Celle-ci finira-t-elle par taper du poing sur la table et pousser à une recomposition de la droite et du RN ? C'est une possibilité. La situation peut aussi se résoudre naturellement si les scores du RN continuent de monter et s'il finit par englober la droite comme c'est le cas

par exemple en Italie. Cela fera partie des enjeux des futures élections.

LE PLUS GRAND DANGER POUR LA BOURGEOISIE : DES RÉVOLTES SOCIALES

Sans déflagration financière et économique, la bourgeoisie peut bricoler et faire avec un gouvernement faible. Cela ne veut pas dire que l'État lui-même est un État faible. Une solution autoritaire est d'ailleurs toujours possible. On a vu comment, en Corée du Sud, le président pouvait en 24 heures se transformer en putschiste. On sait qu'il existe au sein de l'appareil d'État français des hommes capables de cela. En Corée, le président putschiste a été rapidement renié et isolé par tous les partis politiques, (y compris le sien) et il a été finalement lâché par l'armée. L'échec du putsch a été salué par la Bourse de Séoul : visiblement les milieux d'affaires ne souhaitent pas ce putsch. Et tant que la classe capitaliste ne se heurte pas au véritable danger d'une explosion sociale et qu'elle continue d'imposer sa politique, il n'y a pas de raison qu'elle prenne le risque politique de se mettre entre les mains d'hommes

qu'elle contrôle moins que son personnel politique.

Mais c'est tant qu'il n'y a pas de crise sociale profonde. Or, il faut se préparer à cela, car les révoltes sociales sont inscrites dans la situation. Plus de 65 000 faillites ont été enregistrées pour cette année, bien plus que l'année dernière. Il s'agit surtout de microentreprises. Cela équivaut, d'après les estimations d'un syndicat de petits patrons, à 1 500 suppressions d'emplois chaque semaine. Il faut y ajouter la crise dans le bâtiment, dans l'agriculture, dans la grande distribution, dans la chimie, dans la sidérurgie et, bien sûr, l'automobile.

Depuis un mois que le texte présenté au congrès a été rédigé, les annonces de plans de licenciements se sont précipitées et l'atmosphère, les discussions dans les entreprises ne sont déjà plus les mêmes. Le problème, c'est que le prolétariat n'attend pas trop longtemps pour réagir. Et qu'il ne soit pas doublé par d'autres catégories sociales, dont on sait qu'elles n'apporteront aucune solution à la société et qu'elles peuvent se retourner contre les travailleurs. Par exemple, les agriculteurs sont pris dans mille contradictions. Ils dénoncent le poids de l'État tout en lui de-



LEDL STEPHANE PILLAUD

Blocage de l'autoroute A 480 vers Grenoble par des agriculteurs (janvier 2024).

mandant toujours plus d'aides. Ils défendent le marché, la libre entreprise et la concurrence, mais ils veulent aussi des revenus garantis et des marchés encadrés que seule une économie planifiée pourrait assurer. Ils sont contre les accords de libre-échange et dénoncent l'importation de fruits et légumes, mais ils veulent eux-mêmes exporter. Leur dénonciation du Mercosur est l'expression parfaite de leur impuissance. Car renoncer au commerce international, c'est nier le capitalisme qui ne peut plus vivre dans les frontières nationales depuis plus d'un siècle. Alors même que dans leur grande majorité, ils font partie des plus fidèles défenseurs de la propriété privée et du capitalisme.

Il en va ainsi des nombreux artisans, commerçants ou travailleurs à leur compte qui ont un pied dans le monde du travail et un autre dans celui du patronat. Ils pourront peut-être faire preuve d'une organisation et d'une combativité supérieure à celle de la classe ouvrière, ils n'ont cependant aucune réelle solution pour résoudre leurs problèmes et n'offrent aucune issue face à la société capitaliste.

Seule la classe ouvrière peut le faire.

Dans certaines assemblées locales, des camarades se sont demandé si nous ne faisons pas preuve de trop d'optimisme en disant que les forces de la classe ouvrière sont intactes alors qu'elle est de plus en plus émietlée avec la disparition des grandes concentrations ouvrières, et qu'elle montre un recul de conscience et de combativité. Mais les forces de la classe ouvrière ne se mesurent pas tant en nombre de grèves que par son rôle dans l'économie. Par le fait que la bourgeoisie ne peut pas vivre sans les travailleurs. « *Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables* », comme le dit Marx.

Bien sûr, il y a des montées ouvrières et des reculs profonds. Un de ces reculs profonds fut la Première Guerre mondiale. Le prolétariat russe pouvait sembler au fond du trou, avec des millions de tués. Et pourtant, ses forces étaient tellement intactes qu'il s'est emparé du pouvoir en octobre 1917. Quand Trotsky écrit en 1938 le *Programme de*

transition, la classe ouvrière internationale est défaite, ses cadres les plus dévoués sont en camp de concentration en Allemagne, en URSS, ou assassinés par les sbires d'Hitler, de Staline ou de Franco. Et Trotsky proclame la 4^e Internationale. Nous citons les dernières lignes du *Programme de transition* :

« *Des sceptiques demandent : mais le moment est-il venu de créer une nouvelle Internationale ? Il est impossible, disent-ils de créer une Internationale "artificiellement" ; seuls, de grands événements peuvent la faire surgir, etc. Toutes ces objections démontrent seulement que des sceptiques ne sont pas bons à créer une nouvelle Internationale. En général, ils ne sont bons à rien. [...]* »

La 4^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'Histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la 4^e Internationale ! »

Sur la situation internationale

« Crise politique : consternant », titre à sa une *Le Parisien* du 6 décembre 2024. On pourrait trouver bien d'autres mots dans le dictionnaire des synonymes après la censure du gouvernement et le discours de Macron. Comme une nouvelle dissolution ne pourrait pas avoir lieu avant le 8 juillet 2025, il faut que Macron se débrouille avec le même Parlement...

L'hypothèse sur laquelle ils ont l'air de travailler n'est pas un accord gouvernemental, mais une promesse de non-agression, c'est-à-dire la promesse de ne pas censurer. Mais, bien au-delà de cette promesse – que les uns et les autres tiendront ou pas,

de toute façon, dans le contexte d'aujourd'hui – la situation en France est largement, voire totalement dépendante de la situation internationale : la crise économique et la montée guerrière.

Nous reviendrons sur l'insistance avec laquelle Poutine vient de rappeler tout récemment que la Russie est une puissance nucléaire et qu'en cas de besoin, il saura utiliser les moyens dont il dispose... En gros, c'était la réponse du berger à la bergère. Biden venait d'autoriser l'Ukraine à utiliser contre le territoire russe les fusées à longue portée que les États-Unis lui fournissent. Du bluff ? Possible... Mais ce n'est

évidemment pas une certitude.

D'un côté, les États-Unis et l'Union soviétique se sont fait face pendant les quarante-deux années de guerre froide, et cette longue période qui s'est terminée par la dislocation de l'Union soviétique a non seulement connu des guerres mais parmi elles de grandes guerres. La guerre de Corée a duré trois ans, ne s'est pas officiellement terminée par un traité de paix, et le pays est toujours divisé en deux, les derniers événements en Corée du Sud nous le rappellent. Puis il y a eu la guerre du Vietnam – la guerre américaine –, chacune a fait des millions de morts. Mais jamais les



Khrouchtchev et Kennedy, lors de la crise des missiles de Cuba (octobre 1962).

deux grandes puissances n'ont utilisé l'arme nucléaire. Alors, on peut se dire qu'il n'y a pas de raison que cette fois-ci le climat guerrier se termine par un Hiroshima ou un Nagasaki multiplié par dix ou par cent.

Mais ce raisonnement ne conduit pas à une certitude et, si l'avenir nucléaire de l'humanité dépend du face-à-face d'un Trump et d'un Poutine, c'est mal parti... Par ailleurs, la menace elle-même fait partie de la guerre. Pendant les quelque quarante ans de guerre froide, combien de grosses têtes ont, au fond, justifié « l'équilibre de la terreur » en laissant penser qu'il était justement le seul équilibre que l'humanité ait trouvé pour éviter la guerre. Ce n'est pas tout à fait une assurance pour que la paix règne enfin sur Terre.

Mais, de toute façon, autant dire que, même sous forme de pure menace, la réalité de cette menace est bien plus pesante que la comédie que les politiciens nous jouent au Palais-Bourbon.

*

Oui, le monde est un tout, et pas uniquement en raison de la mondialisation capitaliste. Mais même si, évidemment, le capitalisme puis l'impérialisme ont accéléré, voire rendu explosive

la mondialisation, celle-ci ne date ni d'hier ni d'avant-hier. Bien avant d'être capitaliste, elle a été simplement humaine. Elle est un des éléments essentiels de toute l'histoire de la société humaine et de son expansion depuis ses origines en Afrique à l'ensemble du monde.

Mais un des nombreux aspects des contradictions du capitalisme à l'époque impérialiste est que c'est justement à l'époque où l'humanité est la plus mélangée et où la planète est une seule et devrait être indivisible, qu'il n'y a jamais eu autant de frontières, autant de barbelés, pour découper l'humanité en entités étatiques. La constitution de ces entités nationales à la fin de l'époque féodale a été progressiste et riche de possibilités, mais elles sont devenues aujourd'hui un anachronisme complet. Surtout à une époque où les principaux problèmes, à commencer par celui de l'air qu'on respire, ne peuvent être résolus qu'à l'échelle de l'ensemble de l'humanité.

La succession des COP est une preuve tangible. On en est à la 29^e ! Et pendant que les journalistes glosent à longueur d'antenne sur le fait que la dernière en date des COP s'est tenue en Azerbaïdjan, qui est un pays à

la fois producteur de pétrole et dirigé par un dictateur, ce qui est le signe d'une humanité qui plonge de plus en plus dans la barbarie, c'est d'abord le chiffre 29 qui devrait choquer... Face aux problèmes écologiques qui menacent la survie même de l'humanité, c'est cette reprise pour la 29^e fois, sans que ce soit avec plus d'efficacité qu'à la première COP, qui est choquante. C'est le signe de l'incapacité totale, absolue, de la société capitaliste de permettre à l'humanité de faire face à ses problèmes vitaux.

Alors que les connaissances continuent à progresser et arrivent à un niveau jamais atteint, la propriété privée des moyens de production et le morcellement étatique bloquent le développement de la société humaine. La propriété privée des moyens de production et la concurrence permanente qui oppose les uns aux autres leurs détenteurs capitalistes se conjuguent avec la rivalité des États nationaux.

*

Depuis la parution des textes qui ont été discutés dans les différentes assemblées locales, les aspects principaux de la situation internationale, la crise de l'économie capitaliste et la multiplication des conflits armés se sont poursuivis et, par là même, aggravés.

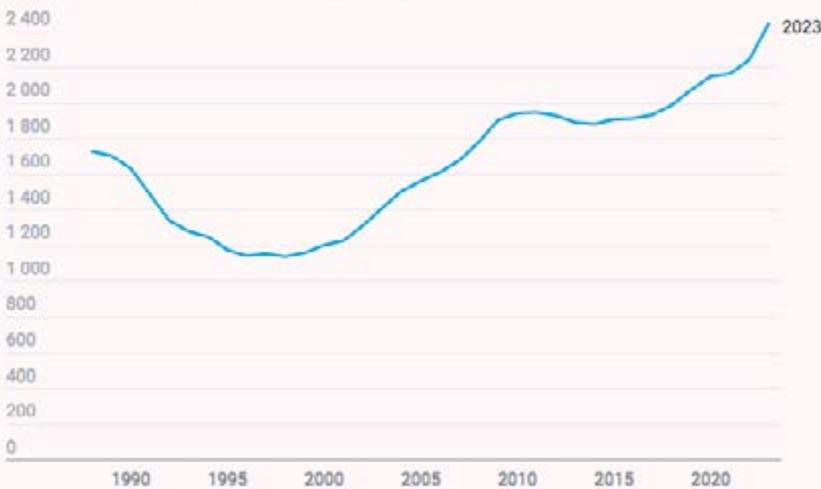
Le cliquetis des armes et les explosions des bombes se mélangent aux discours des dirigeants.

L'autorisation donnée à Zelensky d'utiliser des missiles américains de longue portée contre la Russie, côté Washington, comme la réplique de Moscou brandissant la menace nucléaire, ont fait franchir au climat guerrier une étape supplémentaire.

Le cheminement exact vers une généralisation de la guerre n'est pas prévisible. Nous le répétons depuis le début de

Les dépenses militaires ont augmenté de 6,8% en 2023

Les dépenses militaires mondiales en milliards de dollars



Graphique: L'Echo • Source: SIPRI

la guerre russo-ukrainienne. Cela tient surtout au fait que ce cheminement se définit par sa marche même. Comme l'eau qui dévale une pente rocheuse sans qu'on puisse deviner par quel parcours elle passe, mais dont l'aboutissement n'a rien de mystérieux. Et on peut dire que, si la guerre continue à se généraliser, elle finira en conflagration générale qui entraînera tous les pays du monde, plus encore que les deux guerres mondiales précédentes.

Et si, aujourd'hui, les deux pôles en opposition semblent se dessiner comme étant les deux grandes puissances que l'on sait, les États-Unis, avec leurs alliés, et la Russie, si la généralisation se poursuit, elle finira tôt ou tard par impliquer également la Chine.

SUR LE MOYEN-ORIENT

Dans plusieurs assemblées locales, une partie de la discussion a porté sur le Moyen-Orient. Pour ce qui est de la partie du texte *Crise et guerres au temps du capitalisme sénile* consacrée au « Moyen-Orient livré à la barbarie impérialiste », le passage qui a fait discuter est le suivant :

« Dans la guerre menée au peuple palestinien par l'État d'Israël et qui est en train de s'étendre, nous souhaitons la défaite militaire du second, car elle serait une défaite du camp impérialiste et son affaiblissement. Cette défaite est actuellement peu probable et ne dépend pas de nous. Mais ce qui dépend de nous est de lutter, là où nous sommes, contre la politique de notre propre gouvernement et de ceux des autres États impérialistes. C'est de dénoncer leur participation à l'oppression des peuples et leur complicité dans les massacres en cours. »

Le fait que nous avons dit et écrit, en ce mois d'octobre 2024, que nous sommes pour la défaite militaire de l'État d'Israël, a entraîné de nombreuses discussions. On ne l'avait pas écrit comme ça avant, alors pourquoi ? Il y a pourtant une raison évidente, c'est qu'après un an d'une répression féroce menée par l'armée israélienne à Gaza, le gouvernement israélien a commencé à étendre sa guerre, d'abord contre le Hezbollah au Liban et en fait contre toute la population libanaise, mais aussi en visant l'Iran. On peut donc légitimement se demander jusqu'où le gouvernement de Netanyahu veut aller dans

une opération militaire qui va au-delà de la répression des Palestiniens et de la Cisjordanie, déjà terrible, une opération qui prend une dimension régionale. Alors, il est nécessaire d'affirmer, ou plutôt de réaffirmer que dans une telle guerre nous sommes pour la défaite du camp impérialiste, et donc de l'État d'Israël. Et si cela surprend, c'est bien une preuve que le dire ou le répéter était nécessaire.

Ce n'est certes pas une position nouvelle. Dans toutes les guerres d'Israël, nous avons affirmé notre pleine solidarité avec le peuple palestinien et notre soutien à ses aspirations nationales contre la politique des dirigeants sionistes. Dès le lendemain du 7 octobre 2023, nous avons réaffirmé cette solidarité, ce qui veut dire que nous étions dans son camp, contre le colonialisme israélien appuyé par l'impérialisme, dont il est le bras armé. Et lorsqu'on combat un impérialisme qui est aussi un peu notre propre impérialisme, on est pour sa défaite, comme nous sommes pour la défaite de notre propre impérialisme, l'impérialisme français, dans les guerres qu'il mène, en particulier quand il mène ses guerres coloniales. L'ennemi principal est dans notre propre pays, c'est vrai en France et c'est vrai pour des militants révolutionnaires en Israël, qui ne devraient pas hésiter à dire qu'ils sont pour la défaite militaire de leur État et de ses guerres impérialistes. Des défaites militaires, peuvent naître les révolutions.

C'est une position qui n'a pas changé, qui vient d'une analyse qui n'a pas changé, l'analyse de ce qu'a représenté le sionisme et de la nature des crises entraînées par la politique impérialiste au Moyen-Orient. La seule question est de savoir comment nous exprimons cette position à tel ou tel moment, en fonction du déroulement des événements, pour nous faire comprendre au mieux. Car non

seulement nous affirmons cette solidarité élémentaire, mais nous voulons défendre une politique qui est profondément la nôtre, la politique communiste révolutionnaire qui devrait devenir celle du prolétariat. Le fait de nous affirmer dans le camp des peuples et des nations opprimés est indissociable du fait de défendre en même temps cette politique prolétarienne. L'un et l'autre sont liés et il n'y a pas de contradiction entre l'un et l'autre.

Il n'y a pas de contradiction pour nous, mais nous n'en sommes pas moins face à deux pressions contradictoires : d'une part, les pressions reflétées dans le déluge de commentaires venant de la presse et des médias, qui expriment le point de vue israélien de façon plus ou moins directe, allant jusqu'à traiter d'antisémites tous ceux qui le critiquent. Et d'autre part, nous avons aussi à répondre aux milieux propalestiniens ou pro-arabes, en particulier parmi les travailleurs immigrés ou d'origine immigrée, qui se sont sentis vengés par l'action du 7 octobre 2023, au point de ne pas accepter que l'on soit critique à l'égard du Hamas ou des nationalistes palestiniens en général.

On peut comprendre cette dernière réaction venant de ceux qui se sentent les victimes directes de la politique israélienne, mais quand cette pression vient d'organisations d'extrême gauche, c'est qu'elles ont trouvé-là l'occasion d'exercer leur opportunisme. Ainsi nous avons eu à répondre à Révolution permanente, qui, à notre avis, exprimait à l'égard du Hamas un suivisme plus ou moins explicite consistant à parler de celui-ci comme de « la résistance palestinienne », qu'il fallait donc soutenir sans critique.

C'est pourquoi en même temps que nous condamnions encore une fois la politique israélienne nous avons tenu à affirmer que nous ne sommes



Après un bombardement israélien dans les quartiers sud de Beyrouth, le 20 septembre 2024.

en rien solidaires des méthodes et de la politique du Hamas et des nationalistes palestiniens, ni en général des nationalistes bourgeois. En l'occurrence, si nous avons fait de la défaite de l'État d'Israël notre slogan au lendemain de l'affaire du 7 octobre, non seulement cela aurait été décalé par rapport à la réalité de la situation, mais cela aurait été nous confondre avec tout ce courant qui approuvait le Hamas pour cette attaque, en considérant que cette organisation islamiste a ainsi enfin remis le problème palestinien à l'ordre du jour, cette question que le gouvernement Netanyahu avait réussi à mettre sous le tapis, et donc que le Hamas avait bien défendu le peuple palestinien. Nous ne l'avons pas fait et au lendemain du 7 octobre notre banderole condamnait le Hamas en même temps que Netanyahu, en disant « *Prolétaires, unissons-nous* ». Il s'agissait d'être clairs sur ce point, au contraire d'une grande partie de l'extrême gauche pour qui, dans ce contexte, brandir comme slogan « Vive la Palestine » ou « Vive la résistance palestinienne » n'est qu'une façon honteuse de se ranger derrière les nationalistes et de renoncer à défendre un point de vue de classe.

En même temps, une politique qui dit « Prolétaires de tous les pays, unissons-nous » ne doit pas être suspendue en l'air. Elle doit s'insérer dans la réalité, sinon elle risque d'être perçue comme une façon de renvoyer tout le monde dos à dos en se réfugiant dans un avenir idéal et en se lavant les mains de ce qui est en train d'advenir. C'est pourquoi affirmer de qui nous nous sentons solidaires dans un conflit est aussi une nécessité.

Aujourd'hui nous rappelons cette position – pour la défaite de l'État d'Israël. C'est une position, pas nécessairement un slogan pour les manifestations. Les slogans peuvent changer en fonction des situations, ils servent à se faire comprendre et ils peuvent être plus ou moins réussis. Au-delà de ces slogans, qui peuvent changer, ce qui est fondamental pour nous est d'exprimer une politique communiste révolutionnaire. Il n'est pas toujours simple de nous faire comprendre, d'abord parce que pour beaucoup de gens ce n'est pas crédible. Mais l'affirmation de cette politique est une constante, alors que le choix d'un camp ou l'affirmation d'une solidarité dans des guerres où le prolétariat n'agit pas en tant que classe peut varier et dépendre de bien des facteurs.

À l'époque impérialiste, les camps peuvent suivre des combinaisons compliquées et changeantes, le Moyen-Orient en est un bel exemple. Ainsi nous sommes solidaires des aspirations nationales des Kurdes, mais jusqu'à quel point pouvons-nous l'être quand nous voyons que l'impérialisme les utilise contre des États qui cherchent à desserrer son emprise ? Ce n'est pas toujours simple. On peut dire aujourd'hui que dans une guerre d'Israël contre l'Iran nous serons dans le camp de l'Iran, car c'est évidemment le régime iranien qui est la cible de l'impérialisme, mais demain cela peut évoluer, l'Iran peut conclure d'autres alliances, etc. De même, aujourd'hui dans une guerre qui serait déclenchée par l'impérialisme américain contre la Chine nous serions dans le camp de la Chine, mais qui dit que la configuration actuelle des alliances sera la même demain, et que l'on ne verra pas par exemple la Chine se retourner et se trouver dans le même camp que l'impérialisme américain contre la Russie ?

Dans le cas de la Palestine, quand nous affirmons notre solidarité avec le peuple palestinien, notre soutien à ses aspirations nationales, nous l'affirmons en tant que tendance prolétarienne qui veut abattre l'impérialisme et qui pense que seule la lutte du prolétariat pourra mettre fin à ce système et ainsi déboucher sur la reconnaissance des droits des nations aujourd'hui opprimées. Nous disons aussi que la population israélienne ne pourra vivre en paix que si elle trouve la voie de la coexistence avec ses voisins, que cela implique de cesser de se faire le bras armé de l'impérialisme contre les peuples voisins. Même aujourd'hui la politique de Netanyahu crée des fissures en Israël, ne serait-ce que parce que des gens, dans la population ou parmi les soldats, commencent à en avoir assez de la guerre et à se demander

où on les mène. C'est par là que peut commencer une prise de conscience, comme c'est souvent le cas dans les guerres.

Alors pour nous, la population israélienne doit en finir avec l'État d'Israël en tant qu'appareil politique et militaire de sa bourgeoisie et de la bourgeoisie impérialiste. Que cet État finisse par subir une défaite militaire est souhaitable car cela l'affaiblira et il y aurait une chance que cela ébranle l'union nationale sur laquelle s'appuie un Netanyahu. Cela pourrait ouvrir les yeux de la population israélienne et peut-être ouvrir la voie à une révolution, naturellement à condition que les prolétaires israéliens sachent s'engouffrer dans la brèche, et qu'il y ait des révolutionnaires capables de proposer leur politique. Bien sûr, peut-être qu'il n'y en aura pas et que l'histoire prendra une autre voie, sans doute pire. Mais nous espérons qu'il y en aura, et si nous existons, c'est bien pour défendre la possibilité d'une telle politique et la possibilité qu'il y ait des révolutionnaires, en Israël et dans le monde arabe, qui aient envie de s'en emparer.

Dire que nous sommes pour la défaite de l'État d'Israël, ce n'est pas dire que nous sommes pour le départ de la population juive. Ce n'est pas non plus dire que nous sommes pour la victoire, par exemple, du Hamas ou de l'État iranien. Dire en France, lors d'une guerre franco-allemande, que l'ennemi principal était dans notre pays, ce n'était pas ignorer que la bourgeoisie allemande et son État étaient aussi des ennemis du prolétariat. Mais c'était dire qu'il fallait d'abord nous battre contre notre propre bourgeoisie pour lui arracher le pouvoir, quitte à avoir ensuite à affronter d'autres bourgeoisies. Mais alors, c'était avoir à les affronter en tant que classe ouvrière ayant conquis le pouvoir, qui aurait utilisé ses armes de classe

et se serait adressée aux classes ouvrières des autres pays pour s'en faire des alliées contre leurs propres bourgeoisies.

Ce raisonnement-là, on peut le tenir aussi au Moyen-Orient bien sûr. Le prolétariat israélien doit régler ses comptes avec sa bourgeoisie et le prolétariat palestinien aussi, et le prolétariat iranien aussi. La seule différence est que la bourgeoisie iranienne, par exemple, se sert de l'existence d'Israël pour justifier sa politique aux yeux des masses au nom de l'anti-impérialisme, comme le font bien des bourgeoisies des pays sous-développés, comme le fait la bourgeoisie algérienne par exemple en se servant d'une réalité que tout le monde connaît. Mais même au nom de l'anti-impérialisme, des révolutionnaires iraniens ne doivent pas accepter l'union nationale derrière leur bourgeoisie. Ils doivent dire qu'ils combattent l'impérialisme en tant que système d'oppression de la bourgeoisie mondiale, dont la bourgeoisie iranienne, ou algérienne, ou nationaliste palestinienne, sont des éléments même quand elles prétendent le combattre.

Alors, il ne faut pas, et il ne faudra pas, perdre notre boussole, même si c'est parfois difficile dans l'extrême imbrication de conflits que peut générer le système impérialiste. Quand nous disons que nous sommes dans un camp, ce n'est ni une contradiction ni une façon de nous éloigner d'une politique prolétarienne, c'est et cela doit être la même chose, ce sont deux aspects d'une même politique, que nous voulons continuer à défendre avec la même boussole communiste révolutionnaire.

La discussion du congrès a entraîné l'abstention d'un camarade concernant la partie du texte d'orientation consacrée au Moyen-Orient. La critique portait sur la phrase disant de la politique de Netanyahu qu'il s'agit « d'une véritable politique

d'épuration ethnique, menée depuis la création de l'État d'Israël, mais qui n'a jamais réussi à empêcher le peuple palestinien d'exister et de croître», en ajoutant que l'actuelle guerre « ne pourra pas non plus le faire disparaître ». Pour ce camarade, au contraire il faudrait envisager le pire et « Gaza ne serait pas le seul exemple de peuple contraint à déménager ou à disparaître » comme on l'a vu aux États-Unis où, après le massacre des Indiens, « il n'y a plus de problème indien ».

Il lui a été répondu que nos textes de congrès ne font pas des pronostics sur l'avenir. Ils veulent analyser la situation et, à partir des positions qui sont les nôtres, exprimer une politique qui puisse servir à ceux qui veulent lutter dans le camp des exploités. Si nous constatons bien que les dirigeants israéliens cherchent l'extermination des Palestiniens, en conclure qu'ils parviendront nécessairement à leurs fins serait abandonner tout espoir que cette politique soit mise en échec. Or défendre une politique révolutionnaire veut dire justement défendre la possibilité que la lutte des masses réussisse à inverser l'évolution actuelle, que ce soit maintenant ou plus tard et que ce soit au Moyen-Orient ou ailleurs. C'est bien dans cette perspective que le texte veut se placer.

LES TENSIONS INTERNATIONALES

Dans notre texte général sur la crise et les rivalités internationales, nous avons constaté une fois de plus que la guerre économique ne se déroule pas seulement entre l'Europe, dont la France, et la Russie, mais bien plus encore entre l'Union européenne et les États-Unis. Et que le changement de rapport des forces induit par la crise est entièrement en faveur de l'im-



Autant de drapeaux différents pour une prétendue Union européenne !

périalisme américain.

Au-delà des raisons précises pour lesquelles l'impérialisme américain s'est renforcé au détriment des impérialismes européens, il faut une fois de plus revenir au handicap principal de l'Europe par rapport aux États-Unis : son morcellement en États indépendants. L'Europe souffre depuis plus d'un siècle de ce morcellement. Elle a été totalement incapable de le surmonter, malgré sa prétention à y parvenir avec la prétendue construction européenne. Il a été tenté surmonter ce morcellement par la violence de la guerre, sous Hitler ; par les négociations, en dehors. Le dernier avatar d'une forme d'union européenne est celui qui a cours : l'UE.

Cette prétendue construction n'en est pas une, absolument pas. Les bourgeoisies d'Europe, qu'elles soient membres de l'Union européenne ou qu'elles souhaitent en faire partie, sont toujours aussi divisées entre bourgeoisies concurrentes et rivales.

Dans un article écrit par les camarades de notre tendance en 1949, publié dans le n° 2 de la *Lutte de classes* sous le titre « Qui

unifiera l'Europe ? », la réponse a été, à l'époque, et ce serait la même aujourd'hui : « *Personne, et en tout cas pas la bourgeoisie* ». Un sous-titre de l'article précise : « *L'unification occidentale ..., une jambe de bois* ». Le texte commentait ce qui était d'actualité à cette époque : « [...] dix nations participeront le 28 mars, à Londres, à une Conférence qui créera définitivement le Conseil de l'Europe. C'est là le premier résultat de l'action entreprise notamment par Churchill en Angleterre, Spaak en Belgique et Blum-Reynaud en France pour créer une "Union européenne" ». Et l'article d'expliquer : « *A son époque de maturité (1789-1871), le capitalisme avait créé, par une série de révolutions bourgeoises, l'État national. Indispensable à l'économie marchande, cet État représentait un progrès par rapport au morcellement qui l'avait précédé. Mais, par la suite, en raison de la croissance et de la concentration inouïes des moyens de production dans les pays industriellement avancés, le marché national, que le capitalisme s'était créé, est devenu trop étroit. Et les barrières douanières dressées par chaque pays pour se protéger de la concurrence*

«étrangère» finirent par enseigner l'économie dans autant de camisoles de force. La conquête des colonies a bien fourni, pendant des dizaines d'années (1871-1914), à certains d'entre eux, «premiers arrivés», un moyen efficace de s'en sortir en multipliant par dix et par vingt leur espace national. Mais ces pays, l'Angleterre et la France surtout, suscitèrent ainsi contre eux de la part des «tard venus», comme l'Allemagne, une lutte sans merci. Ce fut la première guerre impérialiste de 1914-1918 pour savoir qui des brigands anglo-français ou allemands aurait la première place dans l'oppression et l'exploitation des peuples.» L'article rappelle que l'unification de l'Europe morcelée est une nécessité à la fois économique et politique, dont l'absence a été une raison de la décadence de l'Europe par rapport aux États-Unis avant d'ajouter : « C'est pourquoi l'Internationale communiste, au temps de Lénine et de Trotsky (1919-1924), avertit inlassablement les travailleurs européens : Sans la RÉVOLUTION PROLÉTAIRIENNE, l'Europe succombera sous la barbarie. En effet, seuls les États-Unis socialistes d'Europe, en unifiant le vieux continent, pouvaient lui éviter le sort terrible que lui réservait le maintien de l'État national-capitaliste. »

Ce texte date de 75 ans. Les positions exposées sont toujours les nôtres. Même les prévisions qui y sont exprimées pourraient être reprises telles quelles à notre compte. Ce qui ne témoigne nullement de nos capacités de prévision, mais du retard de l'histoire ou, pour parler plus juste, de l'incapacité de la bourgeoisie à faire ce que le progrès de l'humanité exige !

L'article poursuit : « Pour comprendre la véritable signification des efforts actuels «d'unification», il faut ne pas perdre de vue que la victoire des «alliés», en 1945, n'a pas amélioré la situation de l'Europe. Tout comme celle de Hitler en 1940, elle l'a poussée encore

plus bas. Aux maux anciens s'en ajoute un, décisif : la coupure, par le rideau de fer, de l'Ouest européen industriel des contrées agricoles de l'Est. » Et d'ajouter : « En fait, les pays occidentaux ne peuvent subsister sur des bases capitalistes qu'avec le soutien financier, politique et militaire des États-Unis. »

L'allusion au rideau de fer qui était en train de s'installer entre l'Europe occidentale et le glacis de l'URSS, bien que ce ne soit plus d'actualité, mérite cependant qu'on s'y arrête.

Cette vérité, constatée déjà en 1949 par nos camarades de l'époque, n'a pas été démentie par la suite, malgré ce simulacre d'unité qu'est l'Union européenne, que l'on voit se décomposer sous nos yeux.

La conclusion de l'article est : « C'est pourquoi, en aucun cas, ces essais ne peuvent être, à l'Europe mutilée, d'un plus grand secours que ne l'est, à un vétérans estropié, une jambe de bois. »

Le passage rappelle que si, pendant les quelque 75 ans qui nous séparent de la date de la rédaction de cet article, les bourgeoisies européennes n'ont pas réussi à créer une Union européenne qui en soit une, la bureaucratie stalinienne n'a pas fait mieux dans le glacis qu'elle occupait.

*

*

Le mouvement trotskyste officiel, privé d'une direction après l'assassinat de Trotsky, considérerait les pays du futur glacis de l'Union soviétique avec beaucoup de perplexité. La nature de classe de leurs États a été l'objet de débats nombreux qui allaient prélude à la première grande scission de la 4^e Internationale qui se veut officielle, entre un courant qui se revendique toujours de la continuité avec la 4^e Internationale de Trotsky et le courant qui s'est constitué autour notamment de Pierre Lambert.

Dans un premier temps,

l'écrasante majorité de ceux qui ont participé à ce débat considéreraient à juste raison comme bourgeois les États reconstitués à partir des débris des appareils que l'armée soviétique occupante a trouvés sur place. Puis, au fil des luttes entre partis qui se disputaient au gouvernement, au fur et à mesure que l'influence des partis communistes, appuyés par l'armée soviétique, se renforçait, d'un seul coup lesdits États bourgeois se sont transformés en États ouvriers « déformés », sans révolution prolétarienne. Par quel miracle ? Celui qui a fait que les cliques staliniennes au pouvoir ont fini par se qualifier elles-mêmes « Démocraties populaires » et par prétendre représenter le socialisme variante stalinienne tel qu'il en existait en URSS. Cette opération du Saint-Esprit version Pierre Frank, Michel Pablo et consorts portait le doux nom d'« assimilation structurelle » !

Qu'il soit dit qu'au milieu de ces divagations, qui allaient en annoncer d'autres à propos de la Chine, du Vietnam, et bien plus tard, du Cuba de Castro, voire de Zanzibar, notre courant a défendu, dès l'occupation de l'Europe de l'Est par les troupes de la bureaucratie, le mot d'ordre : « Retrait des troupes soviétiques des pays de l'Est ».

La bureaucratie soviétique n'a pas plus unifié l'Europe de l'Est sous sa domination que les bourgeoisies occidentales leurs États. C'eût été un pas progressif vers une diminution du morcellement étatique. Même fait dans son intérêt de caste, c'est-à-dire pour favoriser sa mainmise et son contrôle de la gestion économique des pays conquis, cela, la bureaucratie ne l'a jamais envisagé. Elle a créé une sorte de copie du Marché commun, appelée Comecon. Mais elle n'a surtout pas voulu une unification politique. Et pour cause : unifier le glacis aurait été créer



ERIC FLESSING

Un groupe d'insurgés en Hongrie, en 1956.

une entité de près de 100 millions d'habitants face à l'Union soviétique bureaucratisée qui en comptait au même moment 200 millions. Cela aurait été un risque trop grand pour qu'elle le courre.

Dans cette partie centrale de l'Europe, la période de la première moitié des années 1950, bouleversée par une succession de révoltes et de révolutions, de Berlin-Est en 1953 à la Hongrie en 1956 en passant par l'ébullition polonaise, a justifié les craintes de la bureaucratie soviétique. Dans la première moitié des années 1950, la partie

orientale de l'Europe a connu une véritable vague de luttes politiques de la classe ouvrière. Des ouvriers du bâtiment de la StalinAllee à Berlin en 1953 à la révolution hongroise d'octobre-novembre 1956, en passant par l'agitation populaire en Pologne et des grèves en Tchécoslovaquie, les pays du glacis se succédaient dans différentes formes de luttes, s'influençaient, s'entraînaient.

Cette vague de protestations, largement marquée par son caractère ouvrier, n'a été brisée que par l'intervention des troupes de l'armée de

Khrouchtchev contre la révolution en Hongrie dans les jours qui ont suivi le 4 novembre 1956. Malgré la diversité de cette vague de protestations et sa différence de profondeur d'un pays à l'autre, elle a été marquée par l'intervention du prolétariat. Faut-il rappeler que c'est la classe ouvrière de Hongrie qui a été la dernière, non seulement en Europe mais dans le monde, à avoir créé des conseils ouvriers ? Et, triste ironie de l'histoire, ces conseils ouvriers ont atteint l'apogée de leur rôle face à l'armée dite soviétique, après la défaite militaire de la révolution hongroise.

Et on peut dire qu'en dehors de servir ses intérêts propres, la bureaucratie stalinienne a rendu son dernier service aux impérialismes européens eux-mêmes. Non seulement elle a brisé une montée ouvrière à l'Est de l'Europe, mais également empêché qu'elle puisse entraîner la partie occidentale du continent. On ne peut évidemment pas réécrire l'histoire, mais le même ferment de protestation travaillait la classe ouvrière des deux côtés du futur rideau de fer. En un certain sens, en écrasant une insurrection ouvrière à l'Est, en 1956, à Budapest, la bureaucratie soviétique a complété la responsabilité, à l'Ouest, des partis communistes staliniens dans l'étouffement du développement des possibilités révolutionnaires en Occident. La classe ouvrière écrasée en Hongrie, l'avenir allait appartenir pour une longue période à des dirigeants nationalistes rêvant de plus en plus ouvertement de se ranger dans le camp occidental, y compris lors de la vague de grèves en Pologne (1980), contrôlée par Walesa et l'Église catholique.

C'est la même raison, diviser pour régner, qui marqua l'attitude de la bourgeoisie française au moment de la décolonisation, pendant laquelle elle préféra reprendre de petites entités créées



Débrayage chez Volkswagen le 2 décembre 2024. Sur la banderole : «Maintenant, ça suffit ! B2 est prêt au combat.»

sous le colonialisme pour dessiner les nouveaux États dits indépendants, plutôt que les entités, plus larges, comme l'AEF (Afrique équatoriale française) ou l'AOF (Afrique occidentale française).

À PROPOS DE LA CRISE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Il y a à peine un mois, nous avons affirmé dans notre texte que : «*La presse bourgeoise, en particulier économique, semble hantée par la crainte d'une éventuelle crise financière dans un monde capitaliste largement financiarisé, susceptible d'aboutir à un effondrement économique comparable à celui de 1929, peut-être en pire.*» Et plus loin : «*Le*

spectre d'une crise financière majeure a de quoi hanter la grande bourgeoisie !»

Il faut croire que ce que les économistes de la bourgeoisie craignaient est en train d'arriver. Avec quelle rapidité, et surtout quelles conséquences sociales, nous sommes en train de voir la flambée des licenciements et des fermetures de boîtes... Nous écrivons et nous répétons dans les éditoriaux de nos bulletins d'entreprise que la guerre de la grande bourgeoisie contre la classe ouvrière est en train de s'amplifier et que réagir à l'aggravation de cette guerre devient une nécessité vitale pour la classe ouvrière, simplement pour défendre ses conditions d'existence élémentaires.

Nous ne sommes pas les seuls

à le dire puisque la presse bourgeoise elle-même le répète. Mais nous sommes les seuls à le faire, non pas avec le langage des chefs de la gauche politique et des appareils réformistes de toute nature, en prodiguant des conseils à la bourgeoisie, du genre : nécessité de relancer l'industrie française, etc., mais avec un langage communiste révolutionnaire. Un raisonnement qui commence par dire que, face à la crise qui s'amplifie, il n'y a pas d'autre solution pour le prolétariat que de s'attaquer à la grande bourgeoisie, avec pour objectif la révolution prolétarienne contre le fondement même de son système, c'est-à-dire la révolution prolétarienne visant le renversement révolutionnaire et l'expropriation de la bourgeoisie.

En conclusion

Les temps qui se préparent seront durs. Durs pour notre classe, le prolétariat. Durs pour la société. Durs pour l'humanité. Durs, évidemment, pour les militants que nous sommes. Durs, ils le sont déjà depuis dix ans pour ceux qui vivent dans l'est de l'Ukraine, directement enga-

gés dans la guerre active. On ne peut plus durs à Gaza, détruit déjà aux neuf dixièmes. Durs pour ceux qui vivent en Ukraine, en Russie et au Moyen-Orient. Durs en tant que militants et à des degrés différents pour nos camarades d'Haïti mais aussi en Côte d'Ivoire. Bien au-delà des

deux régions déjà en guerre de haute intensité qui attirent l'attention des médias occidentaux, les temps sont durs aussi pour d'autres régions, de l'Éthiopie au Soudan, etc., où les guerres, dont pas grand monde ne parle, ont fait plus de victimes, de morts et de destructions que les deux

régions précitées. Mais durs aussi pour les innombrables victimes de famines dans les pays pauvres, qu'elles soient la conséquence de la crise économique ou celle des guerres et des sanctions.

Et puis, la catastrophe climatique s'ajoute à la liste des catastrophes dont l'impérialisme est responsable. Nous avons relevé, dans l'éditorial il y a un mois, la réaction de la population de Valence contre le roi et le Premier ministre espagnols et les cris « assassins » à leur rencontre, justifiés ne serait-ce que par leur incapacité à mobiliser immédiatement l'armée pour chercher les noyés dans les parkings souterrains. Et si toutes les radios et toutes les télévisions ont été obligées de témoigner de la colère de la population, et contre le roi, et contre le très démocratiquement élu Premier ministre, c'est que l'Espagne est située en Europe et que cela pourrait arriver – et cela est déjà arrivé – en Allemagne, en France, en Belgique. Et, là encore, il s'agit de riches pays européens, de grandes puissances impérialistes, qui sont si prompts à réagir pour mobiliser leur armée quand il s'agit de tenir en laisse leurs ex-colonies.

Et pendant que les gouvernements, dont le nôtre, au temps où il y en avait un, multiplient les campagnes hypocrites pour en appeler au changement des comportements individuels, comme éteindre la lumière en sortant, on passe sur la responsabilité des grandes entreprises, c'est-à-dire la soif de profit de leurs propriétaires capitalistes, qui n'ont que faire du changement climatique dès lors qu'ils peuvent réaliser des économies sur les mesures à prendre.

*

La crise économique et les guerres se confondent de plus en plus pour former une entité unique que personne ne maîtrise, et surtout pas la grande bourgeoisie qui prétend diriger

le monde.

Depuis trois ou quatre ans que la crise économique se double d'une généralisation des conflits armés, tout un chacun peut constater que la situation s'aggrave d'une année à l'autre. Pour le moment, on n'a pas connu le pire et on ne peut que constater l'incapacité de ceux qui dirigent le monde au nom de la bourgeoisie, eux qui ne savent rien faire d'autre que de gérer leur impuissance et de la faire payer aux classes exploitées et aux opprimés.

Il est inutile de spéculer sur la façon dont la guerre se généralisera, à quel rythme, à partir de quel moment les guerres locales s'élargiront en guerres régionales, et la façon dont toutes ces guerres conflueront en une troisième guerre mondiale. À bien des égards, la Troisième Guerre mondiale a déjà commencé. Pas avec la même intensité qu'à Gaza, au Liban ou dans certaines régions de l'Ukraine. Mais disons-nous bien, rien qu'en regardant l'évolution des choses depuis trois ans, qu'elle s'amplifie et qu'elle s'intensifie.

Et pour ce qui est de la crise économique, ce n'est pas l'augmentation de la production d'armes en tout genre, ni la construction de bunkers comme en Allemagne, qui pourraient faire oublier que la crise actuelle n'a pas encore connu d'effondrement financier qui pourrait lui donner une tout autre dimension. Ce qui paraît évident, c'est que le prolétariat n'est pas préparé à s'opposer à la guerre et est encore moins en situation de l'empêcher. Dans un de ses derniers textes *Bonapartisme, fascisme et guerre* dicté le 20 août 1940 quelques heures avant d'être assassiné par Staline, Trotsky est revenu à la guerre précédente pour affirmer : « Nous avons été pris au dépourvu en 1914.

Pendant la dernière guerre, non seulement le prolétariat en général, mais également son

avant-garde et, dans une certaine mesure, l'avant-garde de cette avant-garde furent pris au dépourvu. L'élaboration de principe d'une politique révolutionnaire vis-à-vis de la guerre commençait à une époque où la guerre embrasait déjà le monde de toutes parts et où l'appareil militaire commandait sans partage. Un an après le déclenchement de la guerre, la petite minorité révolutionnaire était encore obligée de s'adapter à une majorité centriste lors de la conférence de Zimmerwald. Avant la révolution de Février et même après, les éléments révolutionnaires ne se considéraient pas comme prétendants au pouvoir; mais comme représentants de l'opposition d'extrême gauche. Même Lénine reléguait la révolution socialiste dans un avenir plus ou moins lointain. [...]

Dans ses écrits de 1915, Lénine faisait allusion aux guerres révolutionnaires que le prolétariat victorieux aurait à mener. Mais il s'agissait d'une question de perspective historique imprécise, et non de la tâche du lendemain. L'attention de l'aile révolutionnaire était dirigée sur la question de la défense de la patrie capitaliste. Évidemment, les révolutionnaires répondaient à cette question par la négative. C'était tout à fait juste. Mais cette réponse purement négative servit de base pour la propagande et l'éducation des cadres. Elle ne pouvait gagner les masses qui ne voulaient pas d'un conquérant étranger.

Dans la Russie d'avant-guerre, les bolcheviks formaient les quatre cinquièmes de l'avant-garde prolétarienne, c'est-à-dire les ouvriers qui participaient à la vie politique (journaux, élections, etc.). Après la révolution de Février, le pouvoir illimité passa aux mains des partisans de la défense nationale, mencheviks et socialistes révolutionnaires.

Il est bien vrai que, dans l'espace de huit mois, les bolcheviks gagnèrent l'écrasante majorité des ouvriers. Ce n'était pas le

refus de défendre la patrie bourgeoise qui joua le rôle décisif dans la conquête de la majorité. Mais le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ». Et seulement ce mot d'ordre révolutionnaire !

La critique de l'impérialisme, de son militarisme, le refus de défendre la démocratie bourgeoise, et ainsi de suite, n'auraient jamais gagné aux bolcheviks une majorité croissante de la population. »

NOS PERSPECTIVES FONDAMENTALES ET NOS TÂCHES PROCHES

Nos perspectives n'ont pas changé depuis les lignes suivantes, déjà citées à un précédent congrès, écrites par Rosa Luxemburg, pour le 20^e anniversaire de la mort de Marx, le 14 mars 1903 :

« S'il fallait formuler en quelques mots ce que Marx a fait pour le mouvement ouvrier d'aujourd'hui, on pourrait affirmer que Marx a pour ainsi dire découvert la classe ouvrière moderne en tant que catégorie historique, c'est-à-dire en tant que classe soumise à des conditions d'existence déterminées et dont la place dans l'histoire répond à des lois précises. Avant Marx, il existait sans doute dans les pays capitalistes une masse de travailleurs salariés qui, poussés à la solidarité par la similitude de leurs existences au sein de la société bourgeoise, cherchaient à tâtons une issue à leur situation et parfois un pont vers la terre promise du socialisme. Marx ne les a élevés au rang de classe qu'en les liant à une tâche historique particulière : la tâche de la conquête du pouvoir politique en vue d'une transformation socialiste de la société. [...] »

C'est Marx seulement qui a réussi à placer la politique de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte des classes consciente et à la forger ainsi en une arme fatale contre l'ordre social existant. La base de la politique ou-

vière social-démocrate actuelle [aujourd'hui, on dirait communiste révolutionnaire] c'est la conception matérialiste de l'histoire en général et la théorie de Marx du développement capitaliste en particulier. Seuls ceux pour qui l'essence de la politique social-démocrate et l'essence du marxisme sont un égal mystère peuvent concevoir la social-démocratie, et plus généralement une politique consciente de la classe ouvrière, en dehors de la doctrine de Marx. »

Dans un de ses derniers textes programmatiques, le *Manifeste d'alarme de la 4^e Internationale*, rédigé en mai 1940, cinq mois avant son assassinat, Trotsky affirmait : « La longueur du document est déterminée par la nécessité de présenter à nouveau notre programme dans son ensemble en relation avec la guerre. Le parti ne peut pas conserver sa tradition sans répéter périodiquement les idées générales de notre programme. »

S'il ne nous vient pas de formulation équivalente chez Lénine, il suffit de lire tous ses ouvrages politiques de base pour être conscients qu'il passe son temps à taper sur le même clou. Alors, si nous citons une fois de plus ces phrases de Rosa Luxemburg, c'est parce qu'il s'y trouve en résumé l'essentiel du marxisme, c'est-à-dire ce qui est fondamental dans le marxisme. Mais il y a aussi ce qu'elles ne disent pas mais qui sont des idées aussi éloquentes que ce qu'elles disent. Ce qu'elle dit d'essentiel, ce n'est pas seulement l'idée fondamentale du *Manifeste communiste* : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes. » Ce constat est à la base de l'idée fondatrice du socialisme scientifique. Jusqu'ici « les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières. Ce qui importe, c'est de le transformer » (Marx, *Thèses sur Feuerbach*). En d'autres termes, il n'y a pas seulement

le constat scientifique, l'analyse scientifique du fonctionnement de la société capitaliste, mais il y a surtout le rôle du prolétariat.

Oui, ce qui distingue les communistes révolutionnaires, c'est qu'ils ne sont pas des commentateurs, ni des journalistes, ni des bavards qui se prétendent intellectuels, interprètent le monde et décrivent tous ses maux, mais ne désignent pas la classe sociale qui est capable de transformer le monde et qui est la seule à pouvoir le faire, au-delà de son état d'esprit du moment, au-delà du mal dont souffre la société en un moment donné.

*

Être communiste révolutionnaire, ce n'est pas seulement raisonner à partir du constat que l'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte de classe. C'est désigner le prolétariat comme la seule classe dont la lutte poussée jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir, détruira le capitalisme.

Mais en disant ce qu'est le fondement du marxisme, Rosa Luxemburg dit aussi ce qu'il n'est pas. Pour ne prendre que cet exemple : les écologistes, même les plus honnêtes, et il y en a quelques-uns, non pas parmi les politiciens qui se réclament de l'écologie et de l'écologisme, mais parmi des scientifiques qui cherchent des solutions aux multiples conséquences du capitalisme par rapport à l'écologie (réchauffement climatique, disparition des espèces, etc.), posent ces problèmes mais sans jamais ou rarement remettre en cause l'organisation capitaliste de la société. À plus forte raison, sans désigner la classe sociale qui a le rôle historique et la capacité de détruire le capitalisme.

Pesons chacune des phrases de Rosa Luxemburg lorsqu'elle constate : « Avant Marx, il existait sans doute dans les pays capitalistes une masse de travailleurs salariés qui, poussés à la solidarité par la similitude de leurs existences au sein de la société

bourgeoise, cherchaient à tâtons une issue à leur situation et parfois un pont vers la terre promise du socialisme. » Ladite masse de travailleurs n'avait pas besoin de la science apportée par Marx pour se battre et pour défendre ses conditions d'existence. Mais l'apport de Marx, c'est-à-dire le marxisme, c'est d'avoir élevé le prolétariat « au rang de classe porteuse de l'avenir », « en le liant à une tâche historique particulière: la tâche de la conquête du pouvoir politique en vue d'une transformation socialiste de la société ».

*

Cette jonction du mouvement ouvrier ou, plus exactement, de son avant-garde avec le marxisme, c'est-à-dire l'analyse scientifique du capitalisme et de son fonctionnement, était une découverte fondamentale, et pour le mouvement ouvrier et, par là même, pour l'humanité et son avenir. Découverte fondamentale que le réformisme social-démocrate d'abord, puis le stalinisme ont détruite, ont fait complètement oublier. Comment? À travers quelles défaites ou trahisons?

Nous n'y reviendrons pas cette année. Nous y avons consacré une grande partie de notre congrès de l'année dernière. Les épisodes de l'histoire du mouvement ouvrier font partie, doivent faire partie de notre culture politique collective. Ils en sont la base. La connaissance et la compréhension des succès comme les défaites (bien plus nombreuses) sont à acquérir et à transmettre pour qu'elles fécondent toute notre politique.

*

Voilà notre identité. Voilà notre raison d'être. Nous sommes aujourd'hui peut-être les seuls à vouloir transmettre tout cela. Non pas en raison de la richesse de notre propre expérience qui est très réduite, mais parce que les idées marxistes et surtout leur jonction avec le mouvement ouvrier, complétées

par Lénine, qui en fit la preuve par la pratique, font partie de l'héritage que nous avons reçu du mouvement ouvrier du passé.

La lutte de classe en tant que moteur de l'histoire, d'autres y ont pensé avant Marx (Michelet). Mais Marx a été le premier à établir le lien entre l'analyse scientifique de la marche du capitalisme et le chemin pour le renverser. Pour nous aujourd'hui, il n'est pas question de réviser le marxisme. On nous accuse pour cela de sectarisme. Sectaires, nous ne le sommes pas; en mai-juin 1968, nous avons eu une politique unitaire vis-à-vis des autres organisations du mouvement trotskyste. Mais ce qui nous caractérise, c'est la fidélité au raisonnement marxiste que nous sommes les seuls à défendre. Et plus encore que la fidélité, c'est la conscience que le capital politique que nous ont légué nos prédécesseurs a été le sommet de la science révolutionnaire, élaborée dans des situations extrêmes où la lutte de classe était exacerbée à un point maximum.

*

Eh oui, être marxiste, c'est militer pour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière! Le marxisme commence là, et tant qu'on ne s'identifie pas à cette tâche-là, tant qu'on ne voit pas l'évolution de la société et tous les remous de l'actualité avec ces yeux, avec cette perspective-là et, pour être plus concret, dans ce but-là, on n'est pas marxiste. Être marxiste, ce n'est pas sympathiser avec le sort des travailleurs, les aider à partir en retraite à 60 ans plutôt qu'à 62 ans, c'est viser la destruction de la société capitaliste de la seule façon possible: en arrachant le pouvoir politique à la bourgeoisie. C'est militer pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir politique, exproprie la bourgeoisie et remplace l'organisation capitaliste en prenant en main la gestion de l'ensemble de la société.

Nous ne voyons pas seulement dans la classe ouvrière la classe sociale exploitée, opprimée, une classe sociale qui est à plaindre, mais la classe sociale qui est potentiellement capable de se battre et de pousser le combat jusqu'à son aboutissement ultime, la destruction de la classe bourgeoise en tant que classe exploiteuse. Tout le reste en découle. Être communiste révolutionnaire n'est pas être réformiste, même si on doit aussi se battre pour la moindre réforme. L'internationalisme n'est pas la solidarité, même si le prolétariat a intérêt à être solidaire d'une multitude de catégories sociales opprimées, voire à disputer la direction de leurs combats aux nationalistes, aux féministes, etc. Et, plus largement, toutes les revendications mises en avant dans les grèves à un niveau élémentaire ou dans de grands affrontements de classe n'ont pas de sens si elles ne sont pas menées avec pour objectif de parvenir à la destruction du capitalisme.

Le caractère révolutionnaire du *Programme de transition* n'est pas dans telle ou telle revendication particulière. Chacune peut être transformée en un fade breuvage réformiste, telle l'échelle mobile traduite en indexation des salaires. Le caractère révolutionnaire du *Programme de transition* réside dans le fait que, suivant la dynamique des luttes ouvrières, il vise à faire progresser la conscience des travailleurs vers la nécessité de prendre le pouvoir. Même les phrases les meilleures, même les plus justes, ne sont que des phrases. Ce qui change la société, ce sont les forces sociales, c'est-à-dire les classes sociales. Dès qu'on oublie cela, on ne peut rien comprendre à rien, et on peut demander, dans le meilleur des cas, sa carte d'adhésion à une des officines qui s'intitulent 4^e Internationale, mais qui n'ont plus rien de révolutionnaire. Les plus radicales des revendications du *Programme de transi-*

tion n'ont pas de sens ni aucune vertu si elles ne conduisent pas au pas suivant, c'est-à-dire à la volonté de détruire le pouvoir de la bourgeoisie pour le remplacer par le pouvoir des travailleurs.

*

Un article d'*Inprecor* (revue d'information et d'analyse, publiée sous la responsabilité du bureau exécutif de la 4^e Internationale, même si elle précise que les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction), de mai 2024, intitulé « Crise mondiale, conflits et guerres. Quel internationalisme pour le 21^e siècle ? », est une interview de Pierre Rousset, dont il est précisé en bas de page qu'il est « un dirigeant de longue date de la 4^e Internationale, militant du Nouveau parti anticapitaliste. Il a participé à la fondation et a dirigé l'Institut international de recherche et de formation (IIRE-IIRF) de la 4^e à Amsterdam puis Paris ». Utile précision pour qu'aucun lecteur n'ignore que cette interview représente la politique de ce regroupement qui se prétend trotskyste ! Eh bien, dans cet article programmatique, il n'y a pas un mot sur la division de la société en classes, pas un mot sur la lutte de classe, pas un mot sur le marxisme, le bolchevisme ou le trotskysme.

Le lecteur apprendra quelques expressions nouvelles comme « crise mondiale multidimensionnelle » ou encore « polycrises ». La seule idée qu'il peut en tirer, c'est qu'au mot « internationalisme » on peut tout aussi bien substituer le mot

« solidarité ». Il aurait pu ajouter aussi bien l'expression « Aïmons-nous les uns les autres », avec 2000 ans de retard, et avec la signature « Jésus Christ » !

NOS TÂCHES DANS L'IMMÉDIAT ET DANS LE FUTUR PROCHE

S'il y avait par exemple une montée des idées d'extrême droite et qu'il faille diffuser nos bulletins dans des entreprises où l'extrême droite a des militants – nous pouvons connaître de telles situations –, il faudrait évidemment qu'on assure la défense de nos diffusions. Le danger pesant sur nos diffusions pourrait concerner les militants extérieurs et peut-être même ceux de l'intérieur.

Le propre des crises économiques est qu'elles sont susceptibles de mettre en mouvement des catégories sociales qui sont menacées ou qui se sentent telles. Quelles sont ces catégories ? Dans quel ordre se mettent-elles en bagarre ? Dans quelle mesure la bourgeoisie et ses serviteurs peuvent-ils les pousser les uns contre les autres ?

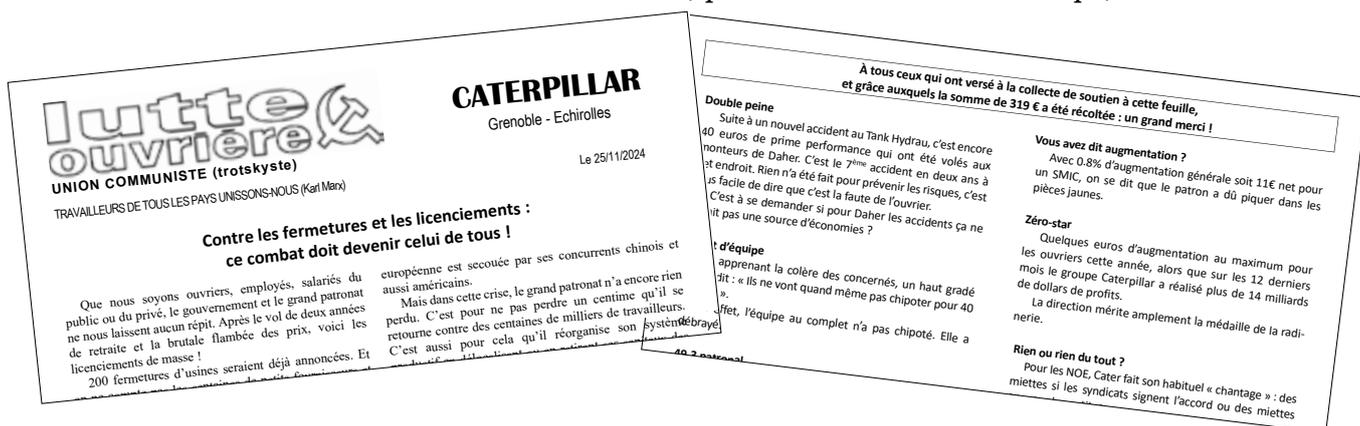
L'avenir proche se jouera sur ces questions. Une certaine forme de mobilisation des payans est déjà en route.

Et, pour ne citer qu'un chiffre, le nombre de faillites de PME recensées par la Banque de France au cours des douze derniers mois dépasse les 5 300. C'est-à-dire qu'au cours de l'année qui vient de s'écouler, plus de 5 300

PME ont dû fermer boutique. Le record précédent datait de la période qui a suivi la crise financière des subprimes de 2008, et il était d'environ 4 800 faillites. Quand on regarde cette courbe des faillites, elle est en augmentation continue depuis deux ans. Et rien ne laisse penser qu'elle va s'infléchir.

Derrière les chiffres de progression des faillites de petites et moyennes entreprises, il y a des pans entiers de la petite bourgeoisie poussés vers la colère. Colère contre qui ? Contre la grande bourgeoisie, contre les banquiers qui les poussent vers la déchéance, ou contre la classe ouvrière ? Ou contre telle ou telle de ses composantes (« immigrés qui nous envahissent », « fonctionnaires trop bien payés pour ce qu'ils font », « chômeurs qui le sont parce qu'ils ne sont pas capables de traverser la rue pour trouver du travail », etc.) ? Dans ce domaine, on a une petite expérience du passé quand l'adversaire contre qui il fallait se battre, c'étaient les stalinien, mais ils n'ont aujourd'hui plus le poids nécessaire pour tenter de nous écarter.

Rappelons que les bulletins d'entreprise, inventés dans le contexte de la situation en France à une certaine époque (celle de petits groupes de quelques militants pour qui c'était une forme d'expression qu'on peut assurer même dans des conditions difficiles), se sont vérifiés dans des situations aussi variées que celle de la Martinique et de la Guadeloupe, celle des États-



Unis, et, par la suite, aussi en Côte d'Ivoire et même en Haïti. Si nous avons des camarades militant en Ukraine, il n'est pas dit que, malgré la guerre, on ne puisse pas continuer à faire circuler des bulletins, et pas seulement par diffusion interne, mais peut-être, au moins de temps en temps, par diffusion externe.

*

Dans les entreprises, pour le moment, s'il y a des réactions ponctuelles parmi les travailleurs, pour ne prendre que l'exemple récent de Michelin, on sent que l'air est chargé d'électricité devant les attaques patronales, et il y a de quoi ! Lorsqu'une direction annonce des projets de licenciements dans une entreprise, il faut qu'on anticipe, qu'on y envoie non seulement les camarades retraités de l'entreprise et les camarades extérieurs qui les entourent. Il faut être attentif, il faut être surtout réactif. Ne pas craindre d'anticiper. Proposer aujourd'hui ce que les gens seront prêts à faire demain. Il faut se mettre en situation de sentir le climat, mesurer la colère et proposer des actions qui permettent de mesurer l'état d'esprit.

Que faire et comment ? Nous ne pouvons évidemment pas fournir un « petit livre rouge » ou un « bréviaire pour militant », dans le genre des brochures qu'on a vu fleurir dans la période de Mai 68, donnant des conseils sur quoi faire face à la police, etc. Ce n'est évidemment pas comme cela que les choses se passent. Une lutte, toute lutte demande une politique qu'on ne peut pas discuter en général, si ce n'est qu'il faut tout faire pour en être et qu'il faut avoir pour objectif qu'au cours de la mobilisation, les travailleurs de l'entreprise se donnent pour direction des comités de grève démocratiques. Sans parler d'un « bréviaire pour militant », nous devons tous avoir en tête notre programme, le *Programme de transition*, écrit à une époque

différente de la nôtre, mais pas si éloignée cependant que ça. Nous ne maîtrisons évidemment pas l'évolution de la crise et, par conséquent, pas les mots d'ordre à mettre en avant, et pas forcément dans quel ordre. Nous avons eu l'occasion de discuter à un de nos congrès, il y a quelques années, de la rapidité avec laquelle l'inflation, et son ampleur, ont mis en avant l'objectif de l'échelle mobile des salaires.

*

Pour terminer, insistons sur le fait que notre identité, notre raison d'être, c'est de militer pour la révolution communiste internationale, qui peut se déclencher, comme disait Lénine dans *Le Gauchisme*, par une « circonstance aussi "imprévue" et aussi "insignifiante" qu'une de ces mille et mille fourberies malhonnêtes du militarisme réactionnaire (l'affaire Dreyfus) pour mettre le peuple à deux doigts de la guerre civile », mais qui doit se terminer par la prise de pouvoir du prolétariat. Par quel cheminement cela se produira-t-il et où ? Nous n'en savons rien. Mais notre objectif fondamental est là. Et cela donne à la solidarité, qui a suscité diverses discussions parmi nos camarades, et aussi important que puisse paraître ce choix en un moment donné, une place limitée dans l'histoire de l'humanité et pour son avenir.

Voilà nos idées et notre engagement fondamentaux. Mais cet engagement ne peut se réaliser que s'il y a des femmes, des hommes, des militants qui sont prêts à consacrer leur vie à cela. Et, étant marxistes, nous avons la conviction que le capitalisme ne peut pas être l'avenir de l'humanité. Le marxisme, c'est-à-dire le léninisme, le trotskysme, reste le meilleur guide pour que la révolution sociale cesse d'être un rêve et devienne un objectif de combat pour les générations futures de travailleurs. Nous avons dit que les temps à venir seraient durs. Mais les temps les

plus durs n'arrêtent pas l'histoire. Par bien des côtés, c'est le contraire. La dureté des temps est pour ainsi dire indispensable pour pousser des femmes, des hommes, et surtout des jeunes vers l'activité militante. Elle est indispensable pour les sélectionner, pour leur apprendre comment être inventif, comment résister à la répression et aux conditions difficiles. Nos camarades d'Afrique et surtout de Haïti nous en donnent une idée.

Tout en nous méfiant des prévisions, il y a bien plus de risques que la génération ici présente régresse vers les conditions d'Haïti, que le contraire : que les camarades d'Haïti vivent nos conditions de privilégiés d'ici... Il faut qu'on ait le courage et surtout la capacité politique de résister en trouvant les moyens adaptés pour y parvenir ! Les partis à construire, l'Internationale seront les porte-parole d'une nécessité historique et les artisans de son accomplissement. En rejetant, dans notre texte sur la situation internationale, l'affirmation de l'historien américain Francis Fukuyama sur *La fin de l'histoire* en 1992, nous avons écrit que « *Les lois du développement historique, c'est-à-dire la vie et les actions des quelque huit milliards d'êtres humains qui peuplent la planète, sont infiniment plus puissantes que les divagations d'un individu ou même l'agitation désordonnée de tous les décideurs du monde.* »

Ajoutons, pour paraphraser Engels dans *L'Origine de la famille*, que c'est là, dans le combat victorieux pour instaurer le communisme, que commencera la véritable histoire. L'humanité sortira enfin de la barbarie, de la société de classes, et commencera la partie consciente de son histoire civilisée. Mais cette histoire-là, elle ne pourra commencer qu'une fois le pouvoir de la bourgeoisie renversé par la victoire de la révolution prolétarienne !

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix: 1,50 €.

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Le système de santé, malade de la financiarisation
n° 178, 23 novembre 2024 - 3 €

L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs
n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

Chaos économique et marche à la guerre: un système capitaliste à renverser
n° 175, 27 janvier 2024 - 3 €

Moyen-Orient: Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme
n° 174, 25 novembre 2023 - 3 €

Afrique: face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière
n° 173, 17 juin 2023 - 2 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière
N° 176, Brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) - août 2023 - 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Nouveautés

Les Cahiers de Verkhnéouralsk – Tome 2
Écrits de militants trotskystes soviétiques 1932-1933

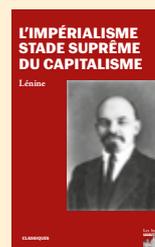
Collection Classiques
446 pages – 25 €



L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme

Lénine

Collection Classiques
176 pages – 10 €



La route de la liberté
Howard Fast

Collection Romans
372 pages – 25 €



Une vie de militante à Orléans et aux Chèques postaux – La Source
Christiane Hauchère
Collection Témoignages
72 pages – 5 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



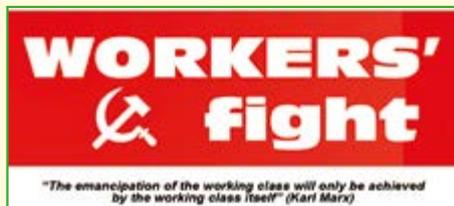
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM, six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE – CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX – GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € – Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille – 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO – ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX – GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>